

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE

LA COOPÉRATION ET DE SON AVENIR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le Mercredi 30 Octobre 1895 à 9 heures et demie

Par E. PEIGNOT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE PARIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PRÉSIDENT :	M. CAUWÈS.	} PROFESSEURS.
SUFFRAGANTS :	MM. THALLER.	
	PLANIOL.	

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DE LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE ET FORCEL

22, RUE SOUFFLOT, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1896

La Faculté n'entend donner aucune approbation et improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA COOPÉRATION ET DE SON AVENIR

INTRODUCTION

Le problème des rapports du capital et de la main-d'œuvre est de nouveau posé, à l'heure actuelle, avec quelle netteté brutale, avec quelle impatience d'un résultat, nul ne l'ignore. Aussi bien, appartient-il à quiconque n'a pas reçu en don cette indifférence seraine de la plupart des esprits de notre temps, de travailler, dans la mesure de ses moyens, si modestes soient-ils, à une solution, qui importe tant. C'est, en effet, rien moins que les conquêtes de quatorze siècles de longs efforts, de lutttes ardentes pour l'affranchissement de la pensée, de recherches tenaces, de découvertes géniales, d'applications fécondes, qui sont en jeu. Les civilisations les plus prestigieuses se sont ruinées inexorablement, parce que les peuples, qui les avaient engendrées, n'ont pas su organiser le travail manuel

selon la vraie justice (1). Athènes et Rome ont péri, dans une lente décadence, par l'extrême richesse et l'extrême misère, celle-là enfantant celle-ci, l'une exaspérée par la souffrance et les appétits de la bête humaine, l'autre devenue odieusement égoïste dans les raffinements d'une luxure savante, toutes deux se disputant le pouvoir pour en faire l'arme de leur vengeance, déchirant la cité de leurs sanglantes dissensions et la livrant, ainsi, à la fantaisie conquérante du premier aventurier venu, Macédonien ou Goth.

Certes, notre société ne nous offre pas encore le triste spectacle de deux classes de citoyens n'ayant entre elles aucune relation, pouvant se passer l'une de l'autre, séparées par un abîme, que comble, dans notre pays bien équilibré, cette vaste et profonde légion de travailleurs aisés, de paysans propriétaires et de petits bourgeois, la plus forte base qu'une nation puisse avoir. Cependant un fait considérable a marqué notre siècle (2).

(1) C'est l'opinion de Guillaume du Greef, dans le Transformisme social, où il prétend que l'empire romain est tombé « faute « d'avoir eu à sa tête un César socialiste, qui aurait tenté sur ce « corps immense les expériences chirurgicales, essayées au temps « de Pythagore ou, plus tard, dans certaines petites cités de la « Sicile et de la Grande-Grèce ».

(2) A partir de la fin du siècle dernier, les conditions économiques des sociétés civilisées se sont complètement modifiées. Le

qui a bouleversé les conditions économiques et sociales, rompu l'harmonie des intérêts et créé une cause permanente de conflits : le machinisme, par son développement même, par cette espèce de féodalité industrielle et financière qu'il a créée, a divorcé les deux facteurs de la production, mis les instruments du travail entre les mains d'une minorité de privilégiés, et fait de l'ouvrier le serf du capital. De cette situation résulte, entre les employeurs, enclins à abuser de leur avantage, et les employés, aigris de la modicité de leur gain, un antagonisme irréductible, que des agitateurs ambitieux, plus préoccupés de littérature oratoire que de vraies réformes, s'évertuent à entretenir et à envenimer. Ces nouveaux Gorgias, dilettanti dangereux, pour satisfaire leur goût des proses chantantes, trompent, par de

régime capitalistique s'est introduit. Le capital, s'accumulant sans cesse, a décuplé la puissance des moyens de production et la masse des produits, mais en s'asservissant le travail. La machine multiplie ses merveilles, mais elle n'appartient pas au travailleur : celui-ci en est l'esclave, non le maître. Il n'en était pas ainsi autrefois. Grâce aux privilèges des corporations fermées, le travail était jadis une propriété. Il est devenu maintenant une marchandise, dont le prix s'élève ou s'abaisse suivant la demande et qui, parfois, ne trouve pas d'acheteur..... Dans la cité comme aux champs, le producteur détenait l'instrument de production. C'est le travail qui possédait le capital. — De Laveleye : Le Socialisme contemporain.

sonores déclamations, les travailleurs indéfendus contre les chimères, s'emploient à tourner en révolte violente leur juste mécontentement, fomentent, sans s'inquiéter de leurs suites funestes à l'industrie et au commerce, des grèves, dont, les premiers, pâtissent les salariés, contraints de dépenser les économies, qu'ils ont péniblement amassées, prônent, enfin, le pire des moyens, la révolution, avec ce mépris singulier des leçons de l'histoire, qui est le trait des idéologues, et la plus étrange méconnaissance de ces lois de l'évolution, que, cependant, ils invoquent en un déploiement pédantesque de formules scientifiques.

A la vérité, en sophistes habiles qu'ils sont, ils objectent que la révolution n'est qu'un mode du progrès, que le poussin, qui a grandi peu à peu dans l'œuf, de son bec déjà ferme en perce, un beau jour, la coquille, devenue gênante ; qu'ainsi, dans nos sociétés modernes, il est de ces coquilles, durcies par le temps, de ces préjugés opiniâtres, que l'on ne peut briser qu'à coups de bec, c'est-à-dire avec le fer sanglant des guerres de rue.

Les paradoxes de cette force, on ne les réfute pas ; on les dénonce : le bon sens sait en faire justice. On ne

pousse pas à ce point, quelque amateur que l'on soit, l'identification des contraires, le développement pacifique et le progrès violent, l'évolution et la révolution. Il ne s'agit pas ici de métaphysique, mais de réalités vivantes, et peu nous importe que, dans l'opinion de Hegel, dont la plupart des collectivistes sont les fils intellectuels, le blanc et le noir, vus avec les yeux de l'esprit, se résolvent en une même couleur, si, pour nos yeux de matière, ils signifient le contraste le plus absolu qui soit.

Aussi bien, nous maintenons que les moyens, prônés par la fraction avancée du parti socialiste, sont en contradiction flagrante avec les principes, dont il se réclame. Cette contrariété, au reste, ne saurait être trop dénoncée, afin que l'appareil scientifique, par lequel il prétend, à l'envi d'une certaine école littéraire, éprise de raretés esthétiques, « épater le bourgeois », n'en impose plus à personne. Au demeurant, pouvons-nous affirmer que de nouvelles journées de juin, une autre Commune ne sont, en aucune façon, scientifiquement nécessaires. Le sang n'est pas une bonne rosée, a dit le poète. Nous ne croyons pas que le mal puisse engendrer le bien.

La question sociale se résoudra par l'accord des volontés se passionnant enfin de justice, non par l'abo-

minable heurt des appétits exaspérés, des haines avivées, par cette lutte des classes qu'avec une sénérité, vraiment trop détachée, on affecte de considérer comme un épisode fatal du progrès humain.

Les fauteurs de guerre civile, à la vérité, en sont pour la véhémence de leurs discours. Un vent de paix passe sur les multitudes laborieuses, d'ailleurs mises en défiance par l'expérience amère des déceptions subies, des maux qu'elles ont dû supporter pour avoir cru aux impostures de leurs flagorneurs ordinaires. Combien plus elles préfèrent écouter la voix sincère des doux penseurs qui, s'en viennent, aujourd'hui, leur parler d'amour, d'harmonie, de solidarité. Ce dernier mot, au reste, a forcé, depuis quelques années, l'attention des esprits, par sa répétition même, évoquant une notion qui paraît devoir détrôner ces fameux grands principes de 89, sous l'autorité desquels nos sociétés présentes, grosses de je ne sais quel avenir, ont vécu durant ce siècle tourmenté.

Les récents progrès des sciences, sciences de la nature et sciences de l'homme, ont, en effet, révélé l'universalité de la loi de dépendance réciproque, selon laquelle il n'est rien ni dans le monde physique, ni dans le

monde moral, qui ne soit, à quelque degré, un système, une organisation, un tout coordonné : association, le système solaire ; association, le galet roulé par la vague ; associations, les organismes vivants depuis le protozoaire le plus élémentaire jusqu'au métazoaire le plus compliqué. Des philosophes éminents, Fouillée, Secrétan, Marion, Durkheim, Wundt, ont tiré, de cette donnée, les conséquences qu'elle comporte au point de vue social. Ils ont montré le but à poursuivre : des associations d'êtres libres et raisonnables, se sachant parties solidaires d'un ensemble et voulant cette interdépendance ; la solidarité naturelle qui les unit devenant, en un mot, morale, subjective, consciente.

Que nous voici loin de cet antagonisme de classes, que prêchent les collectivistes ! Nous partons d'un principe qui rapproche, non d'un postulat qui divise.

Nous ne sommes guère moins distants des orthodoxes (1), qui tiennent trop à la liberté, ou, du moins, à ce qu'ils appellent la liberté, c'est-à-dire un individualisme exclusif, jaloux, durement égoïste, à la faveur duquel le

(1) Le coopératisme, auquel nous nous rallions, est, en définitive, une doctrine de juste milieu, comportant la conciliation des deux principes, actuellement en conflit, l'individualisme et le socialisme.

plus faible est impitoyablement écrasé par le plus fort.

Nous concevons donc une organisation sociale, essentiellement fondée sur cet esprit de solidarité, qui n'est que le sentiment profond que nous ne vivons pas uniquement pour nous, que, de même que les autres ont besoin de nous, nous ne pouvons nous passer des autres.

On nous dira que rien n'empêche cet esprit de solidarité de régler actuellement les rapports sociaux ; nous répondrons que, dans l'état d'après concurrence où sont les intérêts, demander aux individus de s'élever à une conception altruiste, de faire ainsi abstraction de soi, est souhaiter d'eux un effort dont quelques-uns seulement sont capables. Notre société, en effet, organisée comme elle l'est aujourd'hui, n'offre pas un milieu favorable au développement des mobiles sympathiques. Mais supposez-la transformée, imaginez que, par un ingénieux arrangement, le conflit des forces individuelles ait été résolu en une bienfaisante harmonie, combien facile alors sera la pratique de la solidarité ! Pour en faire son principe moral et la règle de ses actions, il ne sera plus besoin d'héroïsme, vertu rare, comme toutes les vertus, car il se trouvera que les intérêts particuliers

seront spontanément conformes à l'intérêt collectif, et cela par une combinaison, une œuvre d'art, si l'on peut dire, empruntant à la nature, à l'univers, ses moyens et sa loi.

Nous nous proposons donc d'étudier la coopération en tant qu'elle est susceptible de réaliser une transformation sociale. C'est une entreprise doctrinale, dogmatique, que nous tentons. Nous pensons, de la sorte, sortir, quelque peu, des sentiers battus. L'examen descriptif des sociétés coopératives, de leur organisation, de leur fonctionnement, a fait l'objet de travaux nombreux, savants, distingués. Les applications ont été observées avec soin ; les résultats des expériences poursuivies, minutieusement enregistrés. Nous avons voulu, — peut-être est-ce une témérité de notre part, mais qu'on nous la pardonne, — de ces faits, de cette analyse dégager une synthèse, un système coordonné, lié, complet. Nous n'emprunterons donc, aux réalisations essayées, que des preuves, des témoignages à l'appui de notre thèse, l'étayant, la portant, pour ainsi parler, en démontrant la possibilité pratique.

Et, d'abord, nous essayerons de montrer que la coopération n'est que l'expression supérieure de la

grande loi d'association, qui régit le monde. La base de notre doctrine (1), ainsi assise, nous exposerons celle-ci. Par l'examen sommaire du mouvement coopératif en France et à l'étranger, nous ferons observer qu'elle a reçu déjà un commencement d'application. Nous terminerons enfin par l'étude des causes, qui, jusqu'ici, en ont empêché le plein développement et, après avoir établi que celles-ci sont purement accidentelles, nous concluerons à l'avenir de la coopération.

(1) Cette expression « notre doctrine » est ambitieuse et inexacte, — car ce travail est une modeste tentative d'exposition et de défense des idées de l'école de Nîmes; — mais qu'on nous la passe pour sa commodité, s'il reste bien entendu que nous ne sommes qu'un humble disciple.

PREMIÈRE PARTIE

Du fondement philosophique de la coopération. — De l'évolution de la solidarité

CHAPITRE PREMIER

De la solidarité coercitive dans la nature et dans l'humanité. — Coopérer, comme l'indique son étymologie latine, *cum operare*, c'est opérer ensemble, conjointement. Pris dans ce sens large, le mot n'implique pas nécessairement, entre les coagents, une entente préalable : la tâche commune est alors effectuée non comme une fin poursuivie par des volontés sciemment convergentes, mais comme un résultat mécaniquement obtenu. Sous ce rapport, au reste, la coopération nous apparaît comme un fait général, attesté par tout ce qui est, la nature et l'humanité. C'est ainsi que les cellules, qui forment les tissus animaux et végétaux, coopèrent à la vie organique de ceux-ci ; que les abeilles, dans la ruche bourdonnante, guidées par un sûr instinct, s'efforcent à la fa-

brication des rayons de miel, sagement distribués en alvéoles réguliers; que, dans nos sociétés de fonctionnement automatique, les individus contribuent à l'enrichissement et au progrès collectifs par une collaboration involontaire.

Mais, en outre de cette acception commune de la coopération, il en est une autre plus restreinte, plus technique, que les économistes lui ont donnée dans ce siècle et selon laquelle on désigne un mode nouveau d'association, à la faveur duquel les petites épargnes pourront être réunies en capitaux de conséquence, les intermédiaires éliminés, et les produits du travail répartis entre les producteurs. C'est, en un mot, d'un concours intentionnel, d'une coopération contractuelle, qu'il s'agit et vers laquelle il nous semble que se poursuit l'évolution.

Cette tendance à une sorte de mutuellisme (ou mutualisme) ne trouve-t-elle pas son expression dans l'universalité de cette loi de dépendance réciproque (1), qui se manifeste sous des formes de plus en plus parfaites à mesure qu'on s'élève du monde physique, où s'observe une coordination purement fatale et inconsciente, au monde social, où le *consensus* (2) joue, dans les rapports

(1) La science démontre qu'en réalité l'association est la loi la plus universelle de ce monde, celle qui régit les infiniment grands et les infiniment petits. — Gide : *Revue socialiste*, 1888, t. I.

(2) La société de notre temps se distingue principalement de celle des générations précédentes par la grande place qu'y tient le contrat. — Summer-Maine : *l'Ancien droit*.

des individus entre eux, un rôle bientôt prépondérant.

Ayant la bonne fortune de pouvoir couvrir notre prétention de la haute autorité de Geddes, « qui considère
« le développement de l'esprit de mutualité, d'amour
« et de sacrifice non comme une simple utopie, mais
« comme la plus haute marque du procès de l'évolution dans la nature », nous allons, dans cette première partie, nous efforcer de poser le fondement philosophique de la coopération en montrant que la solidarité contrainte, révélée par la cosmologie, la biologie et la sociologie, paraît devoir se tourner, dans nos États modernes, en une solidarité voulue, c'est-à-dire en un système de groupements libres et conscients (1), organisation supérieure, où la multiplicité des éléments, raisonnables et autonomes, se résoudra, par l'accord des libertés, en un tout étroitement intégré.

La coopération comme fait cosmologique.— On a longtemps cru, dans l'égarement des superstitions religieuses, que la terre, isolée dans l'espace morne, était l'immuable centre, autour duquel lentement glissait le ciel sans fin. Copernic, Képler, Galilée, Laplace ont dénoncé cette illusion de l'orgueil humain et remplacé notre pla-

(1) A mesure que le corps social se développera et atteindra une vie plus haute, non seulement le lien qui unit tous les membres d'une même nation, ou même du genre humain, deviendra de plus en plus étroit, mais encore on verra se former, au sein de la masse, des groupements de plus en plus nombreux et de plus en plus variés. — Gide : *Revue socialiste*, 1888, t. I.

nète parmi les astres, qu'ils nous ont fait voir, assujettis les uns aux autres, respectivement soumis à leurs actions et réactions réciproques, conspirant, chacun par une note propre, à un effet d'ensemble, je ne sais quelle prodigieuse symphonie, vibrant dans l'immensité vide, selon les règles d'une mécanique inévitable. Voici donc l'astronomie nous révélant le système solaire comme une association indéfinie de mondes innombrables, obéissant — de même que les hommes, à des mobiles contradictoires : l'égoïsme et l'altruisme — aux actions contraires d'une force centrifuge et d'une force centripète, de l'opposition desquelles résulte ce balancement harmonieux, que nous appelons l'ordre universel.

La coopération comme fait biologique. — Les récents travaux de Wolf, de van Baer et de Milne-Edwards ont établi que la division du travail n'était pas particulière aux agglomérations humaines, mais se manifestait comme une caractéristique des êtres, du haut en bas de l'échelle animale. Il est même remarquable qu'à mesure que l'on monte d'un degré à l'autre, la spécialisation des tâches se complique de plus en plus, déterminant ainsi, entre les différents organes, une solidarité toujours plus intime. Nous reconnaissons, dans un tel fait, ce développement de l'homogène à l'hétérogène, signalé par Herbert Spencer et érigé par lui en loi biologique, cette désintégration progressive, qui, d'une part, répond au passage de la matière inerte à la matière animée, et, d'autre part,

se marque, dans les mondes végétal et animal, par une intensité de vie plus grande, résultat d'une coopération plus active.

Aussi bien, un tas de pierres, composé qu'il est d'éléments semblables entre eux, indépendants les uns des autres (1), sans énergie propre, n'est pas un organisme et, conséquemment, ne vit pas.

Mais, aux confins de la faune terrestre, pullulent ces premiers métazoaires, dont la masse amorphe, inconsistante, fluante, présente une différenciation embryonnaire dans le double tissu qui la forme, un feuillet externe en manière d'organe de relation, et un feuillet interne dans la cavité duquel les aliments se décomposent pour être ensuite assimilés. Or, entre ces deux fonctions de commerce avec le dehors et de nutrition, s'établit une coopération bienfaisante par laquelle s'entretient la vie de ces êtres rudimentaires. Bientôt, au reste, se déve-

(1) La solidarité est un fait, un fait d'une importance capitale dans les sciences naturelles, puisqu'il caractérise la vie. Si l'on cherche, en effet, à définir l'être vivant, l'individu, on ne saurait le faire que par la solidarité des fonctions, qui unit des parties distinctes, et la mort n'est autre chose que la rupture de cette solidarité entre les divers éléments, qui constituent l'individu et qui, désormais dissociés, vont rentrer dans des combinaisons nouvelles. — Gide : L'idée de solidarité.

La solidarité est un fait positif, universel, fondamental, non pas seulement d'ordre sociologique, mais aussi d'ordre biologique et même d'ordre cosmologique. La solidarité morale a ses racines dans les profondeurs du monde physique. — Gide : id.

... Le fait de la solidarité a des racines biologiques dans le monde vital et même des racines physiques dans le monde minéral... Il est la base de toute sociologie et de toute morale, le roc de la cité. — Izoulet : La Cité moderne.

loppe, sous l'action des ambiances, un nouvel organe, dont le rôle consiste à servir, entre les deux précédents, d'appareil de distribution.

Ainsi, jusqu'aux animaux supérieurs se continue la diversification, tandis qu'entre les multiples groupes de cellules s'enchevêtre l'échange des services et se maintient un équilibre, ordinairement stable, par la subordination spontanée et la coordination fatale des activités physiologiques, se déployant dans l'inconscience de soi et du but, auquel elles tendent.

La coopération comme fait sociologique. — Si maintenant nous montons du règne animal aux sociétés humaines — hyperzoaires — (1), nous trouvons, comme pendant aux protistes, qui forment le premier anneau de la chaîne vivante, la *horde*, dans laquelle les individus, isolés les uns des autres, simplement juxtaposés dans l'espace et le temps, subsistant par la pêche, la chasse et la récolte des fruits, ne se soucient que d'eux et se procurent, chacun pour soi, les aliments dont ils ont besoin, et la peau dont ils couvrent leurs robustes épaules, et l'abri, où ils reposent leurs membres las. Nous voyons, dans ce groupe errant, composé d'éléments, qu'aucune

(1) Cette expression est empruntée à M. Izoulet qui, dans la Cité Moderne, distribue le monde des vivants en trois grandes divisions, pour ainsi dire superposées :

1^o Unités ou Protozoaires :

2^o Agrégats ou Métazoaires ;

3^o Agrégats d'agrégats ou Hyperzoaires.

particularité ne signale, comme un protoplasme social, duquel se seraient dégagés, par une sorte de sectionnement continu, les types divers des agglomérations humaines.

Donc, dans cet agrégat primitif (1), nul partage des travaux, nulle coopération, une solidarité purement mécanique s'établissant par la communauté de croyances imprécises encore, comme une conscience collective, pénétrant les consciences individuelles, les absorbant, en tenant lieu.

Mais bientôt la troupe vagabonde se fixe, sur la rive féconde d'un fleuve, elle édifie des huttes grossières; la forêt est défrichée, le sol retourné, les grains jetés dans le sillon. De nomades qu'ils étaient, les hommes deviennent sédentaires; de pasteurs, agriculteurs. Alors, à la faveur de conditions économiques meilleures, l'existence étant moins rude, le groupe s'accroît par les naissances plus nombreuses et la mortalité moindre; mais, alors aussi, il se fractionne, il se morcelle en catégories d'individus, que réunit l'affinité du sang, et ainsi apparaît une forme nouvelle d'association, la *société segmentaire à base de clans*.

(1) De même qu'un monceau de sable n'est pas un organisme, de même un ensemble d'hommes, menant une vie uniforme et toute rudimentaire l'un à côté de l'autre, dans un état d'isolement et d'indépendance mutuelle, ne forment pas une société; plus les hommes sont encore voisins de l'état sauvage, plus ils ressemblent à ces agrégats où l'action des parties demeure isolée, alors même que les parties sont voisines dans l'espace et dans le temps. — Fouillée : La Science sociale contemporaine.

Cette organisation se ramène à un système de collectivité identiques entre elles et composées elles-mêmes d'éléments similaires. La répartition des tâches n'est pratiquée ni entre ces différents segments ni entre les membres d'un même groupe. Chacun de ceux-ci est donc obligé, comme l'écrit Milne-Edwards, « de
« pourvoir directement aux nombreux besoins, dont il
« est sans cesse assailli, et son activité, quelque grande
« qu'elle puisse être, suffit à peine pour lui assurer une
« chétive et obscure existence. »

Cependant peu à peu, dans chaque clan, ce lien que crée entre les individus la communauté de l'origine, de vague, de lâche qu'il était, se précise, se resserre et, d'abord autour de la mère, puis autour du père omnipotent, la famille se différencie de l'agrégat homogène, où elle était comme noyée. Alors, au sein même de cette agglomération restreinte, selon le sexe et l'âge, les tâches sont réparties : la femme asservie est vouée aux occupations les plus dures : c'est elle qui construit la cabane, cultive le champ, prépare la nourriture ; dédaigneux de ces besognes inférieures, l'homme adulte s'adonne à la pêche, à la chasse ou à la guerre ; les vieillards enseignent les enfants et sont consultés dans les éventualités graves. Ainsi entre les membres d'une même famille se distribue le travail, s'établit la réciprocité des services, se pratique une coopération salubre, limitée à souhait pour que la production se mesure à la consommation, mais arbitraire toutefois,

imposée par un chef, un *paterfamilias* dont le pouvoir est absolu.

Dans une telle société, il est vrai, les rapports d'individu à individu sont rares ; le droit contractuel, qui est, par excellence, selon M. Durkheim, l'expression juridique de la coopération, se réduit à des trocs peu fréquents.

Bientôt, toutefois, du cercle étroit où elle était localisée, la spécialisation des tâches s'étend au groupe entier, à la cité. Soit à la faveur d'une usurpation violente, soit par l'imposture en imposant à l'ignorance et à la crédulité, soit encore par l'atavisme développant des aptitudes propres, certaines fonctions, comme les gouvernementales et les sacerdotales, se trouvèrent définitivement accaparées par quelques clans, désormais privilégiés et en face desquels se dressèrent, dans leurs haillons de parias ou avec, aux mains, les chaînes de l'esclavage, les classes inférieures, dont les révoltes, provoquées par la souffrance, ont ensanglanté l'histoire.

Quoi qu'il en soit, des organes se créèrent. L'apologue des membres et de l'estomac prit donc une signification. Mais la descendance fixait la condition sociale : le hasard de la naissance faisait de l'individu un guerrier, un prêtre ou un travailleur manuel ; le rang que le sort lui avait imparti, il le conservait sa vie durant. On ne montait pas en grade dans cette hiérarchie cristallisée. C'était le régime des castes avec ses

iniquités artificielles complétant, empirant les inégalités naturelles, une interdépendance subie, une collaboration contrainte aboutissant à une vie de langueur, une non-mort plutôt, si l'on peut dire.

Cet état social (1), à la vérité, répondait à une transition. Des formes nouvelles s'élaboraient, qui aujourd'hui encore subsistent, mais perfectionnées, se perfectionnant chaque jour, s'élevant à mesure que s'épure l'idéal humain. En effet tandis que les castes, moins hermétiques, se tournent en classes, non, certes, ouvertes, mais où, pourtant, par la faveur du prince, on accède autrement que par la naissance, que l'esclavage se tempère dans le servage, l'organisation professionnelle groupe les individus selon la similitude des productions, auxquelles ils s'adonnent (2).

Donc, par le désir du bien-être et l'accroissement de la densité sociale, la désintégration continue, multipliant les rouages, compliquant la structure, l'armature de l'organisme politique. Les anciens cadres trop étroits, trop rigides, pour s'ajuster à la divisibilité infinie du travail, craquent ici et là. L'artisan et l'ouvrier, n'étant plus vus

(1) Quand l'organisation professionnelle commence à apparaître, elle essaie d'utiliser celle qui existe et de se l'approprier. La manière, dont les fonctions se divisent, se calque alors, aussi fidèlement que possible, sur la façon dont la société est déjà divisée. C'est ainsi que les *castes* proviennent du mélange de l'organisation professionnelle naissante avec l'organisation familiale préexistante. — Durkheim : La Division du Travail social.

(2) Les syndicats ouvriers peuvent être regardés comme l'ébauche de cette organisation professionnelle, vers laquelle tendent les sociétés contemporaines.

avec ce mépris, que l'antiquité eut toujours pour l'homme, qui faisait de ses mains un gagne-pain, l'industrie libre prend son essor. Le fractionnement des tâches s'accroissant, des rapports fréquents s'établissent entre les individus : le nombre croissant des contrats atteste l'activité de la circulation, l'intensité de la vie commerciale. Des corporations se forment en dehors des classes. On se groupe, non par raison de consanguinité ou prétendue différence de nature, mais parce que l'on exerce le même métier. Du type militaire, fondé sur la contrainte, la société évolue vers le type industriel, comportant la liberté, l'adhésion réfléchie : aux catégories fermées succèdent les associations professionnelles, entr'ouvertes à tous.

Employeurs et employés sont alors constitués en corps, jaloux de leurs prérogatives. La production est minutieusement réglée ; la concurrence empêchée par mille moyens. Les communications étant difficiles encore, le marché est restreint et la consommation peut être assez exactement mesurée. Aussi bien si, parfois, des crises sévissent, c'est par la disette et non les encombrements. Cependant, dans les corporations, le capital s'arroge bientôt des avantages exclusifs : les maîtrises, se transmettant de père en fils, deviennent inaccessibles aux simples compagnons. Dès lors, aucune issue pour les travailleurs manuels vers une condition plus favorable, aucun espoir vers plus d'indépendance et de dignité dans le patronat enfin conquis à force de labeur, d'économie,

de privations, d'héroïsme obscur de chaque jour, conséquemment, un état d'infériorité marquée, les obligeant à une collaboration, acceptée de mauvais gré, se traduisant par une solidarité toute de surface, sous laquelle grondaient sourdement les colères et les haines (1).

Mais les connaissances humaines s'étaient accrues du contingent de chaque siècle. La science, à laquelle on impute les maux de l'heure présente, par plusieurs fois, divulgua les secrets de la nature. La vapeur fut révélée comme force motrice. L'incorrigible Prométhée, de nouveau, s'était plu à ravir le feu du ciel. Le génie des Salomon, de Caps, des Papin, des Watt, des Stephenson, inventa les machines. Alors, la révolution, qui avait transformé les conditions politiques et sociales des nations civilisées, se compliqua d'une révolution industrielle non moins radicale, non moins profonde, qui transforma les conditions économiques des deux continents. Des usines se bâtirent dans une fièvre d'activité dévorante ; de monstrueux engins de production furent construits, Léviathans de la manufacture, qui, absorbant sans trêve des masses énormes de matières premières, inondèrent les débouchés de marchandises variées.

(1) Dans les campagnes, les rapports d'homme à homme étaient marqués de plus de contrainte encore. Au pied du château féodal, dressant fièrement vers le ciel ses tours protectrices, se pressaient en effet, humbles, rampantes, misérables, les demeures des serfs, assujettis au sol, astreints à des corvées, étroitement tenus, vis-à-vis de leur seigneur, de services multiples, relevés cependant par l'octroi d'une personnalité juridique de l'abjection de l'esclave antique, simple chose, banal objet de propriété. — Note de l'auteur.

Ce prodigieux développement du machinisme poussa à sa dernière limite la division du travail. L'ouvrier, dans l'usine, où il est employé, époinçait une aiguille ou arrondit la tête d'un clou. Il est devenu comme un des rouages de la machine dont le rythme monotone endort sa pensée, l'abrutit à la longue, s'il ne fait effort pour s'arracher à cette obsession déprimante. A la vérité, à accomplir constamment la même tâche, il y est devenu plus expert ; la production en a été plus abondante et de meilleure qualité.

Au reste, cette spécialisation des rôles, s'accroissant dans tous les ordres de l'activité humaine, il s'en est suivi que chaque individu (1), n'exécutant qu'une infime partie des travaux nécessaires à son bien-être, dépendait plus étroitement de ses semblables ; la cohésion de l'organisme social s'accroît par une solidarité plus intime, une coopération plus complète.

(1) M. Sully Prudhomme a développé cette idée dans les beaux vers qui suivent :

Le laboureur m'a dit en songe : « Fais ton pain,
« Je ne te nourris plus, gratte la terre et sème. »
Le tisserand m'a dit : « Fais tes habits toi-même. »
Et le maçon m'a dit : « Prends la truelle en main. »

Alors, abandonné de tout le genre humain
Dont je trainais partout l'implacable anathème,
Quand j'implorais du ciel une pitié suprême
Je trouvais des lions debout sur mon chemin.

J'ouvris les yeux, doutant si l'aube était réelle :
De hardis compagnons sifflaient sur leur échelle ;
Les métiers bourdonnaient, les champs étaient semés.

Je connus mon bonheur et qu'au temps où nous sommes
Nul ne peut se vanter de se passer des hommes,
Et depuis ce jour-là, je les ai tous aimés.

D'autre part, les moyens de transport avaient été perfectionnés, les distances supprimées ou sensiblement raccourcies par les paquebots, les chemins de fer, les télégraphes, les téléphones, dont le réseau, incessamment, se resserre. La facilité des communications fondit les marchés nationaux en un marché unique, qui s'étend aux frontières du globe. Chaque pays, dès lors, eut sa spécialité, une denrée qu'il produit à bon compte, un article qu'il fabrique à bas prix. Le pain que nous mangeons est fait, le plus souvent, avec le blé de l'Australie ou de l'Inde. Sous ce rapport, la dépendance des États entre eux est devenue plus étroite. Il n'est pas de peuple aujourd'hui, comme il n'est pas d'individu, qui puisse se suffire à lui-même. Européens, Américains, Asiatiques, Australiens, nègres de l'Afrique mêmes sont tous plus ou moins tributaires les uns des autres. Cette solidarité d'intérêts s'est révélée, de la façon la plus frappante, durant la guerre de Sécession, par la ruine de l'industrie anglaise du coton, dont les approvisionnements en matières premières ne pouvaient être renouvelés, les relations commerciales avec les États-Unis d'où celles-là provenaient, étant suspendues. N'est-ce pas, au reste, le plein sentiment de cette dépendance réciproque des nations, qui a, jusqu'ici, préservé l'Europe d'une conflagration, toujours menaçante ?

Certes, la transformation économique, qui s'est consommée dans ce siècle par les inventions et les applications de la science, le morcellement, l'émiette-

ment des tâches, si l'on peut dire, compliquant extraordinairement la collaboration sociale, s'est traduite par une activité des échanges vraiment inouïe, un accroissement certain des richesses, le développement du luxe, une amélioration sensible de la condition des classes laborieuses, pour faire court, un progrès général. Et pourtant, nos sociétés semblent gravement troublées : de toutes parts montent des plaintes, des murmures inquiétants, tandis que tonitruent, dans les clubs, des rhéteurs violents, imbus de cet esprit classique, ayant ce goût de l'absolu, duquel procéda la Révolution, et qui fut le principe de toutes les sanglantes erreurs, dans lesquelles elle tomba. Mais n'est-il rien de fondé dans les critiques, que formulent ces novateurs grandiloquents, et convient-il de les juger par ce sourire de la raillerie, avec lequel nous accueillons leurs rêves de cité idéale ?

Critique de l'ordre social actuel. — L'examen le plus superficiel de la situation présente nous convaincra de la justesse partielle de leurs conclusions. Tout d'abord, ce fait nous frappe que notre ordre économique est combiné en vue de la production, non de la consommation. Cela se marque par les cours, plus hauts qu'il ne convient (1), malgré la dépréciation du métal argent, malgré

(1) C'est ainsi que, malgré l'avilissement du blé, le prix du pain est resté stationnaire. Les meuniers, à coup sûr, y trouvent leur bénéfice : leur industrie ne fut jamais si prospère. — Note de l'auteur.

On sait qu'au cours de l'année 1893, le fourrage manquant, le bétail se vendit à vil prix. Les bouchers, cependant, maintinrent

aussi la concurrence des produits étrangers. On imagine facilement que, là où les prix sont bas, par rapport au numéraire employé, la satisfaction des besoins rationnels soit plus aisée, conséquemment, le but de la société plus complètement atteint. Or l'organisation actuelle n'est en aucune façon favorable à la consommation. Ne croyez pas, en effet, que le boucher, le boulanger, le vigneron, le propriétaire foncier aient pour fonction de vous vendre, au meilleur compte qu'il se peut, les denrées dont vous avez besoin. Ce qui importe, ce n'est pas que vous viviez dans l'aisance, mais que ces honnêtes fournisseurs fassent leurs affaires (1). Vous, consommateur, vous n'êtes compté pour rien ; mais s'agit-il d'assurer une rente aux producteurs, vous cessez d'être négligeable. Vous êtes la dupe candide, sur laquelle on prélève une dîme onéreuse. Des bénéfices à des individus privilégiés, c'est ce que garantit le merveilleux mécanisme, pour les rouages duquel nous avons un respect

leurs tarifs. « Chose remarquable, chose monstrueuse, écrit M. Gide dans l'Émancipation, dans les explications qu'ils donnèrent, de la fixité des cours, un fait est toujours reconnu, expressément ou tacitement, à savoir que les bouchers ont un prix arrêté entre eux, qu'ils ne se font entre eux aucune concurrence et que le consommateur est obligé de subir leurs prix et conditions de vente. Coalition, syndicat, monopole d'un objet de première nécessité, de nécessité immédiate, voilà ce que les bouchers ont fait et voilà ce qu'ils avouent.

(1) Il y a un dicton, qu'on entend souvent répéter : il faut bien que tout le monde vive... On veut dire par là que nous devons nous serrer un peu pour faire de la place à quiconque veut ouvrir une boutique nouvelle dans la rue et vivre... à nos dépens. — Gide : De la Coopération. Rev. d'éc. pol. 1889.

ridicule ; quant à la satisfaction des besoins collectifs, à l'accroissement du bien-être général, cela ne paraît pas de conséquence.

Donc le consommateur, pour qui cependant la société est faite, n'y a pas la première place. Aussi est-ce avec raison que M. Gide, corrigeant le mot fameux de Siéyès, écrit, dans le remarquable discours qu'il prononça en 1889 comme président du Congrès international de la coopération : « Qu'est-ce que le consommateur ? Rien. Que doit-il être ? Tout. » Nous pensons, avec le distingué professeur, que la consommation est la raison d'être de l'institution sociale, que les hommes se sont groupés pour vivre plus activement, d'une vie individuelle intensifiée par la vie collective, bref, afin de pouvoir consommer plus abondamment.

Or l'organisme actuel est entendu au rebours de cette fin. Pour défendre nos industries contre l'importation des marchandises étrangères, ne frappe-t-on pas celles-ci, aux frontières, de lourdes taxes, qui contrarient le jeu normal de l'offre et de la demande ? La protection, ainsi pratiquée, ne revient-elle pas, quand on y regarde de près, à prendre, subrepticement, dans la poche du consommateur sacrifié, ce que l'on veut mettre dans celle du producteur ? D'autre part, par une conséquence forcée de la liberté commerciale, les intermédiaires (1),

(1) Je pense que tout individu qui a eu occasion de rechercher, dans certains cas particuliers, quelle part du prix payé dans un magasin, pour un article quelconque, revient réellement à celui

par qui les richesses sont distribuées, se sont multipliés plus qu'il n'est utile. Cet excès de concurrence en a détruit l'effet naturel : les prix, au lieu de baisser, se sont élevés. Cela va de soi : chaque commerçant n'ayant qu'un achalandage réduit par la compétition, comme toutefois il lui faut gagner son pain quotidien, est tenu de faire payer plus chers les services, d'ailleurs contestables, qu'il rend au public ; de la sorte, il tourne au parasite, prélevant aux dépens des acheteurs sa part de

qui l'a fabriqué, doit avoir été surpris en constatant combien cette part est faible. Il importe beaucoup de considérer la cause d'un pareil fait... On ne doit pas l'attribuer à la rémunération exorbitante du capital. Je crois que cela tient à deux motifs : l'un est la part énorme, je pourrais dire extravagante, du produit total du labeur de la société, qui aujourd'hui revient aux simples distributeurs, la somme immense prélevée par les différentes classes de marchands et surtout par les détaillants. Sans aucun doute, la concurrence tend, jusqu'à un certain point, à réduire ce taux de rémunération ; je crains cependant que, le plus souvent, et à considérer les choses en masse, l'effet de la concurrence ne soit, ainsi que dans le cas des honoraires d'individus exerçant des professions spéciales, de partager la somme entre un plus grand nombre et de diminuer ainsi la part de chacun, plutôt que de faire baisser la proportion de ce qu'obtient la classe en général. Si l'œuvre de la distribution, qui emploie aujourd'hui, en y comprenant les diverses classes de marchands et leurs familles, peut-être plus d'un million des habitants de ce pays, peut s'accomplir par l'intermédiaire de cent mille individus, je crois qu'il serait possible de se passer des neuf cents autres mille. — J. Stuart Mill : Déclaration faite le 6 juin 1850 devant une commission de la Chambre des communes.

Il est complètement vrai que l'intermédiaire crée des valeurs, mais c'est pour cette raison que l'on est satisfait de pouvoir se passer de ses services. La valeur étant la mesure du pouvoir de la nature à l'égard de l'homme, et la valeur de l'homme augmentant avec la diminution de celle des denrées nécessaires à ses besoins, il en résulte fatalement que, dans quelque proportion que le trafiquant augmente la valeur des denrées, il doit diminuer la valeur de l'homme. — Carey : Principes de la Science sociale.

biens, sa vie de chaque jour, à ce point qu'il ne paraît pas fait pour ceux-ci, mais ceux-ci pour lui. On peut alléguer, à la vérité, que la multiplication des intermédiaires est un effet de la division du travail et que, sous ce rapport, elle répond à cette loi de désintégration graduelle, de complexité croissante, qui caractérise les sociétés en progrès. Nous ferons remarquer que, si la spécialisation des tâches est favorable au développement de la richesse, quand elle est pratiquée avec mesure, elle devient, par contre, un principe de gaspillage et d'appauvrissement, lorsqu'elle est poussée à sa dernière extrémité. Complicquant alors le mécanisme social de rouages inutiles, dont les frottements déterminent des pertes de forces, elle tourne ses avantages réels en sérieux inconvénients qui, s'ajoutant au protectionnisme, à la forme capitaliste de l'industrie, mettent, par la hausse arbitraire des prix, le marché aux mains des producteurs et des commerçants, dont les consommateurs deviennent les tributaires contraints.

Les industriels, au reste, se rendant compte de la suprématie, que leur assure l'ordre économique même, se sont ingéniés à la garantir contre les surprises de la concurrence en solidarisant leurs intérêts : c'est ainsi que, depuis quelques années, nous les voyons en France, en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis, fonder des syndicats, *rings* ou *cartels*. Les voici alors fixant souverainement les prix, supprimant le débat de l'offre et de la demande, se constituant, en un mot, un véritable

monopole, en dépit de certains économistes mal avisés, qui prétendaient que de semblables abus n'étaient pas à redouter, alors que, d'ailleurs, les faits en attestaient, de la façon la plus patente, la possibilité. Aussi bien, sans remonter au Pacte de famine, par lequel, sous Louis XV, on affama le peuple de Paris, il nous suffira de rappeler que, dans ces dernières années, de nombreux trusts se créèrent, qui accaparèrent le pétrole raffiné, les sucres, les cuivres, la houille, etc. La consommation se trouva ainsi à la merci de la production et, conséquence nécessaire, cette subordination anormale se traduisit par le renchérissement des denrées monopolisées et la baisse du salaire réel. Qui ne voit, au reste, que ces ententes, par la supériorité qu'elles assurent aux producteurs, vont à l'encontre de la justice contractuelle, de la vraie solidarité, selon laquelle les rapports des individus entre eux ne doivent comporter aucun élément de contrainte.

S'appliquera-t-on, d'autre part, à empêcher, par des sanctions législatives, cette concentration des forces industrielles, — suite inévitable de la liberté, — par laquelle certains chefs d'usines exercent un véritable despotisme économique, ou bien, dans chaque branche de la production, les fabricants restent-ils isolés, une autre fâcheuse éventualité pourra surgir. Aiguillonné par la concurrence (1), dont on sait l'âpreté, chaque

(1) La concurrence, en poussant les industriels à augmenter la production pour répartir les frais sur un plus grand nombre

entrepreneur va, en effet, s'ingénier à abaisser ses prix de revient par l'emploi de matières premières de qualité inférieure, la réduction des salaires, l'invention de procédés nouveaux, et jeter, dans la circulation, pour élargir le cercle de ses affaires, la plus abondante quantité possible de marchandises. Cette fabrication fiévreuse, on s'en rend compte d'ailleurs, est une nécessité de la grande industrie. Le chef d'usine ne possède-t-il pas des machines énormes dont la construction a coûté des millions ? Or avec ces colossaux ouvriers de fer, ces engins dévorants, il ne peut chômer sans éprouver de grosses pertes, car les intérêts de ses capitaux, eux, ne chôment pas. Il est obligé de produire, de produire sans trêve. Mais ses rivaux n'échappent pas à la fatalité qu'il subit ; eux aussi ont dû travailler quand même pour se sauver de la ruine menaçante. Et alors, de cette activité désordonnée, de cette fabrication à l'envi, il est résulté des engorgements du marché, des prix avilis, un personnel que l'on ne peut plus payer, que l'on est forcé de congédier, conséquemment des chômages et les misères qu'ils traînent à leur suite.

Ces encombrements, il est vrai, n'ont pas pour cause unique la concurrence aveugle (1), que se font les indus-

de produits, amène des excédents de productions relativement aux besoins actuels de la consommation. Or la constatation d'un excédent avilit les prix, qui tombent parfois au-dessous du niveau rémunérateur pour les producteurs. —C. Jannet : Des Syndicats entre industriels pour régler la production en France.

(1) Cette concurrence produit ce que je puis appeler une solidarité à rebours ; je veux dire que, tandis que, sous le régime de

triels. M. Durkheim, avec raison du reste, les impute en outre à une organisation économique défectueuse ne comportant pas une mesure exacte de la consommation et la subordination à celle-ci de la production : « Dans les sociétés à type segmentaire, dit-il, les producteurs, étant très près des consommateurs, peuvent se rendre facilement compte de l'étendue des besoins à satisfaire. L'équilibre s'établit donc sans peine et la production se règle d'elle-même. Au contraire, à mesure que le type organisé se développe, la fusion des divers segments les uns dans les autres entraîne celle des marchés en un marché unique, qui embrasse à peu près toute la société. Il s'étend même au delà et tend à devenir universel. Il en résulte que chaque industrie produit pour des consommateurs, qui sont dispersés sur toute la surface du pays ou même du monde entier. Le contact n'est donc plus suffisant. Le producteur ne peut plus embrasser le marché du regard ni même par la pensée. Par suite la production manque de frein et de règle : elle ne peut que tâtonner au hasard et, au cours de ces tâtonnements, il est inévitable que la mesure soit dépassée tantôt dans un sens, tantôt

la véritable solidarité, le bien de l'un devient le bien de tous et le mal de l'un le mal de tous, sous le régime de la concurrence, au contraire, comme l'a dit depuis longtemps Montaigne, le profit de l'un est le dommage de l'autre ; la fortune d'un industriel s'élève sur la ruine de ses concurrents moins heureux, et c'est la défaite des uns qui peut seule assurer la victoire des autres. — Gide : L'Idee de solidarité. Rev. de sociol., 1893.

« dans l'autre. De là ces crises, qui troublent périodiquement le monde économique. »

Or, pour éviter ces désordres, il conviendrait de trouver une combinaison, par laquelle soit assuré l'équilibre de la consommation et de la production, par laquelle aussi les richesses soient moins inégalement réparties. L'application systématique du « laisser faire » a, en effet, favorisé l'accumulation des biens aux mains d'un petit nombre de privilégiés, les vainqueurs de la mêlée humaine, les habiles, les audacieux, les forts de la course effrénée à la fortune : la société se trouve ainsi partagée en deux classes jalouses, se haïssant l'une l'autre, dont les luttes sans merci remplissent l'histoire, dont l'hostilité, aujourd'hui comme suspendue, demeure cependant un danger pour l'avenir.

Cette division, qui dresse, en face des capitalistes, regorgeant de richesses, les prolétaires, vivant au jour le jour, est d'autant plus regrettable qu'il en résulte un resserrement de la consommation. On pourrait voir, en effet, quel immense et puissant consommateur deviendrait le peuple, s'il n'était pas contraint, par la modicité de ses ressources, de comprimer ses appétits inassouvis. Ce serait, au reste, une erreur de croire que les privations, qu'il s'impose, se retrouvent en ces jouissances de luxe, où exulte la vanité des hautes classes et que, de la sorte, une compensation s'établissant, la consommation serait aussi active qu'elle peut l'être. Il est, en effet, incontestable que, quelque considérable que soit

la somme des besoins physiques, intellectuels, artistiques des riches, elle l'est moins encore que celle des besoins, simplement rationnels, des ouvriers. Il reste donc que, par la nécessité où sont ces derniers de régler parcimonieusement leurs dépenses, la consommation se contracte, se ralentit, que, conséquemment, des débouchés, où auraient pu se maintenir des prix rémunérateurs, se ferment aux produits de l'industrie, et alors ce sont des pléthores, des faillites, des chômages, qui, absorbant les modestes économies des travailleurs, affaiblissent encore leur puissance d'achat.

Aussi bien, nous n'avons aucun goût pour ce régime de concurrence, que prône obstinément l'école orthodoxe. Nous estimons que c'est mal entendre la liberté que de la tenir pour une surexcitation, une exaltation des égoïsmes s'efforçant à la plénitude de leur développement, que c'est faire œuvre de vilain pharisaïsme que de s'en réclamer, dans un milieu où les situations prépondérantes, soigneusement transmises, se fondent sur des actes passés de l'autorité (1), que c'est la profaner enfin que de couvrir, de son étiquette, éminemment vénérable, l'écrasement des faibles par les forts.

(1) L'organisation sociale de l'Europe actuelle a eu, pour point de départ, la distribution d'une propriété, qui était le résultat non d'une juste répartition ou d'acquisitions faites à l'aide de l'industrie, mais de la conquête et de la violence. — J. Stuart Mill : *Principes d'Économie politique*.

C'est un sophisme de réclamer le laisser-faire absolu, au nom de la liberté, dans des conditions qui ne sont pas l'œuvre du laisser-faire. — Secrétan : *Études sociales*.

Et qu'on n'avance pas que la loi de la lutte pour la vie régit le monde, que, conséquemment, il est légitime que nous la subissions. Car nous répondrions que d'abord à cette règle universelle nous pouvons en opposer une autre, non moins générale, et diamétralement contraire, celle de l'attraction, et ensuite qu'il est de la dignité de l'homme de s'affranchir des basses tyrannies de la nature, de vaincre la bête qui est en lui à côté de l'ange et de s'élever peu à peu, par l'effort soutenu de sa volonté, par les lumières de sa raison, à la pleine maîtrise de soi et donc à la sympathie, à l'altruisme par lequel, au « *struggle for life* », sera substitué l'accord pour l'existence.

Mais, au reste, ces hauts motifs de philosophie ne sont pas essentiels à la condamnation de ce régime, qui, aussi bien, divulgue le peu qu'il vaut par les excès d'une réclame, fâcheusement coûteuse aux consommateurs, par les falsifications auxquelles il accule les producteurs, obligés d'abaisser, par tous les moyens, leurs prix de revient, par les fourberies des intermédiaires (1), contre lesquels Fourier enfant, dont, certain jour, les mensonges paternels blessèrent vivement l'honnêteté ingénue, fit le serment d'Annibal contre Rome, par, enfin, la condition misérable qu'il fait aux ouvriers,

(1) Toute la vie du marchand se compose de deux guerres : guerre de tromperie et de ruse contre l'acheteur, guerre de vexations et d'exigences contre le fabricant. Mobile, inquiet, minutieux, il lui rend jour par jour les plus absudes caprices de son maître, le public. — Michelet : *Le Peuple*.

dont les bras, trop nombreux pour les tâches à accomplir, se louent à vil prix, quand toutefois ils se louent, et cet effet de la concurrence n'est pas le moins révoltant, car il ravale l'homme à la chose que l'on s'efforce d'avoir au meilleur compte possible, l'assujettit au capital, insensible et dur, faisant véritablement du salariat, comme on l'a dit, une servitude nouvelle, un esclavage moderne.

Ainsi donc, par la loi que la production fait à la consommation; par cette lutte sans merci, où sont engagés industriels et commerçants, par ces richesses qui s'amassent dans les mêmes mains, règne le plus complet désordre (1) au sein de nos sociétés, gravement remuées, en leur fond, par un obscur travail d'avenir. Cette anarchie économique est un effet de la coopération automatique, par laquelle s'accomplit l'œuvre collective de la production. Car, dans l'état de solidarité organique, où se déploient les forces individuelles, chacune, n'agissant que pour elle-même et comme si elle était seule, se trouve à la vérité, agir pour toutes les autres; mais, précisément parce qu'aucune entente ne préside à ce concours, la mécanique sociale fonctionne mal, avec des heurts, des à-coups, se traduisant par des ruptures.

(1) Voilà l'image fidèle de l'ordre de choses actuel : une puissance de production énorme, mais qui, n'étant pas mise à sa véritable place, c'est-à-dire au service de la consommation, ne travaille que d'une façon désordonnée, et dans laquelle, par une terrible contradiction, la puissance de production finit par aboutir à l'arrêt de toute production. — Gide : La Coopération.

d'équilibre, des baisses de prix, des resserrements de crédit, des chômages, qui éprouvent durement les classes laborieuses (1). Les industriels, dont les usines jettent, dans la circulation, des quantités excessives de marchandises, les intermédiaires, en se multipliant inconsidérément, les uns et les autres par le souci exclusif de leurs intérêts, offrent une analogie singulière avec les cellules des organismes vivants, dont l'énergie aveugle tend à un développement illimité, averties seulement qu'elles sont de leur dépendance mutuelle par une irritabilité diffuse, qui s'éveille aux contrariétés ambiantes et, de la sorte, imparfaitement, il est vrai, règle leur activité.

(1) Chaque industriel produisant isolément, pour son propre compte, cherchant à faire sa fortune et disant : « Après moi le déluge », n'ayant d'autre préoccupation que de produire plus et à meilleur marché — je ne dis pas de meilleure qualité — que son concurrent et à prendre sa place sur le marché du monde, il en résulte que la production prend une allure désordonnée, intermittente ; tantôt elle ne produit pas assez pour les besoins ; plus souvent, elle produit beaucoup trop ; elle marche par saccades et par à-coups, comme les malheureux atteints de cette maladie qu'on appelle l'ataxie locomotrice. — Gide : De la Coopération. Rev. d'éc. pol., 1889.

CHAPITRE II

DE LA SOLIDARITÉ LIBRE ET CONSCIENTE

Mais cette collaboration contrainte, cette solidarité spontanée, que nous observons dans la nature et dans l'humanité et par laquelle se maintient l'ordre universel, n'évolue-t-elle pas, dans nos États modernes, par le développement de l'esprit de mutualité, vers cette solidarité intérieure, subjective, morale, dont la coopération volontaire du type industriel est la manifestation extérieure et l'application positive (1)? Ne constate-t-on pas

(1) On peut très bien suivre l'évolution de la solidarité dans les régimes successifs d'organisation du travail. Au début, voici le régime des castes, forme primitive de la division du travail, et, par conséquent aussi, d'une certaine solidarité, mais d'une solidarité coercitive, héréditaire, fatale, et même probablement inconsciente, de la part de ceux qui la subissaient. Puis le régime corporatif où la solidarité est encore imposée par la loi, mais où elle devient consciente, voulue, et où ses bienfaits sont certainement ressentis par les membres de l'association. Enfin, de nos jours, l'association libre, sous forme coopérative, d'où toute contrainte a disparu. — Gide : l'Idée de solidarité.

comme une tendance de l'organisation sociale actuelle à se transformer en un système d'associations librement constituées, au sein desquelles les individus sauront reconnaître, dans l'intérêt général, la synthèse des intérêts particuliers, et conspireront, de bon gré, à la conservation de l'ensemble, dont ils se sentiront parties? En un mot, la coopération économique ne devient-elle pas, par un progrès nécessaire, ce qu'elle doit être rationnellement : « un libre concours fondé sur un libre contrat ».

L'histoire des institutions atteste que la direction réelle des sociétés humaines les achemine graduellement au régime contractuel, c'est-à-dire à une combinaison où les rapports des individus entre eux se ramèneront exclusivement à des accords de volonté, des conventions entre libertés, dont l'équilibre sera garanti par l'égalité dans les conditions extérieures de la lutte. Cette tendance de nos États modernes est signalée par les sociologues les plus éminents. Elle se traduit, au reste, par le développement particulier du droit consensuel, dont les règles forment la partie la plus considérable de nos législations.

Aussi bien les collectivistes, en se réclamant de l'évolution, se méprennent étrangement sur le sens où elle se poursuit, lorsqu'ils préconisent l'organisation d'une justice distributive, à laquelle présiderait l'État omnipotent, chargé, comme unique propriétaire du sol, des usines, des mines, bref de tous les instruments de

travail, de répartir les produits entre les producteurs, à chacun selon ses efforts.

Leur erreur vient de ce qu'ils se représentent l'État comme la famille primitive, dans laquelle le chef dispensait souverainement, entre ceux qui la composaient, les biens, qu'ils s'étaient procurés en commun. Assurément ils ne se rendent pas compte que la famille primitive comportait, entre ses membres, des rangs, une hiérarchie, que des révolutions successives ont détruite dans nos sociétés, où, selon un mot célèbre, la démocratie coule à pleins bords.

Une telle conception de l'État est rétrograde. Alors que tout le développement de l'histoire s'est poursuivi dans le sens de l'État contractuel, considéré comme une vaste association d'associations entre égaux, où la distribution des biens doit se faire naturellement, par la voie des libres échanges, des novateurs d'un genre spécial prétendent restaurer cette forme surannée de l'État autoritaire, substance dont les individus ne seraient que des modes, pouvoir abstrait, auquel il appartiendrait de rémunérer chacun selon ses mérites ou selon ses œuvres, sinon selon ses besoins. Les abus, les injustices d'un pareil système ne se comptent pas. Le moyen, en effet, que cet État, incarnant son entité métaphysique en des hommes, ne soit pas arbitraire, capricieux, partial ? Aussi cette dispensation officielle s'est-elle traduite par des faveurs, des privilèges, qui ont ajouté, pour des siècles, aux inégalités naturelles des inégalités artifi-

cielles, d'autant plus choquantes qu'elles ne subsistaient que par la force.

C'est par l'industrie que s'est effectué, selon Spencer, le passage de la justice distributive à la justice contractuelle et commutative, qui caractérise les sociétés modernes. Marquer les différents degrés de cette transition, ce serait faire l'historique de l'organisation de la production, des efforts de tous genres, que l'humanité n'a cessé de déployer, pour améliorer son sort, s'arracher à cette condition douloureuse, où l'a placée un malveillant destin. Nous nous bornerons à rappeler que, d'abord dans la tribu ou le clan, dont elle était comme la cellule, la famille se suffisait à elle-même, les besoins de ses membres se bornant aux appétits primordiaux. Mais peu à peu, par l'impérieux désir du bien-être, par cette ardente aspiration au mieux, dont notre âme inquiète est incessamment tourmentée, des besoins nouveaux naquirent à l'homme, le contraignirent, par la nécessité, où il fut, de les satisfaire, à devenir inventif, à rechercher des procédés, par lesquels sa tâche fût simplifiée et la production accrue. C'est alors que les rôles, se partageant, d'abord entre les différentes familles, puis entre les particuliers, devenus, par l'individualisation croissante, les unités sociales, le commerce établit des uns aux autres une active circulation de produits, un continuel mouvement de transactions. La répartition des richesses désormais se fit par la voie des échanges. Les marchandises se troquèrent contre des valeurs équivalentes ou, du

moins, estimées telles par les coéchangistes. On avait jusqu'ici prétendu comparer les mérites respectifs des individus et, sur cette base contestable, leur mesurer exactement la rémunération, qui leur était due. Dorénavant, on ne se préoccupe plus d'établir le vrai rapport des personnes aux choses, opération difficile, d'ailleurs toujours arbitraire et favorable aux pires passe-droit, mais d'évaluer les choses mêmes et de les proportionner les unes aux autres. L'usage de la monnaie facilita au reste cette comparaison. La justice, dès lors, comme le dit M. Fouillé, devint un échange : Son expression commune fut le contrat.

Mais, pour que l'appréciation des objets d'une convention réponde, autant qu'il se peut, à leur valeur intrinsèque, il est indispensable que les parties en présence soient placées dans des conditions égales. En un mot, l'équivalence des choses échangées implique, chez l'un et l'autre contractant, la complète autonomie de la volonté : la justice commutative suppose la justice contractuelle, c'est-à-dire une entente préalable et tacite par laquelle chaque parties s'engage à respecter la spontanéité, l'indépendance morale de l'autre. « Réciprocité des libertés, voilà, selon Poudhon, la loi qui doit régir les personnes ; réciprocité des services ou égalité dans l'échange des produits, voilà la loi qui doit régir les biens.

Nous avons à peine besoin de faire remarquer que l'application du contrat s'est étendue des relations pure-

ment commerciales aux autres rapports sociaux (1). Aussi bien dans nos États modernes, par l'avènement des régimes de discussion, la coopération de l'individu aux fins collectives étant devenue plus volontaire, peut-on dire, sans admettre, avec Rousseau, que les groupements humains aient eu pour base un accord réfléchi ; qu'une nation, comme l'a écrit Renan, est une solidarité voulue, un plébiscite de tous les jours. Voici donc la mutualité maintenant l'institution politique, les constitutions, les codes se ramenant, en fin de compte, à des conventions, à des manifestations de volontés convergentes (2).

Au reste que signifient ce développement des transactions, ce mouvement associationniste duquel sont sortis ces ligues d'ouvriers et ces syndicats de patrons, ces sociétés coopératives, ces compagnies d'actionnaires, ces corporations philanthropiques, littéraires, scien-

(1) La proclamation de la liberté civile et de la liberté politique par les hommes de la Révolution a marqué un progrès du droit contractuel dans notre pays, sinon dans le monde. Ce fut comme une affirmation de la conscience individuelle, protestant contre les relations de dépendance, qui, jusque-là, avaient existé entre les personnes, et revendiquant leur autonomie juridique et sociale. Cet affranchissement, toutefois, n'a pas assuré aux travailleurs, une pleine indépendance, car, libres civilement et politiquement, ils ne le sont pas économiquement. Or il importe qu'ils le soient ; car, de cette liberté, en dernière analyse, dépendent toutes les autres.

(2) L'évolution politique a abouti, par le despotisme et la monarchie, à la forme républicaine. L'organisation industrielle paraît devoir suivre le même procès et se fixer dans la forme coopérative, réalisant comme une manière de parlementarisme économique.

tifiques, sinon l'extension progressive de la justice contractuelle, de la solidarité libre et consciente à toutes les relations des hommes entre eux.

Assurément les rapports des employeurs et des employés, lorsqu'on se borne à un examen superficiel, semblent être réglés selon cette tendance générale de nos sociétés modernes vers un régime exclusivement consensuel. Notre code ne renferme-t-il pas, en effet, un chapitre entier sur le contrat de louage de services ? L'ouvrier, en retour de son travail, ne doit-il pas recevoir un salaire ? Or cette réciprocité de prestations n'est-elle pas conforme à une stricte justice commutative ?

Oui, apparemment. Non, si l'on songe que, comme nous l'avons dit précédemment, la justice commutative, c'est-à-dire la justesse dans l'appréciation comparative des objets du contrat, doit impliquer la justice contractuelle, c'est-à-dire la pleine autonomie des volontés chez les parties en présence. « Car, comme l'observe fort
« judicieusement M. Durkheim, en son savant ouvrage
« sur la division du travail social, toute supériorité a
« son contre-coup sur la manière dont les contrats se for-
« ment : si donc elle ne tient pas à la personne des indi-
« vidus, à leurs services sociaux, elle fausse les con-
« ditions morales de l'échange. Si une classe de la société
« est obligée, pour vivre, de faire accepter à tout prix ses
« services, tandis que l'autre peut s'en passer, grâce
« aux ressources dont elle dispose et qui, pourtant, ne

sont pas nécessairement dues « à quelque supériorité sociale, la seconde fait injustement la loi à la première. »

Or n'est-ce pas ce qui arrive dans les relations des patrons avec les ouvriers (1) ? Ceux-ci, placés entre la misère avec ses déchéances physiques et morales et les conditions inexorables, que leur imposent ceux-là, dont l'hypocrisie allègue la loi de l'offre et de la demande régissant le travail comme une marchandise ordinaire, sont bien réduits à accepter, l'âme aigrie soulevée de révolte intérieure, le médiocre salaire, dont ils vivent à peine. On ne saurait donc, sans ironie, parler de libre contrat entre un capitaliste et un manoeuvre. Les volontés de l'un et de l'autre ne se faisant pas équilibre, la justice contractuelle n'étant pas satisfaite, le

(1) Si, pour subsister, l'ouvrier a besoin d'un salaire, le propriétaire a besoin du travail de l'ouvrier pour tirer parti de son domaine, de son usine. En principe, il y a donc réciprocité; mais, en fait, par suite d'un ensemble de circonstances, où la responsabilité de l'Etat se trouve engagée, tous les instruments du travail sont appropriés par quelques-uns, tandis que le nombre de ceux qui n'ont que leurs bras pour vivre est relativement considérable. Restreints dans leurs consommations par la médiocrité de leurs ressources, mais tirant parti de leurs enfants dès leur bas âge, ils offrent généralement plus de bras qu'il n'en faut pour fabriquer les produits qu'on peut écouler. L'ouvrier a besoin d'avances immédiates, il ne saurait se passer de salaire, même un seul jour, tandis que, généralement, le patron peut attendre comme il peut choisir. Entre eux, la réciprocité n'est donc pas réelle : le plus souvent, l'ouvrier est forcé de subir les tarifs et les règlements qui lui sont offerts. L'appropriation de la terre et des capitaux résultant de mesures où l'action des pouvoirs publics n'est pas contestable, a mis une grande partie de la population sous la domination absolue de l'autre. Le salariat n'est pas un vrai contrat parce qu'il n'est pas libre. — Secretan : Questions sociales.

moyen que la justice commutative le soit, que la rémunération des services rendus réponde exactement à la valeur qu'ils représentent !

Le salariat, par la supériorité qu'assure aux patrons l'inégalité dans les conditions extérieures de la lutte, nous apparaît donc comme entaché de contrainte et, sous ce rapport, il participe de l'esclavage antique et du servage du moyen âge. N'ayant d'un contrat que la forme, comme eux, il subordonne à une classe privilégiée la foule des travailleurs manuels. Mais, comme eux, aussi, il n'est qu'un accident, selon Rossi, un mode d'emploi de la main-d'œuvre, une catégorie historique (1), destinée, par les progrès de la mutualité, à dis-

(1) Le but du progrès n'est pas seulement de mettre les êtres humains dans une situation où ils puissent se passer les uns des autres, mais de leur permettre de travailler seuls ou ensemble avec des rapports qui ne soient pas des rapports de dépendance. Jusqu'à ce jour, ceux qui vivent de leur travail n'ont eu d'autre alternative que de travailler chacun pour soi ou pour un maître. Mais les influences civilisatrices et meilleures de l'association, en même temps de l'économie et de la fécondité de la production en grand, peuvent être obtenues sans diviser les producteurs en deux camps de sentiments et d'intérêts opposés, où un grand nombre soient les serviteurs d'un seul, qui fournit les capitaux et n'aient d'autre intérêt dans l'entreprise que celui de gagner leur salaire avec le moins de travail possible..... A moins que le despotisme militaire qui triomphe, en ce moment, sur le continent, ne réussisse dans ses desseins criminels contre les progrès de l'esprit humain, il est certain que l'état de salarié ne sera bientôt plus que celui des ouvriers, que leur abaissement moral rendra indignes de l'indépendance, et que les rapports de patron à ouvrier seront remplacés par l'association sous une ou deux formes : association temporaire de certains des ouvriers avec l'entrepreneur ; dans d'autres cas et, à la fin, dans tous, association des ouvriers entre eux. — Stuart Mill : *Éléments d'Économie politique*.

paraître devant des combinaisons nouvelles, où les ouvriers associés seront propriétaires de l'intégralité de leurs produits.

Certes, nous nous faisons scrupule de nous attarder à la métaphysique. Mais, avant de terminer cette première partie, qu'il nous soit permis d'indiquer rapidement dans quel étroit rapport ce progrès de la justice distributive à la justice contractuelle et commutative, de la solidarité extérieure à la solidarité intérieure, du mécanisme à la mutualité est avec cette lente évolution, qui pousse l'être, à travers la matière inerte et les organismes vivants, à se sentir et à se connaître dans l'humanité pensante et raisonnable. Cette idée a été développée par la philosophie allemande que, des profondeurs obscures de l'inconscient, où se déployaient confusément les énergies moléculaires et les mouvements de l'instinct animal, se dégageait peu à peu la conscience, s'épanouissant dans le monde sociologique comme la fleur merveilleuse de cet immense Cosmos, que tourmentent de vagues aspirations vers un idéal d'harmonie, dans l'entière intelligence et la pleine possession de soi (1).

Or la genèse de la « cité » (2), c'est-à-dire le pas-

(1) C'est notamment l'opinion de Wundt, d'après lequel tout ce qui, dans le monde, est inconscient, mécanique, fatal s'élève, peu à peu, par une dialectique nécessaire, à la conscience, à la volonté, à la liberté. C'est ainsi que l'individu s'affranchit progressivement de la solidarité forcée des sociétés primitives pour tendre à cette solidarité consentie, à la faveur de laquelle se maintiendra un ordre social nouveau, où chacun aura la claire intelligence du rôle qu'il joue.

(2) La cité moderne, l'idéale cité, vers laquelle nous marchons, si éloignée encore, bien que, comme ces villes d'Orient, qui,

sage de la coopération spontanée à la coopération volontaire, nous paraît répondre au processus général du monde vers un ordre réfléchi, se réalisant dans la cité, définitivement constituée, fondée qu'elle sera sur la solidarité libre et consciente de ses membres, entre lesquels à la lutte aura succédé la coalition pour la vie, dans un bienfaisant réseau d'associations coopératives.

Assurément cette société parfaite, dans laquelle les individus se sentant, se pensant, se voulant mutuellement, conspireront sciemment à une fin commune, l'entretien de la vie collective, nous apparaît encore dans le lointain indécis de l'avenir, mais chaque jour nous en rapproche qui est marqué par un progrès de la liberté, une application nouvelle du contrat, une diminution des moyens de contrainte. Lentement l'humanité inquiète s'achemine vers elle : sur la route longue, dans un crépuscule où sa marche hésite, elle va douloureusement, avec, montant dans le ciel morne, en une rumeur immense, d'horribles plaintes coupées de rires étranges, le retentissement des trônes renversés, le grondement des révolutions, les sanglots des vaincus, les chants allègres des vainqueurs et le formidable cliquetis des armes, que l'on apprête pour des luttes nouvelles ; agitée et soulevant des vagues comme une mer,

accroupies au loin dans la solitude des sables, reculent impitoyablement devant le voyageur lassé, par le même effet de mirage, elle nous paraisse très proche.

fuyant devant l'histoire qu'elle a remplie de ses souffrances, de ses hontes, de ses crimes, aspirant ardemment à une vie plus sereine et plus haute, elle s'avance, volontaire, àpre, vers cette lumière fuligineuse, qui là-bas, devant elle, tremblote, dans la nuit de l'horizon, sur la cité féerique, où elle trouvera le bonheur dans une organisation, mieux entendue, de liberté et de solidarité.

CHAPITRE III

LE RÉGIME COOPÉRATIF OU MUTUALISTE

Nous nous sommes efforcé d'établir, dans le chapitre précédent, l'universalité de la loi d'association, que Goethe formule de la sorte : « Rien n'est un, tout est plusieurs », et de signaler la tendance de cette solidarité coercitive que révèlent le monde physique et le monde sociologique, à se transformer dans celui-ci, où les éléments qu'elle agrège, sont des êtres raisonnables et autonomes, en solidarité libre et volontaire. Nous nous proposons, maintenant, d'exposer le régime coopératif, de dire ses avantages et les moyens de le pratiquer, de montrer, enfin, par où il réalise cette interdépendance acceptée, cette mutualité cherchée et consciente, vers laquelle il appartient à tous de hâter l'évolution.

Mais d'abord nous rappellerons que la coopération peut s'exercer sous trois formes typiques : les sociétés

de production, celles de consommation, celles, enfin, de crédit (1).

Les premières ont pour objet l'achat en gros de denrées comestibles ou de matières premières et leur répartition entre les associés au prix de revient ou au cours du commerce, selon les cas. Les secondes poursuivent l'identification des employeurs et des employés en groupant ceux-ci en vue d'entreprises collectives, qu'ils dirigent eux-mêmes, exécutent de leurs mains, alimentent de leurs capitaux, propres ou empruntés, dont, enfin, ils se partagent les profits. Les dernières sont destinées à assurer, par la garantie résultant de la solidarité de leurs adhérents, aux ouvriers et aux petits commerçants le crédit qui leur est refusé tant qu'ils sont isolés.

Or, l'organisation mutualiste, imaginée par MM. Gide, Vansittart Neale, Holyoake, Schultze-Delitsch, Ugo-Robbeno et Secrétan (2), comporterait, dans chaque pays,

(1) Nous ne signalons que ces trois modes, parce que, ne faisant pas une étude descriptive, mais doctrinale, de la coopération, il ne nous paraît pas nécessaire à l'exposé de notre système de parler, — au moins de façon principale — des modes dérivés : sociétés de construction, de magasinage, etc.

(2) La conception du regretté professeur de Lausanne diffère, il est vrai, de la nôtre, en ce qu'elle ne comporte pas à la base de l'édifice coopératif un système d'unions de sociétés distributives, mais se ramène à la constitution d'associations de production, se substituant aux entreprises capitalistes. Nous dirons plus loin le vice de cette organisation. Quoi qu'il en soit, l'auteur de *Mon Utopie*, par ses tendances, par le fond de ses idées, doit être compté au nombre des coopérateurs, et c'est pourquoi nous l'avons cité au texte.

un réseau de coopératives, en embrassant la population entière, mettant à la disposition de leurs membres, non seulement les choses nécessaires à la vie, mais même les capitaux dont ils ont besoin et jusqu'aux maisons (1) qu'ils habitent ; ces sociétés seraient elles-mêmes fédérées en agglomérations plus compréhensives ou magasins de gros (Wholesales), qui, s'appropriant petit à petit les instruments du travail, usines, mines, chemins de fer, fermes, produiraient eux-mêmes les objets de toutes espèces, dont ils doivent être approvisionnés (2). Simplifiant notre mécanisme économique, dont le fonctionnement est gêné de complications inutiles, et, en cela, copiant heureusement les procédés de la nature, qui, toujours, poursuit, par les moyens les plus élémentaires une efficace maxima, cette combinaison ingénieuse présente des avantages multiples.

D'abord elle implique l'élimination de ces mille et un

(1) Les Buildings societies anglaises font à leurs membres, propriétaires d'immeubles libérés, des avances garanties par un mort-gage : elles agissent alors comme sociétés de crédit foncier. Un assez grand nombre se rattachent à des sociétés de consommation qui font aussi l'emploi de leurs capitaux ou des dividendes que leurs actionnaires leur confient à cette fin. — Cauwès : Écon. polit., p. 328, t. III.

(2) Établies sur un grand pied, comme dans les îles britanniques, où les Wholesales font circuler annuellement plusieurs centaines de millions, les fédérations de consommateurs ne tarderaient pas à joindre aux profits du détaillant, puis à ceux du négociant, les profits de l'industriel, en fabriquant elles-mêmes les articles qu'elles emploient dans des fermes et dans des ateliers, dont les produits se trouveraient ainsi placés d'avance. — Secrétan : Les Droits de l'humanité.

marchands, négociants et détaillants, qui, sous prétexte de les rapprocher, subsistent aux dépens du consommateur et du producteur (1). Nul ne saurait, en effet, contester que, si le commerçant ne s'imposait à l'un et à l'autre, son gain se partageant entre celui-ci et celui-là (2), tous deux y trouveraient leur compte. En outre, leurs rapports étant directs, immédiats, il en résulterait une solidarité plus intime, une plus claire vision de la convergence dernière de leurs intérêts (3). Au lieu que

(1) Le marchand peut être trompé par le producteur : il peut voir la denrée ou le produit manufacturé dépérir entre ses mains ; il peut être obligé de le garder longtemps, et perdre ainsi l'intérêt du prix de la marchandise, celui de sa patente, de ses magasins et de tous ses frais en personnel, manutention, éclairage et publicité. Il peut s'être trompé dans ses prévisions d'écoulement, être évincé par une concurrence, ruiné par une faillite, mal payé par les acheteurs. Toutes ces chances défavorables s'apprécient, se chiffrent, se répartissent sur le contenu entier du magasin, et doivent être, en définitive, supportées par l'acheteur, chargé de faire vivre le commerçant et de l'indemniser de ses sottises. — Le Travail, Jules Simon.

(2) Il est clair que, si le producteur, au lieu de vendre au marchand, vendait au consommateur, il vendrait un peu plus cher, et que, si le consommateur achetait au producteur au lieu d'acheter au marchand, il achèterait un peu meilleur marché. Donc le marchand vit à la fois aux dépens du producteur et aux dépens du consommateur, et on réalise, des deux côtés, une économie en le supprimant. — Le Travail, J. Simon.

(3) Le but essentiel de l'association coopérative, c'est la suppression des intermédiaires et la mise en contact immédiat des producteurs et des consommateurs, c'est-à-dire le rapprochement de ceux qui ont besoin les uns des autres, en supprimant ou en réduisant les organes de transmission. Actuellement les producteurs font du bon vin et le vendent à vil prix ; les consommateurs boivent du mauvais vin et le paient cher. Les membres de la société qui ont besoin les uns des autres se trouvent séparés les uns des autres par des sortes de cloisons étanches, qui empê-

maintenant, par les artifices des intermédiaires, alléguant aux consommateurs les exigences des producteurs, et à ces derniers les exigences des premiers, les uns et les autres se croient naturellement en des situations radicalement antagoniques. Or, dans l'organisation coopérative, de semblables habiletés ne seraient pas possibles, les parasites du commerce, ainsi que nous l'avons dit, n'y ayant pas de place, comme tels évidemment : car la nécessité en aurait fait des producteurs et, loin de diminuer par des prélèvements indus la masse répartissable, ils contribueraient à l'accroître.

Aussi bien est-on fondé à dire que ce régime identifie, dans une synthèse féconde, les inconciliables, la thèse et l'antithèse. Car il résout, en des assimilations heureuses, les conflits incessants qui opposent, dans l'organisation actuelle, l'acheteur au vendeur, le locataire au bailleur, l'emprunteur au prêteur, l'employeur à l'employé. J'imagine, en effet, que le mutualisme fonctionne : les sociétés de distribution, dont se compose la fédération coopérative, jouant le rôle de banques populaires et ayant fait construire ou racheté les habitations de leurs membres, ceux-ci ne sont-ils pas, par le système des magasins de gros fabriquant eux-mêmes les articles, dont ils ont besoin, en tant que consommateurs,

chent ou gênent singulièrement la circulation entre elles et leur enlèvent jusqu'à la conscience même de la solidarité de leurs intérêts, pour ne laisser entre elles que le sentiment d'un antagonisme d'intérêts. — Gide : L'Idée de solidarité. Revue de sociologie, 93.

leurs propres producteurs ⁽¹⁾, par la propriété collective des maisons, qu'ils occupent en tant que locataires, leurs, propres locateurs, par les avances de fonds, qui peuvent leur être consenties en tant qu'emprunteurs, leurs propres banquiers ? Et, de la sorte, ne se fondent-ils pas, en harmonie bienfaisante, les antagonismes qui, dans l'état présent, dressent sans cesse, les unes contre les autres, les différentes catégories d'individus ?

Voici donc les égoïsmes qui, naturellement adversaires sous le régime actuel, se disputent, dans une compétition sans merci, les produits de l'activité sociale ; les voici, dans l'organisation nouvelle, désarmant, se refrénant, sûrs d'y pouvoir pleinement se satisfaire. Les moyens, dont ils usèrent pour se vaincre, dès lors demeurent sans emploi : la réclame, que le puffisme américain a poussée, de nos jours, à un singulier degré de perfection, n'a plus de raison d'être par l'abolition de la concurrence : — à quoi bon faire valoir, à grand renfort d'affiches tapageuses et de bruit de cymbales, une denrée dont aucune rivale ne menace l'écoulement ? — la spéculation, par laquelle les valeurs étaient faussées, élevées ou abaissées arbitrairement, au grand dam des consommateurs et des producteurs, pour l'avantage de quelques aigrefins du haut négoce, ne régit plus le marché : mode du commerce, elle a été supprimée avec

(1) C'est ainsi que les consommateurs, dans la boulangerie coopérative, font eux-mêmes leur pain et, dans la boucherie coopérative, abattent eux-mêmes le bétail qu'ils mangent.

lui ; — les falsifications ne se conçoivent pas, car la production est aux mains des consommateurs, et ceux-ci ne sont pas si sots qu'ils se dupent eux-mêmes ; — le débat de l'offre et de la demande ne fixant plus les cours, le marchandage est devenu inutile, les denrées sont livrées au taux le plus bas (1) qu'il se peut, le prix de revient légèrement augmenté des frais de répartition ; — les ruses, les mensonges ne sauraient plus désormais s'excuser dans la nécessité, pour le commerçant, de faire ses affaires, de se défendre contre ses concurrents, de lutter pour la vie enfin, — *primo vivere*, — et, à coup sûr, la moralité générale ne peut que gagner à cette conséquence (2).

Ce qui importe encore, dans le système coopératif, c'est la possibilité, qu'il implique, de mesurer exactement la production à la consommation. Rien de plus facile, en effet, pour chaque société de distribution, que de déterminer, avec une approximation rigoureuse, presque mathématiquement, les besoins de ses adhérents,

(1) Sous le régime mutualiste, la valeur ne se mesurant pas sur le rapport de l'offre à la demande, le prix des choses devrait être déterminé selon le travail, qu'elles auraient nécessité : ce critérium au reste serait établi, pour chaque article, d'après une moyenne que dégageraient facilement, par l'observation et la statistique, les administrateurs des Wholesales.

(2) Ainsi donc il serait remédié aux maux de ce régime de concurrence, où les intermédiaires, poursuivant âprement leur intérêt personnel, estiment à l'envi que la fin justifie les moyens et ne reculent devant aucune indécatesse pour s'enrichir aux dépens des chalands. Aussi bien, avec de telles mœurs commerciales, Mercure pourrait-il être, aujourd'hui comme autrefois, le patron commun des marchands et des voleurs.

et de communiquer ce document au magasin de gros ou Wholesale, qui entreprend alors la fabrication correspondante. De la sorte les encombrements sont évités, et les crises qui troublent périodiquement le monde économique et les chômages dont elles se compliquent fatalement. L'ordre normal des choses est alors rétabli par la subordination de la production à la consommation : comme l'a écrit M. Gide, dans le discours que nous avons rappelé plus haut : « la production, au lieu d'être
« maîtresse du marché, redevient ainsi ce qu'elle n'au-
« rait jamais dû cesser d'être, servante, obéissant docile-
« ment aux ordres de la consommation, ou, pour em-
« ployer un langage plus scientifique, redevient une
« simple fonction trouvant désormais sa raison d'être et
« sa fin, non point en elle-même, mais dans les besoins
« qu'elle est destinée à satisfaire. »

D'ailleurs, par les économies de capital et de travail, que permettent la simplification du mécanisme économique, l'élimination des intermédiaires, la suppression de la réclame, l'impossibilité des surproductions, le maximum d'effet utile est obtenu avec un minimum de dépenses (1), les richesses se multiplient pour la prospérité commune et, grâce à une organisation mieux

(1) Il a paru récemment un livre remarqué, les Gaspillages dans les sociétés modernes, où l'auteur, un Russe, M. Novicow, s'attache à établir que, par les consommations inutiles, les déperditions de forces, résultant d'une mauvaise organisation industrielle et commerciale, c'est le contraire qui se produit actuellement, c'est-à-dire un minimum d'effet utile avec un maximum de dépenses ; et cette

entendue, se répartissent plus équitablement. On ne voit plus de ces fortunes colossales, érigeant leurs piles de monnaies d'or et d'argent, amoncelant leurs liasses de billets en face de l'indigence, brûlée de convoitise et torturée de haine impuissante. Les conditions, encore qu'elles soient loin d'être égales, se graduent plus régulièrement. C'est que les instruments de production sont devenus la « propriété associée » des consommateurs, que, conséquemment, les bénéfices qu'en tiraient leurs détenteurs, sous le régime individualiste, se distribuant désormais entre tous les coopérateurs, ne se concentrent plus aux mains de quelques privilégiés. Au reste, par l'abondance des capitaux mobiliers, que l'épargne privée, rendue de pratique aisée par l'enrichissement général, accroît incessamment, le taux de l'intérêt est tombé si bas, qu'il est devenu difficile de vivre de ses rentes.

Par contre, le développement de la consommation (1) ayant activé la production, le travail, plus demandé, est mieux rémunéré et, de la sorte, se sont atténuées ces inégalités, si choquantes aujourd'hui par leur exagéra-

plaie, chaque jour plus étendue, du paupérisme, aurait, sinon pour seule, du moins pour principale cause, la déplorable économie sociale que nous nous entêtons à pratiquer.

(1) Il est, certes, simple de s'expliquer ce développement de la consommation, sous le régime coopératiste, si l'on prend garde que la puissance d'achat des classes inférieures s'étant accrue, par une meilleure répartition des biens, celles-ci ont alors multiplié leurs dépenses, assuré, de façon plus large, la satisfaction de leurs besoins, d'où un mouvement nouveau des affaires, une circulation plus active des produits du travail social.

tion, mais dont l'existence est nécessaire ; car elles répondent à cette loi de différenciation, dont nous avons si souvent parlé, et sont une condition de la division du travail, le principe même de la solidarité (1).

Nous nous permettrons, à ce propos, de faire remarquer que les collectivistes s'abusent étrangement, lorsqu'ils rêvent d'un nivellement absolu des conditions matérielles. Semblable conception surprend de la part de théoriciens, qui se réclament de la science et de l'évolution. Ils nous diront, sans doute, que leur évolutionnisme n'est pas le nôtre. Cela, au reste, se peut bien. Mais, en tous cas, il ne diffère pas de celui de M. Spencer : or, le grand penseur anglais (2) s'est appliqué à

(1) S'il est un fait bien démontré, c'est que la solidarité implique la diversité et l'inégalité des parties. Là où les parties sont semblables, il peut y avoir juxtaposition comme entre les grains d'un tas de sable, ou tout au plus ce que M. Durkheim appelle la solidarité mécanique, comme entre les molécules, qui constituent un cristal, mais il ne saurait y avoir de solidarité véritable, et plus, au contraire, les individus seront différenciés, plus leur coopération sera active. Il faut tendre à accroître les variations des individus, non à les restreindre. — Gide : *L'Idée de Solidarité*. *Revue de Sociologie*, 93.

Nous repoussons tout système social qui tendrait à réaliser pour les hommes une uniformité d'éducation, de condition, de milieu, et qui, par l'identité des individus associés, ramènerait les sociétés aux types inférieurs des organismes inférieurs, aux colonies animales. — Gide : *ouv. précité*.

(2) L'éminent sociologue d'outre-Manche a, récemment, dans une lettre que les journaux ont publiée, formellement déclaré qu'il n'était pas collectiviste, et cela, parce que le système social imaginé par Marx et Eugels, va droit à l'encontre du mouvement général, qui se poursuit, de cette règle certaine, qu'il a divulguée, la loi de différenciation croissante. Ne paraît-il pas, en effet, qu'une société constituée selon l'idéal des docteurs socia-

niettré en lumière le progrès de l'homogène à l'hétérogène. Dans notre première partie, nous-mêmes avons, sommairement et timidement, essayé de rendre sensible le procès opiniâtre du simple au complexe, par lequel se différencie tout ce qui est, la vie inférieure comme la vie supérieure. Eh bien ! ne serait-ce pas contrarier ce développement général que de poursuivre une égalisation radicale des conditions matérielles, d'autant que la similitude de celles-ci déterminerait nécessairement, par l'action ordinaire du physique sur le moral, une déplorable monotonie des caractères et des intelligences. Que deviendrait alors cette diversité, cette gamme, pour ainsi parler, des complexions mentales, des personnalités, d'où résulte la suprême harmonie sociale, le merveilleux concert de l'humanité toujours en vie, toujours en mouvement par la coopération de ses éléments dis-

listes, par l'uniformité des conditions, engendrant la similitude des mentalités, supprimerait ces variétés individuelles, d'où résulte l'harmonie vivante des groupes humains. Le collectivisme nous ramènerait à l'homogénéité des peuplades primitives, des hordes vagabondes de la préhistoire. Nous pensons, à la vérité, que la désintégration sociale, la diversification des individus, doit aboutir, en dernière analyse, à une cohésion plus étroite, une intégration plus intime du tout. Mais cette homogénéité sera toute intérieure, toute subjective. Au lieu que le collectivisme, sous une homogénéité toute de surface, dissimulerait l'hétérogénéité des âmes, demeurées égoïstes, assujetties aux passions méchantes, couvrirait, en un mot, un antagonisme sourd, obstacle permanent à la paix, à l'intime concorde, qui ne saurait être que l'œuvre des volontés libres, la voulant fortement, communiant ensemble dans le même désir : l'ordre intérieur, profond, de l'association.

semblables et se complétant par leurs différences mêmes ?

Ce n'est pas un des moindres avantages du coopératisme sur le collectivisme (1) que de respecter, en lui ôtant ce qu'elle a d'artificiel et d'incomplet, cette lente graduation des conditions individuelles et, par là, de se conformer aux lois générales du monde, selon lesquelles il n'est pas d'être qui ne soit, en quelque manière, une hiérarchie ou, du moins, un ensemble de parties hétérogènes, coordonnées en vue d'une destinée commune.

Mais, d'ailleurs, le système, que nous défendons, s'atteste encore comme supérieur à la conception collectiviste par la façon ingénieuse dont il résout le problème, si pressant, des rapports du capital et du tra-

(1) C'est aussi, d'ailleurs, un des points — nous indiquerons les autres dans la suite — par lesquels le mutualisme se distingue nettement du collectivisme, du collectivisme marxiste, du moins, non de ce collectivisme nouvelle manière, indécis et flottant, dont M. Jaurès fait, en ce moment, une inépuisable matière à discours français. Nous ne saurions donc trop y insister, trop rappeler que l'inégalité nous apparaît comme une fatalité heureuse, la tenant pour un aiguillon, un actif principe de progrès, estimant, au reste, que Mentchikoff se trompe, lorsqu'il avance que tant qu'il existera, entre les hommes, des différences de situation pécuniaire, la société sera menacée de conflits, de déchirements intérieurs, que, conséquemment, le régime coercitif, auquel elle est soumise, sera, longtemps encore, une nécessité ; en effet, ce qui blesse, ce qui révolte, ce n'est pas l'inégalité même, que l'on sait inévitable, mais le sentiment d'une condition inique, due à des artifices sociaux, à des contingences historiques. Faites que chacun puisse exercer la fonction, qui lui convient, après que vous lui aurez appris qu'il est la partie solidaire d'un vaste ensemble, et l'ordre ne sera point troublé.

vail. Au lieu que les disciples de Marx, par la mainmise de l'État sur les instruments de production, visent comme à une généralisation du fonctionnarisme et du salariat, à un état social, déplorablement uniforme, où, dans la gêne d'une réglementation minutieuse, s'énervait toute initiative, serait étouffée toute originalité, les coopérateurs, sans rien sacrifier de la liberté des individus, en maintenant la propriété individuelle (1), réalisent heureusement, par une combinaison des plus simples, les transformations, si vivement réclamées par la classe ouvrière, à savoir : l'abolition du contrat de louage de services et la réintégration du manoeuvre dans la possession de ses outils.

Supposons, en effet que les coopérations de distribution d'un même pays, quelle que soit, d'ailleurs, leur importance, se groupent en magasins de gros ou Wholesales ; que, peu à peu, par l'accumulation des cotisa-

(1) Il importe grandement que nous soulignions cette réserve afin de ne pas être suspects de collectivisme. Il ne manque pas, en effet, d'esprits loyaux pour mêler, en une même doctrine réprouvée, mutualisme et guesdisme. Nous répétons donc, afin qu'on ne s'y trompe pas, que nous maintenons la propriété individuelle, comme la rémunération promise au travail, le stimulant des initiatives, le ressort des intérêts particuliers. Nous n'admettons pas la distinction, d'ailleurs antiscientifique, que font les socialistes, entre les objets de consommation et les capitaux. Les uns et les autres, dans la société coopératiste, pourront être appropriés par chacun. Ce que nous poursuivons, c'est ce que nous appellerons, avec M. Gide, la propriété associée des instruments de production, de ceux, au moins, qui sont employés à une production collective, la cessation de cette anomalie qu'accusent les travailleurs, dépourvus des outils dont ils ont besoin et contraints de subir la loi de qui les détient.

tions et des prélèvements faits sur leurs gains annuels, elles se constituent un fonds de réserve ; qu'enfin, moyennant ce capital, elles s'approprient les instruments de production : sol, fermes, mines, usine, etc ; à qui, en dernière analyse, appartiennent ceux-ci sinon aux travailleurs, qui, comme membres des sociétés, dont se composent les Wholesales, ont contribué, par la fraction des dividendes périodiques qui ne leur a pas été répartie, à l'acquisition de cet outillage. Assurément, ils n'en sont pas seuls propriétaires ; car les associations, dont ils font partie, ouvertes à tous, englobent aussi les riches et les bourgeois aisés, qui ont leur part dans cette propriété commune ; mais c'est eux, évidemment, parce qu'ils sont de beaucoup les plus nombreux, qui en possèdent la portion la plus considérable. De là, pour les travailleurs, sous un tel régime, une situation prépondérante, une supériorité incontestable. « Aussi longtemps, dit
« excellemment M. Gide, que le régime économique
« est organisé, comme il l'est aujourd'hui, au profit
« de la production, c'est le capital qui fait la loi l'ou-
« vrier n'est et ne saurait être qu'un instrument d'une
« importance après tout secondaire ; du jour, au con-
« traire, où on suppose un régime économique, or-
« ganisé en vue de la consommation et pour les con-
« sommateurs, c'est le nombre qui fait la loi : or le
« peuple, c'est le nombre ! Aussi longtemps que l'ou-
« vrier ne se présente sur le marché que comme sala-
« rié et offrant ses bras à l'enchère, c'est précisément le

« nombre qui fait sa faiblesse, puisqu'il le met a a
« discrétion de l'entrepreneur ; mais « du jour où il se
« présente comme consommateur, c'est le nombre qui
« fait sa force et lui assure la victoire » (1).

Sans doute, dans l'organisation coopérative, la haute et la moyenne classe pourraient compenser l'infériorité du nombre de leurs membres par la richesse, leur permettant d'accaparer la presque totalité des actions des sociétés distributives, et, en fin de compte, se retrouver de la sorte en possession de la plus grande partie de l'outillage industriel, agricole et commercial. Mais cet inconvénient, qui nous ramènerait au capitalisme actuel, sera facilement évité si l'on décide que chaque sociétaire, quelle que soit, d'ailleurs, sa condition de fortune, ne pourra posséder qu'un nombre déterminé de titres, deux, trois, quatre au plus ; qu'en outre, quel que soit le nombre des actions détenues par un associé, celui-ci ne disposera que d'une voix dans les délibérations (2). Ainsi la portion de capital collectif, que pourra détenir le millionnaire, vaniteux ou âpre au gain, sera la même que celle du premier manoeuvre venu (3) et, en

(1) Gide : La Coopération. Rev. d'éc. politiq., 1889

(2) Ces restrictions sont consacrées, notamment, par la législation italienne ainsi que par le projet de loi qui est actuellement, chez nous, en préparation.

(3) Nous devons faire observer que si, dans notre société mutualiste, chaque associé n'aura droit qu'à un nombre rigoureusement préfix d'actions, il n'en sera pas de même des autres titres, que les coopératives pourront émettre, par exemple des obligations, en sorte que les capitalistes, sous ce régime, trouvant encore un

conséquence, il ne sera pas à craindre qu'un Gould, un Van der Bilt ou un Rothschild s'approprie, comme membre de l'un des syndicats de consommateurs dont se composerait l'État coopératiste, la plus grosse part du fonds social de celui-là.

Cette limitation rigoureuse du nombre des actions que chaque sociétaire peut posséder, est un des points par lesquels les coopératives diffèrent des sociétés commerciales ordinaires. Il n'est pas rare, de nos jours, de voir un actionnaire d'une grande compagnie financière, industrielle ou commerciale, par le nombre de titres qu'il a entre les mains, supérieur au total de ceux que détiennent ses coactionnaires réunis, s'y créer une situation privilégiée absolument contraire au principe d'égalité, qui caractérise les associations mutuelles. Ce qui marque ces dernières d'un trait spécial, vraiment neuf, c'est que le capital n'y joue qu'un rôle secondaire, celui d'auxiliaire du travail, et est rémunéré comme tel. Sans doute, les coopératistes ne sont pas si déraisonnables qu'ils en méconnaissent la nécessité comme agent de la production ; ils se disent que, s'il est un mauvais maître, il est un bon serviteur, et qu'à ce titre il mérite des égards. Néanmoins, ils estiment qu'en dernière analyse, du travail et du capital, c'est encore le premier qui est le plus indispensable, car si, à la rigueur, on imagine une société sans capitalistes,

emploi lucratif de leurs fonds, ne seront aucunement, comme on eût pu l'inférer, découragés de l'épargne, par laquelle s'entretiennent et se reproduisent les fortunes privées et, par elles, la richesse collective.

on n'en conçoit pas sans travailleurs. C'est pourquoi ils prétendent que le capital n'ait plus le rôle facile d'accapareur de dividendes, qu'il soit réduit à la portion congrue : une indemnité calculée en raison de ses services et du besoin qu'on a de lui, qu'il devienne, en un mot, un simple salarié, le subalterne du travail ; — et, sous ce rapport, ils sont incontestablement subversifs, car c'est l'ordre inverse que l'on observe dans notre organisation actuelle.

Donc, voici les instruments de production aux mains des consommateurs, groupés en syndicats. Et maintenant, comment seront-ils mis à la disposition des ouvriers, des producteurs, eux-mêmes membres, en tant que consommateurs, des sociétés de distribution ? Par quelle opération, par quel acte juridique seront réglés les rapports des travailleurs avec les Wholesales ou fédérations de coopératives, qui les emploieront (1) ? Sera-ce par le

(1) Au Congrès tenu en 1877, à Leicester, cette question capitale fut soulevée. On décida, à une majorité considérable, « que « toutes les sociétés coopératives devaient être fondées sur le « principe de la conciliation des intérêts opposés du capital, de « l'ouvrier et du consommateur, en répartissant entre eux, d'une « manière juste, le revenu désigné sous le nom de profit. » Rien ne nous semble plus rationnel, d'autant que la participation aux bénéfices, appliquée par les Wholesales, sous le régime coopératiste, qui supprime la concurrence, ne présente pas les inconvénients qu'elle peut offrir actuellement. De quelle conséquence nuisible, en effet, peut être la communication à ses ouvriers des comptes d'un magasin de gros, qui, n'ayant pas à se défendre contre des rivaux malveillants, peut impunément faire connaître l'état de ses affaires ? Et puis ces ouvriers, étant eux-mêmes membres de la société qui les emploie, sont directement

contrat de louage de services, tel que le code le détermine, et, alors, faillira-t-on à la rigueur de l'orthodoxie coopératiste par le maintien du salariat, dont elle comporte essentiellement la suppression ? Ou bien consacra-t-on législativement ce nouveau contrat, dit de participation, auquel, à la vérité, en vertu de la liberté des conventions, on peut recourir dès aujourd'hui, et dont l'usage, au reste, par l'initiative intelligente des Leclaire, des Laroche-Joubert, des Boucicaut, des Godin, des Briggs, comme aussi par la foi communicative de théoriciens tels que Böhmert et Ch. Robert, commence à se vulgariser. Nous ne saurions longtemps hésiter entre ces deux solutions. La participation aux bénéfices (1) étant un mode de la mutualité, nous pensons, avec les vrais coopérateurs, qu'il convient de l'organiser juridiquement et de l'appliquer aux relations des magasins de gros avec leurs ouvriers. D'autant plus que cette application, nous l'avons déjà fait remarquer, ne présente, sous le régime solidariste, aucune des diffi-

intéressés à ce que la prospérité de celle-ci ne soit pas compromise par des indiscrétions maladroites. Au reste, ne retrouveront-ils pas, à titre de copropriétaires des instruments de production, les bénéfices qui ne leur ont pas été répartis en tant que travailleurs, et, dans ces conditions, on comprendrait mal qu'ils se montrassent exigeants quant à la supputation des profits annuels.

(1) La plupart des sociétés distributives de tous les pays accordent à leurs employés un tant pour cent sur leurs bénéfices. Le Wholesale de Glasgow, plus orthodoxe, en cela, que celui de Manchester, plus respectueux des règles fondamentales du coopératisme, a également adopté ce mode de rémunération.

cultés (1), qui en empêchent actuellement la complète généralisation. C'est ainsi que le mutualisme, par la subordination de la production à la consommation, assurant aux produits de l'industrie un écoulement sûr, les risques de pertes sont diminués (2), et, en même temps, se trouve, sinon écartée, du moins simplifiée, la question de savoir si les employés, intéressés aux gains, ne devront pas aussi supporter les déficits. D'autre part, la communication des livres à des ouvriers instruits au maniement des affaires, initiés aux choses du commerce par la pratique des associations distributives, n'aura aucun des inconvénients qu'elle offre aujourd'hui, où les travailleurs, inexpérimentés, aigris contre leurs patrons, prétendent, le plus souvent, à un contrôle trop minutieux, à une intervention maladroite dans la gestion de l'entreprise à laquelle ils collaborent.

(1) On n'ignore pas, en effet, que, sous le régime de l'entreprise individuelle, les principales objections dirigées contre la participation aux bénéfices, visent l'impossibilité, où se trouve l'ouvrier, par la médiocrité de sa condition, de supporter les pertes de l'industrie, aux gains de laquelle il est intéressé, et les dangers, que ferait courir au crédit du patron la communication de ses livres au personnel de ses ateliers: qui ne sait que la moindre indiscretion sur la situation, si peu compromise soit-elle, d'un industriel ou d'un commerçant, peut entraîner sa ruine irrémédiable ?

(2) On sait, en effet, que les mauvaises chances, que courent les industriels, résultent principalement des encombrements probables, qui feraient tomber la valeur marchande des produits au-dessous de leur prix de revient, éventualité à laquelle pare le système coopérateur par la possibilité d'apprécier exactement les besoins de la consommation et d'entreprendre une fabrication correspondante.

Au reste, cette combinaison, qui consiste à régler par la participation aux bénéfices les relations des travailleurs manuels avec les unions de coopératives, devenues des entreprises de production, ne nous satisfait pas pleinement. Ne maintient-elle pas, en effet, sous la forme plus équitable d'une association imparfaite, le salariat, dont nous poursuivons la suppression ? Et ne serait-on pas fondé à nous reprocher la médiocrité du résultat, en regard des changements radicaux que nous avons annoncés ? Aussi bien, avons-nous pensé qu'il conviendrait de généraliser, dans l'organisation coopérative, le procédé ingénieux, auquel recourent la maison Cail et la compagnie de Five-Lille.

Lorsque ces deux grands établissements de métallurgie ont une commande à faire exécuter, ils passent avec des ouvriers, groupés en syndicat temporaire, un marché à forfait, aux termes duquel ceux-ci s'engagent à entreprendre le travail dans des conditions déterminées de temps, de prix et de qualité. Pour ceux-là, agissant comme commanditaires bailleurs de fonds, ils fournissent leurs ateliers, leur matériel de machines et d'outils, ainsi que les matières premières. Des avances, préalablement fixées à un taux modique, sont versées au cours du travail et imputées sur le prix convenu, lequel, la besogne achevée, est réparti entre les coopérateurs. Cette combinaison est adroite et de jeu facile. Nous estimons qu'elle serait d'une adaptation commode au régime que nous préconisons, dont, d'ailleurs, elle

procède. Les associations de travailleurs (1) manuels, qu'elle suppose, se formeraient d'autant plus aisément que, par la pratique des sociétés distributives, l'esprit de coopération et de mutualité se serait développé. Les Wholesales, chaque fois qu'elles auraient à faire effectuer un travail de détail ou d'ensemble, s'adresseraient donc à ces manières de sociétés de production et traiteraient avec elles à forfait : façon de procéder, qui présente cet important avantage d'assurer aux producteurs un débouché certain et de leur éviter ainsi des risques pécuniaires.

Cette combinaison se recommanderait, en outre, par là, qu'elle trancherait cette question, toujours débattue en Angleterre et sur laquelle nous nous sommes prononcé plus haut, de savoir si les ouvriers, employés par les associations coopératives, doivent être intéressés à leurs bénéfices annuels. Nous ajouterons, enfin, qu'elle a, pour nous, ce mérite particulier de répondre exactement à notre idéal coopératif, qui, comme nous l'avons dit, ne comporte pas de sociétés de production, proprement dites, indépendantes et autonomes, mais seulement des sociétés distributives se fédérant pour fabriquer elles-mêmes les denrées dont elles ont besoin.

Ainsi donc, en mettant les instruments du travail, sol, mines, usines, chemins de fer, etc., aux mains des consommateurs, encore que les associations d'approvision-

(1) Ceux-ci, bien entendu, seraient membres des sociétés de consommation, avec lesquelles ils traiteraient.

nement soient ouvertes à tous, riches et pauvres, nous réintégrons les ouvriers dans la possession de leurs outils, à la propriété desquels ils participeront, sous le régime solidariste, selon leur nombre, devenu, pour eux, de cause de faiblesse, principe de force ; nous faisons cesser cette anomalie étrange d'une société dans laquelle les deux facteurs de la production sont divorcés, d'une civilisation où le travailleur manuel lutte encore dans la condition du sauvage primitif, dépendant de sa chasse et de sa pêche quotidiennes, victime du besoin le jour où elles ne lui ont pas fourni d'aliments. Par là, nous le reconnaissons, nous nous rapprochons des collectivistes, qui prétendent transporter, à la collectivité, la propriété des moyens de production : cela, au reste, n'est pas pour nous inquiéter, car les points qui nous en distinguent sont, par ailleurs, assez nombreux et assez capitaux. Et, puisque l'occasion se présente, nous allons les indiquer.

Par quels points essentiels nous nous séparons des collectivistes. — Nous rappellerons d'abord que le collectivisme poursuit un idéal de justice distributive, à laquelle présiderait l'État, conçu selon Hegel, c'est-à-dire comme un être distinct des individus qui le composent, alors que nous avons la notion d'une justice contractuelle, se réalisant peu à peu dans la société par le développement du droit consensuel et assurant, par la liberté des échanges, mieux qu'une autorité chargée de

ce soin, une exacte proportion du salaire au mérite ou aux services rendus.

Nous avons dit également que l'égalité des conditions sociales, à laquelle aspirent les socialistes, ne nous paraît pas conforme aux données de la science, au sens de l'évolution, au principe de solidarité, dont nous avons fait la base du système coopératiste. On a pu voir aussi que, si celui-ci aboutissait à une appropriation des instruments du travail par des collectivités, des unions de coopératives, des Wholesales, pour employer l'expression anglaise, du moins nous ne faisons pas de l'État le seul capitaliste, le seul industriel et le seul propriétaire foncier. Nous nous gardions de transformer la société en un fonctionnarisme idéal, convenable à des esprits conservateurs, à des caractères rassis, mais d'une symétrie lourde à des tempéraments aventureux et hardis, à des individualités se plaisant aux initiatives risquées. Le but que nous poursuivons, nous pensons l'atteindre en respectant la liberté de tous, les droits acquis de quiconque. C'est par le développement des sentiments d'altruisme et demutualité que nous comptons favoriser l'évolution, qui s'effectue, lente, séculaire, partant du fond de l'histoire pour se prolonger dans l'avenir avec la fatalité puissante de ce qui doit être. Nous avons trop le sens de la vie, l'intelligence des nécessités pratiques, la conscience des liens qui nous rattachent au passé pour avoir le moindre goût des tables rases ; — comme s'il était possible de faire table

rase d'une société, d'un monde, et de rebâtir sur le sol nivelé un édifice nouveau, n'empruntant aucun des matériaux de l'ancien. Les hommes de 89, en candides idéologues qu'ils furent, l'ont tenté. Nous savons, aujourd'hui, ce qu'il est advenu de leur entreprise généreuse. Aussi bien, sommes-nous délibérément contraire à ces docteurs ès-sciences sociales qui s'en viennent proposer aux esprits simples leurs dogmes, leurs systèmes de belle ordonnance, certes, mais dont la rigidité scientifique résiste à la plasticité des faits et qui, désespérant de les adapter à ce qui est, rêvent, dans leur cerveau fumeux, d'y substituer la naïve chimère, qu'ils ont enfantée.

Toutefois si, pour consommer, par la coopération, la transformation de notre régime économique, nous comptons, par-dessus tout, sur l'initiative privée, et cela parce que nous estimons qu'il n'est de vrais progrès, dans une société, que ceux qui ont leur principe dans les individus, nous ne repoussons pas l'intervention de l'État (1). Nous allons même jusqu'à admettre qu'il encourage, par une législation, le plus favorable qu'il se peut (2), par certaines faveurs comme l'exemption de l'impôt des patentes, — même par des subventions allouées, toute-

(1) Organe de la collectivité, l'État doit apporter le concours social au développement intégral des individus, c'est-à-dire, non-seulement protéger leur personne et leurs biens, mais aussi faciliter à tous l'accès d'un idéal moral plus élevé, d'une culture intellectuelle plus complète, d'un bien-être matériel plus grand.

(2) Tel n'est pas actuellement le caractère de la nôtre.

fois avec la plus rigoureuse réserve, — la fondation de sociétés coopératives. Nous pensons, en effet, que l'État a le devoir, par cela même qu'il est un agent économique puissant, une force prépondérante, de favoriser, de hâter une évolution sociale estimée nécessaire, jugée conforme à la justice, répondant à un certain idéal de droit. Certes, il serait assez étrange que l'État, qui, en dernière analyse, est la plus haute expression de la solidarité, ne contribuât pas à l'avènement de la solidarité parmi les hommes. Son obligation est d'autant plus étroite qu'en favorisant cet avènement, il réparera des injustices qui sont de son fait (1), qui procèdent des temps de violence où il se forma et dont il consacra les usurpations brutales par l'autorité de ses établissements. C'est une erreur de prétendre que la société, condensée, abstraite dans l'État doive demeurer indifférente au travail qui se fait en elle. Si quelque vague aspiration la tourmente, quelque soulèvement enthousiaste vers un au-delà, il lui appartient d'en prendre conscience et de lui fournir comme un canal par où il s'échappe librement, encore que dirigé, le flot tumultueux des besoins nouveaux.

Nous n'ignorons pas que les libéraux ou soi-disant

(1) La société d'aujourd'hui n'est pas normale. L'homme qui n'a que ses bras, a besoin de protection, et l'État, qui, finalement, l'a dépouillé ou laissé dépouiller de sa ressource naturelle en sanctionnant l'appropriation du sol, et qui a contribué de mille autres façons à la présente distribution des richesses, l'État lui doit positivement cette protection. — Secrétan ; Les Droits de l'humanité.

tels ne veulent pas entendre parler de l'État, qui, pour eux, est un mal nécessaire, une sorte de fléau, que l'on doit subir, mais dont il faut, dès qu'on le peut, arrêter le développement. Assurément, ils jugent que la liberté individuelle ne saurait s'exercer qu'en dehors de toute action de la collectivité, et, de ce point de vue, nous remontons, avec eux, aux beaux jours de l'état de nature où, dans le dénuement physique et la pauvreté morale, nos ancêtres marchaient à quatre pattes, anthropoïdes à moitié velus encore, se consolant de leur misère, en leur conscience obscure, par la liberté, dont ils jouissaient dans la solitude des vastes plaines et des montagnes sauvages, ignorants du dur froissement des lois, bât ignominieux des peuples civilisés.

Cette philosophie sociale des économistes orthodoxes est d'ordre superficiel et ne jaillit pas des sources profondes où MM. Guyau, Secrétan, Fouillé, Durkheim vont puiser leurs idées. Ceux-ci sont des libéraux de bon aloi et savent que la liberté n'est qu'un mot menteur lorsqu'elle n'est pas contenue dans un système de dispositions légales. Nul, certes, ne s'avise de prétendre que, dans les sociétés animales, si savamment étudiées par M. Espinas, où le plus fort s'assujettit brutalement le plus faible, se déploient librement les activités individuelles, pour n'y être réglementées par aucun autre code que celui des instincts. Il n'est pas excessif d'avancer que, sous le rapport économique, nos sociétés

relèvent encore des règnes inférieurs (1). C'est pourquoi nous estimons qu'il n'est pas, en définitive, de plus grossier matérialisme que l'orthodoxie, fille déjà vieillote de cet optimisme puérile, la plus lourde des erreurs dont Rousseau ait faussé, peut-être pour longtemps encore, la pensée française, d'ordinaire si clairvoyante et si droite.

Donc, nous ne croyons pas faillir au libéralisme, de l'école duquel nous sommes plus que qui que ce soit, en soutenant que l'État a le devoir de défendre les petits contre les puissants, de favoriser une rénovation sociale, l'avènement d'un ordre nouveau, où la protec-

(1) Nous ne voulons pas admettre que l'État ait pour seule raison d'être la substitution de l'oppression hypocrite des sociétés civilisées à la tyrannie ouverte des hordes primitives. Nous pensons qu'il a une haute mission à remplir, assurer le règne du droit. Or ce but ne saurait être atteint dans les conditions, où s'exerce actuellement la liberté économique, à la faveur de laquelle se commettent les pires abus de la force, la vraie justice exige que non seulement les biens, acquis par le travail, soient efficacement protégés, mais que l'accès à la propriété soit facilité par une législation plus favorable aux derniers occupants.

La légitime intervention (de l'État) n'a point pour objet de réaliser une égalité factice en restreignant la liberté individuelle, mais de restituer cette liberté individuelle à ceux auxquels ses agissements antérieurs l'ont enlevée, en leur fournissant les moyens de s'attribuer le bénéfice entier de leur travail. — Secrétaire : Les Droits de l'humanité.

La liberté des contrats est ce qu'il y a de plus difficile à réaliser, dans une société où la richesse est très inégalement répartie et où la population, croissant plus vite que les subsistances, avili forcément le prix du travail. Aussi, contrairement au laissez-faire des économistes, on ne peut dénier à l'État un certain rôle (tout au moins provisoire) comme distributeur de la liberté même. — Fouillée : La Science sociale contemporaine.

tion du faible contre le fort soit assurée, les droits individuels vraiment sauvegardés, où les libertés, loin d'être en conflit, s'harmonisent heureusement dans la convergence des intérêts. Cependant, nous y revenons, cette intervention doit être discrète, intelligente, soigneusement appropriée aux circonstances. Il importe, en effet, qu'elle ne tourne pas, par sa gaucherie et son incohérence, contre le but que nous poursuivons. Nous verrons, dans la suite, qu'il en advint ainsi en 1848 (1).

Enfin, comme dernier caractère distinctif du coopératisme, nous ferons observer que, tandis que le collectivisme abolit la propriété individuelle, le mutualisme la maintient, au moins pour ce qui est des capitaux mobiliers, dont l'accumulation possible suffira pour stimuler, dans l'arrangement social de l'avenir, l'intérêt personnel qui, malgré le sentiment de certaines bonnes âmes, est, sans contredit, le plus énergique ressort des activités privées. L'importante, l'essentielle modification que réalise notre système, est l'appropriation par les ouvriers des instruments du travail. Le développe-

(1) On s'imagine volontiers encore, législateurs, philosophes, économistes orthodoxes, que tout est fait de ce que la loi peut faire par la consécration de l'égalité des citoyens devant le code. La loi, dit-on, doit se borner à effacer tout privilège, il ne lui appartient pas de se mêler des actes des citoyens, même pour les servir. C'est confondre la loi civile, qui, en effet, n'a d'autre but que de garantir à chacun la jouissance de son droit, avec la loi organisatrice ou sociale, qui doit favoriser le développement de l'activité humaine par tous les moyens compatibles avec la liberté.

ment inouï du machinisme a transformé les conditions de la production, qui, d'individuelle, de domestique qu'elle était (1), est devenue collective, dans d'immenses ateliers, incessamment animés du mouvement de mille machines, jour et nuit, haletantes d'un labeur prodigieux, si coûteuses par leur valeur propre et les matières premières qu'elles consomment, que, le plus souvent, elles ne sauraient appartenir qu'à des groupes de capitalistes. Par le coopératisme nous mettons l'énorme outillage de l'industrie et du commerce entre les mains des travailleurs ; nous les chargeons, eux, les plus nombreux des consommateurs, de la fabrication, de la production de toutes les richesses, que réclame la satisfaction des besoins rationnels de l'homme. Nous pensons, de la sorte, émanciper les prolétaires de la servitude où se déprime leur intelligence, où se dessèche leur âme, foncièrement large et sympathique, pé-

(1) Rappelez-vous comment se faisait le travail industriel au moyen âge. Prenons comme exemple l'industrie de la laine, qui, en Angleterre et en France, exportait ses produits dans le monde entier et qui a créé de puissantes et nombreuses communes. Certaines vignettes des manuscrits nous font pénétrer dans la demeure de l'artisan. Il est assis au métier et tisse le drap tandis que, près de lui, ses enfants préparent la quenouille et que sa femme file au rouet. Le travail s'exécutait ainsi au foyer domestique. Le maître travaillait de ses mains, aidé de sa famille et de quelques apprentis. Il n'avait besoin que d'un petit capital. L'instruction, la condition, la manière de vivre et de penser du maître et de ses ouvriers étaient très semblables. Les privilèges des corporations pouvaient produire des mécontentements : ils ne dégénéraient pas en antagonisme de classes, parce que l'ouvrier et celui qui l'employait appartenaient à la même condition. — Em. de Laveleye : *Le Socialisme contemporain*. Introd., p. 17.

nétré que nous sommes, encore que répudiant, en philosophie, le matérialisme, de l'influence des conditions économiques sur la mentalité d'une classe.

La question du libre-échange et de la protection résolue par le coopératisme. — Nous avons signalé les avantages du régime coopératif au point de vue intérieur, national ; il nous reste à dire son mérite incontestable, quant aux rapports commerciaux des États, à cette concurrence internationale, qui entretient, envenime même, parfois, les haines des peuples et qu'il importe, sinon de supprimer (1), du moins de modérer. Ne serait-il pas, en effet, possible que les associations de consommation des différents pays s'entendissent, formassent entre elles comme des ligues, leur permettant de traiter directement les unes avec les autres pour tous les produits dont elles auraient besoin et qu'elles estimeraient plus avantageux de se procurer au dehors que de fabriquer elles-mêmes ? Cette combinaison ingénieuse reviendrait à une sorte de compromis entre le libre-échange et la protection, à un régime d'unions douanières, compor-

(1) Pour la supprimer entièrement (la concurrence internationale), il faudrait, sur tout le globe, un seul chef, qui réglât la production. Mais qui nommera ce chef ? S'il est élu, il y aura des compétitions entre différents candidats. La concurrence reparaitra donc sous la forme politique. Si ce chef est héréditaire, il faudra une monarchie de droit divin, s'étendant sur le globe entier. Il faudra que l'autorité de ce monarque ne soit pas contestée un seul moment. De plus, ce monarque, pour régler la production d'une façon satisfaisante, devra posséder l'omniscience et l'infaillibilité. — Novicow : Les Gaspillages dans les sociétés modernes.

tant une intelligente division du travail entre les nations et, par là, merveilleusement propre à développer la production, déterminer une baisse générale des prix, activer la consommation et devenir, de la sorte, le principe d'une prospérité plus grande, de plus de bien-être physique et, conséquemment, de plus de santé morale. Aussi bien en 1890, l'idée d'une fédération des différentes Wholesales d'Europe fut émise. Les coopérateurs anglais, belges, italiens, l'accueillirent avec empressement, se disant, comme M. Gide, que, les associations de producteurs devenant internationales en vue de relever les cours de marchandises, il n'y avait aucune raison à ce que les associations de consommateurs ne le devinssent pas aussi en vue de les déprimer. Mais ils comptaient sans l'ardeur de protectionnisme qui, prenant les nations dans ces dernières années, les a fermées les unes aux autres, les isolant chacune comme dans une malencontreuse muraille de Chine, à l'abri de laquelle les denrées ont renchéri pour le plus grand dam des consommateurs et des petits producteurs (1). Ainsi donc, par la pratique d'une lourde erreur, dont les conséquences funestes ne se sont pas fait attendre, se trouve ajournée la réalisation d'une entente entre les grandes

(1) Au reste le jour où le coopératisme serait appliqué, les intérêts des producteurs et des consommateurs se trouvant identifiés, le protectionnisme, institué pour le seul avantage des producteurs, n'aurait plus de raison d'être et serait facilement remplacé par l'arrangement indiqué au texte.

coopératives européennes, qui aurait assuré aux classes travailleuses une vie plus aisée et, par là, calmé leur impatience de l'indigence où elles végètent, adouci leur rancœur et rendu plus faciles les transactions que nécessite une conflagration, toujours imminente. Cependant les coopérateurs n'abandonnent pas l'heureux dessein de grouper les Wholesales des divers pays d'Europe et d'Amérique même : ils savent que rien ne se fait, en ce monde, sans le temps qui propage l'idée et la grave lentement dans les esprits, la substituant ainsi aux préjugés tenaces ; aussi ne doutent-ils pas du succès d'une tentative nouvelle, pour laquelle, certes, les initiatives ne feront pas défaut.

Tel est le coopératisme et les avantages qu'il comporte. Comme on a pu s'en rendre compte, il se ramène à une organisation de la mutualité, de la solidarité : à la lutte pour la vie, qui, bien qu'on en ait, est plutôt une cause de dégénérescence que de perfectionnement, il substitue l'accord pour l'existence : il consomme l'avènement de l'altruisme. Sans doute, sous ce rapport, par l'assistance que les forts prêtent aux faibles (1) dans une société, constituée selon ses principes,

(1) Sous le régime du « laissez-faire », en effet, les individualités intelligentes, actives, énergiques, se développent exclusivement, s'épanouissent dans la plénitude de leur puissance, dans l'égoïsme du plaisir qu'elles éprouvent à cette intensité de vie. Mais, dans l'organisation mutualiste, il en serait différemment : car les groupes coopératifs, y demeurant largement ouverts à tous, chacun profiterait, à quelque moment qu'il devienne sociétaire, des avantages conquis par ses coassociés plus an-

contredit-il formellement à cette impitoyable loi de sélection naturelle, que Darwin et Spencer se sont employés, avec une sorte de complaisance cruelle, à nous montrer, régissant la nature et l'histoire. Mais, au reste, cette loi est-elle inéluctable ? Et si elle ne l'est que dans le monde animal, où elle prévaut sans conteste, ne devons-nous pas, nous, créatures douées de raison et de liberté, nous efforcer d'y échapper (1) ?

Nous avons dit qu'une évolution fatale nous entraînait vers un ordre nouveau, fondé sur la solidarité. N'allons pas, pour cela, nous croiser les bras et laisser ce procès nécessaire se poursuivre de lui-même. Car, comme le dit M. Gide, les lois sociales n'agissent point d'une « façon mécanique et inévitable ; elles ne servent « les hommes qu'autant que ceux-ci se servent d'elles.

ciens, ayant dû vaincre par une action avisée et patiente, par un don, vraiment rare, de désintéressement, des difficultés, qui lui seront épargnées.

(1) La lutte pour l'existence est fatale ; l'espèce humaine doit la supprimer, autant que possible, ou, du moins en modifier les conditions L'association pour la lutte a seule pu sauver les êtres, qui en ont usé volontairement ou non ; cette association a produit des résultats d'autant meilleurs qu'elle a été plus parfaite et qu'elle a groupé un plus grand nombre d'êtres. — Transformisme, de Lanessan.

D'ailleurs, il est aujourd'hui établi qu'il y a une autre loi d'évolution qui domine la loi de concurrence, c'est la loi d'association, encore plus indispensable que l'autre, de l'aveu même de darwinistes autorisés, à la conservation et au développement des êtres vivants. L'accord pour la lutte est donc bien un facteur plus puissant que la lutte même et le progrès de l'humanité en particulier a donc bien besoin, pour se développer, de la coopération des hommes. — Rev. socialiste, 94, t. I. Lutte ou accord pour la vie, par un professeur.

« Elles peuvent bien les pousser en avant, mais à la condition que ceux-ci pousseront aussi de leur côté et coopèreront, en quelque sorte, avec elles. » Nous devons donc aider, de l'effort constant de notre volonté, aux énergies secrètes, qui poussent nos sociétés vers le terme de justice, auquel nous rêvons d'aboutir. Mais quelle voie devons-nous préparer à ces forces obscures ? Par quels moyens favoriser leur déploiement, leur lent, mais sûr progrès ? C'est ce que nous allons rechercher, avant de suivre le mouvement effectif de la coopération dans les principaux pays d'Europe et d'Amérique.

CHAPITRE IV

DES VOIES ET MOYENS PAR LESQUELS RÉALISER L'IDÉAL COOPÉRATIF

Nous nous emploierons, dans ce chapitre, à tracer comme un plan de campagne, à indiquer, si l'on peut dire, la marche à suivre pour arriver à une systématisation complète de la coopération. Nous ferons observer, en passant, qu'il n'est rien de moins imaginaire que le programme que nous avons adopté, copié qu'il est sur les faits, sur des réalisations bien tangibles. Et qu'on n'avance pas que cette façon d'itinéraire est superfétatoire. Il importe grandement que la transformation de l'ordre économique actuel soit poursuivie méthodiquement, avec circonspection et suite (1). Les tenta-

(1) Il serait à souhaiter que les hommes d'initiative et d'action généreuse, qui ont à cœur la réalisation dernière de l'idéal mutualiste, fussent pénétrés de la définition que Vansittart Neale donne des associations coopératives : « des sociétés industrielles, « qui se sont formées pour gérer des affaires, conformément aux

tives, faites légèrement, hâtivement, en dehors de toute conception générale, ne pourraient que compromettre l'œuvre entreprise. Il n'est souvent de pire ennemis que des amis maladroitement empressés. Les réformes mal poursuivies, quels que soient au reste leur opportunité et leur mérite intrinsèque, deviennent bientôt impopulaires et, désormais, l'indifférence ou l'hostilité de l'opinion les rend à jamais impossibles.

Donc pour que la rénovation sociale s'accomplisse graduellement, comme automatiquement, les coopérateurs doivent s'efforcer de créer des sociétés de consommation, aussi nombreuses (1) qu'il se peut. C'est là le

« principes d'une justice supérieure à celle qui est acceptée par
« les tribunaux ; ces principes ont été volontairement adoptés
« par leurs fondateurs, qui sont résolus à ne chercher leur avan-
« tage qu'en se mettant d'accord et en se subordonnant à ces prin-
« cipes. Ils repousseraient, comme tentative de corruption, toute
« proposition qui tendrait à les faire dévier de ces principes, en
« vue d'un plus grand bénéfice. En cela seul git la force du mouve-
« ment, et, une fois qu'un homme est animé de cette pensée, elle le
« fortifie contre toute attaque et le soutient même dans la défaite. »

(1) Ces sociétés sont de grands marchands, quoiqu'elles vendent à de petits acheteurs, et de grands capitalistes, quoiqu'elles soient formées par des prolétaires. Elles font leurs approvisionnements en gros et les payent au comptant : double raison pour les payer moins cher. Elles sont exonérées de tous les frais de luxe, — ainsi la Moissonneuse de Paris ; — c'est tout au plus si elles s'accordent le confortable. Tout le monde, depuis le directeur jusqu'au commis de vente, vit en ouvrier, en porte le costume et en garde les habitudes. Elles n'ont pas besoin d'affiches ni de réclames dans les journaux ; enfin, elles sont exemptes de la plupart des exigences fiscales. Connaissant à fond les besoins de leur clientèle, dont le nombre est d'ailleurs à peu près invariable, elles font leurs achats à bon escient et ne sont exposées ni aux erreurs de mévente, ni aux longs emmagasinages. A tous ces titres, elles peuvent livrer leurs marchandises à meilleur marché.

premier pas et le plus facile : le premier, pour des raisons que nous exposerons dans la suite ; le plus facile, parce que la mise de fonds, que nécessite la constitution de sociétés de ce genre, peut être fort modique (1), qu'elles offrent des avantages immédiats, réduction notable dans les dépenses quotidiennes ou dividendes périodiques, que la gérance en est relativement aisée, qu'en résumé, par le peu qu'elles exigent de leurs membres et les commodités qu'elles leur assurent, l'intérêt individuel y est suffisamment ménagé. Mais comme, d'une part, des associations d'approvisionnement, qui n'ont pas pour but dernier de vendre des produits, fabriqués par elles, ne doivent pas être tenues pour coopératives dans le vrai sens du mot, que, d'autre part,

En s'obligeant très strictement à ne vendre qu'au comptant, elles suppriment une des plus grandes chances de perte et font contracter à leurs acheteurs une habitude également précieuse au double point de vue de l'économie et de la morale. — Le Travail, Jules Simon.

S'ils étaient mieux dirigés, si de malencontreux démagogues n'en avaient fait le tremplin de leurs ambitions surchauffées, faussant ainsi en un centre d'agitation politique une institution de démocratie intelligente, les syndicats professionnels pourraient aisément se transformer en sociétés de consommation ; il leur suffirait, pour cela, d'élever, de quelques sous, la cotisation annuelle de leurs adhérents. Mais, au reste, pourquoi les grands Magasins ne prendraient-ils pas aussi, peu à peu, à l'exemple du Bon Marché, la forme coopérative de laquelle, par l'élimination des intermédiaires, ils participent déjà.

(1) Pour ne pas ressasser l'exemple classique de Rochdale, nous citerons celui de la Hautmontaise (Nord), qui commençant en 1887 avec 1 franc de capital, a aujourd'hui 4.000 francs dans sa caisse et vend pour 27.000 francs de marchandises, sur lesquelles elle réalise un bénéfice de 25 0/0.

isolées, obligées de soutenir l'âpre concurrence des entreprises privées, dont elles n'ont ni la rouerie, ni le crédit, ni l'achalandage fidèle, ces sociétés ne sauraient se hasarder à produire pour leur propre compte, il convient d'en entreprendre le groupement, l'union dans laquelle elles trouveront la force défensive et offensive, qui leur permettra, d'abord, de l'emporter dans la lutte commerciale, par la qualité et le bon marché de leurs produits, et, ensuite, d'engager la lutte industrielle par l'ouverture d'ateliers coopératifs. Mais où nos sociétés vont-elles se procurer les capitaux dont elles ont besoin pour subvenir aux frais de leur fédération, pour installer et pour voir ces immenses magasins ou Wholesales, où elles s'approvisionneront, se passant ainsi de l'intermédiaire des gros négociants et faisant l'économie des profits que ceux-ci réalisent ? Rien de moins compliqué : elles feront ce qu'ont fait leurs propres sociétaires ; elles se cotiseront ; elles prélèveront sur leur bénéfices annuels (1), au besoin même sur leur réserve, les sommes destinées à constituer la première mise de

(1) Pour que le chiffre de ces bénéfices soit assez élevé et que l'on puisse en faire au moins deux parts, dont l'une soit répartie en dividendes entre les acheteurs et l'autre affectée à la constitution d'une réserve, il importe que les sociétés de consommation livrent leurs produits au prix du détail. La vente à ce cours est préférable pour trois raisons :

1^o Parce qu'elle permet aux coopératives de prendre plus d'extension, justement à raison des bénéfices qu'elle leur fait réaliser.

2^o Parce qu'elle procure un avantage réel à l'ouvrier, un supplément de revenu, touché à la fin de l'année, sous forme d'une somme ronde, constituant une ressource beaucoup plus efficace et

fonds de l'association, qui les réunit : elles deviendront ainsi actionnaires de cette société de sociétés et, à ce titre, auront droit à des dividendes périodiques. Voici donc les Wholesales organisées, fonctionnant, achetant, par énormes quantités, au meilleur compte possible, des marchandises, qu'elles livrent ensuite aux groupes adhérents avec un léger gain pour couvrir leurs frais généraux et se constituer un capital social : chaque année le mouvement des affaires s'intensifie, le chiffre des ventes croît, celui des bénéfices monte en proportion, le fonds de réserve grossit. Alors un progrès nouveau devient possible, qui éliminera une dernière catégorie d'intermédiaires, les producteurs : les Wholesales vont pouvoir entreprendre elles-mêmes la fabrication des articles dont elles doivent être pourvues, ouvrir des ateliers coopératifs, des manufactures de draps, de chaussures, de savon, de biscuits, créer des meuneries, des boulangeries... enfin, leur développement se poursuivant, acquérir des terres, des fermes, cultiver le sol, élever du bétail, produire le blé, le vin, l'huile, bref la plus grande partie des matières premières, qui leur sont nécessaires. Comme l'a écrit M. Gide, on peut résumer en trois mots cette extension progressive : « dans une première étape, faire la conquête de l'industrie commer-

beaucoup plus agréable qu'une économie de quelques sous au jour le jour.

3° Parce qu'elle ne provoque pas une animosité aussi vive de la part des marchands, que la vente au-dessous du cours exaspère.

« ciale ; dans une seconde, celle de l'industrie manufac-
« turière ; dans une troisième, enfin, celle de l'industrie
« agricole. »

Assurément cet ordre n'est pas absolu, et rien n'empêche d'entreprendre simultanément la conquête de l'industrie commerciale et celle de l'industrie manufacturière (1). On créera, alors, en même temps que des sociétés de consommation, des associations de production qui, commanditées par celles-ci, leur empruntant des gérants, ayant en elles une clientèle assurée, se trouveront dans des conditions singulièrement favorables, pour faire aux entreprises capitalistes une concurrence dangereuse, les ébranler, les acculer, peu à peu, à la faillite et prospérer sur leurs ruines. Mais ce résultat obtenu, elles devront disparaître, se résorber, pour ainsi parler, dans les sociétés de consommation, qui les auront soutenues. En effet, fortifiées par la lutte, devenues riches, sûres de leur achalandage, habilement conduites par des directeurs que l'expérience a façonnés, ne vont-elles pas montrer des velléités d'indépendance et prétendre voler de leurs propres ailes.

Or nous ferons observer que nous ne sommes nullement partisan de sociétés de production, séparées, autonomes. En cela, nous différons de l'éminent professeur de Lausanne, M. Secrétan, pour qui de telles associa-

(1) Cette double manœuvre, si l'on peut dire, s'observe dans la plupart des pays où le mouvement coopératif offre une certaine intensité.

tions apparaissent, dans ce livre de vues pénétrantes et consolantes qu'est *Mon Utopie*, comme la fin à atteindre, l'idéal à réaliser. Mais l'expérience faite, en France, dans la seconde moitié de ce siècle, l'exemple actuel des États-Unis où se sont constituées de nombreuses associations ouvrières bientôt devenues les unes pour les autres d'âpres rivales, sont, pour nous, un utile enseignement : ils nous montrent, en effet, ces sociétés, ne tardant pas à devenir, si elles prospèrent, de véritables entreprises capitalistes se faisant concurrence, employant, à titres d'auxiliaires, des salariés, auxquels elles refusent même la participation aux bénéfices, réservant ceux-ci à leurs actionnaires, perdant, ainsi, de vue le but, pour lequel elles ont été constituées, c'est-à-dire l'émancipation de la classe ouvrière et la suppression de la lutte industrielle et commerciale. En sorte qu'elles n'ont d'autre résultat que d'élever au rang de patron un certain nombre d'ouvriers. Certes nous ne nions pas que cette conséquence soit heureuse, mais il n'en demeure pas moins, que par là même, elles consolident l'organisation sociale que nous prétendons remplacer. Au reste, comme il arrive dans tout groupe d'hommes, il naît bientôt en elles un esprit de corps très exclusif, un véritable égoïsme collectif, qui en fait, selon le mot de Proud'hon, des sociétés dont on peut dire que les membres, n'étant associés que pour eux-mêmes, sont associés contre tout le monde. Donc elles subordonnent l'intérêt général à leurs intérêts particu-

liers, s'efforcent de régenter le marché, se livrent entre elles à une compétition sans merci et, de la sorte, subsiste l'anarchie économique, à laquelle nous voulons remédier (1).

Ce sont ces divers inconvénients que présentent les associations de production indépendantes, les déviations où elles glissent inévitablement, qui nous décident à leur préférer les syndicats de consommateurs, s'appropriant les instruments du travail et fabriquant eux mêmes les marchandises, qui leur sont nécessaires. D'autant plus que la création de coopératives de distribution est relativement aisée et que ce mode d'organisation mutuelle est, pour l'ouvrier, un excellent apprentissage. En effet, par la pratique de cette forme d'association, le travailleur, de moralité élémentaire encore et d'intelligence obscure, acquiert certaines qualités indispensables au développement d'une collectivité : l'ordre, le sens de la solidarité, le souci de l'intérêt

(1) Je préfère donc, de beaucoup, voir la propriété des instruments de production et de l'outillage économique du pays passer entre les mains des associations de consommation qui, comme je l'ai dit, représentent les intérêts de tous, plutôt qu'entre les mains des associations de production, qui ne représentent que les intérêts de quelques-uns, ou tout au plus d'une classe. J'estime que les instruments de production doivent appartenir non pas tant à ceux qui sont appelés à s'en servir, qu'à ceux qui sont appelés à en profiter, car c'est pour ceux-ci, en somme, qu'ils sont faits. Et qu'importe, après tout, aux ouvriers, que leur importe de faire la conquête de l'industrie en tant qu'ouvriers producteurs ou en tant qu'ouvriers consommateurs ? Gide : La Coopération. Rev. d'écon. politique, 1889.

général supérieur à l'intérêt particulier, enfin ces connaissances de comptabilité et d'administration, qui sont une des conditions essentielles de son affranchissement économique (1), par l'initiation, qu'elles comportent, à des formes de coopération plus perfectionnées.

En outre, ce qu'il importe de remarquer, c'est que la coopération de consommation est, pour le prolétariat

(1) Ce qui doit être remarqué, c'est que, par la coopération de consommation, la classe ouvrière s'enrichira peu à peu, se débarrassant ainsi à sa dure condition de pauvreté, où s'aigrissent ses sentiments et s'exaspèrent ses haines, trouvant dans l'aisance, dans l'agrément du foyer, où sourit la joie de vivre, la paix intérieure, la santé morale, qui se traduit en bonté expansive, en sympathie large et communicative. On ne réfléchit pas assez, quand on avance que la question sociale est une question morale, à l'influence des conditions matérielles de l'existence sur la complexion, pour ainsi parler, de l'âme humaine. Placez un individu dans des conditions de vie facile, et vous le constaterez enclin à l'altruisme ; — au contraire l'amertume des besoins insatisfaits, les convoitises exaltées, l'acharnement de la lutte mettent dans le cœur du misérable des désirs méchants, de féroces instincts de révolte et de vengeance. Il importe donc, si l'on veut refaire la conscience morale du peuple, de lui préparer des conditions économiques plus favorables, et cela ne se peut que par des sociétés distributives.

De simple méthode économique et de simple caisse d'épargne, elle devient (la coopération de consommation) un instrument d'amélioration morale et sociale, un générateur tout-puissant d'épargne et de richesse. Plusieurs des sociétés de coopération anglaises commencent leurs règlements par cette formule bizarre, qui d'abord, fait sourire et qui, à la réflexion, paraît sensée et même profonde : le but de la compagnie est d'élever la condition morale et sociale des adhérents, en recueillant, parmi eux, des souscriptions volontaires pour acheter des épiceries, du pain, des vêtements, etc. — C'est qu'en effet, en vendant des épiceries aux associés, les stores coopératifs leur rendent, par surcroît, ou plutôt leur donnent la sécurité et l'indépendance, — Le Travail, J. Simon.

sans ressources, le seul moyen de se procurer les capitaux dont il a besoin pour entreprendre la conquête de l'industrie manufacturière. Ne résout-elle pas, en effet, ce problème, au premier abord insoluble, de l'épargne par la dépense (1)?

(1) Ici l'épargne se fait toute seule : il ne faut ni privation, ni persévérance. Il n'y a pas de privation, puisque l'épargne a son origine dans l'achat même des denrées nécessaires. Il n'y a pas de persévérance, puisque l'argent, au lieu de tomber à mesure dans la main du bénéficiaire, s'accumule pour lui, pendant trois mois ou six mois, dans la caisse de la société. Il est vrai que, le moment venu, le chaland peut ramasser ses jetons et se présenter au guichet de la compagnie pour y recevoir sa part proportionnelle dans les bénéfices, à moins, toutefois, que les statuts n'aient subordonné l'exercice de ce droit, pour chaque membre, au paiement intégral du montant de la souscription ; mais, même dans ce cas, il ne s'agit que d'un retard, et tout associé a le droit de se faire payer par trimestre. Or c'est là, précisément à l'occasion de ce droit, qu'intervient l'élément moral. Autre chose est un bénéfice de dix centimes perçu tous les jours, autre chose un bénéfice de neuf francs perçu au bout de trois mois. Il ne faudra qu'un acte de volonté pour économiser les neuf francs ; il en faudra quatre-vingt-dix pour économiser les dix centimes pendant trois mois. L'intelligence est complice de la volonté pour négliger les petites épargnes. On se dit : Que ferais-je d'une économie de dix centimes ? Il est impossible de plus mal raisonner, et très difficile de ne pas faire ce raisonnement pitoyable. Ce sophisme, qui n'a de place dans aucun traité de logique, est bien connu de tous ceux qui ont l'expérience de la pauvreté pour l'avoir étudiée ou pour l'avoir soufferte. On l'appelle, en langue vulgaire, « le coulage ». Un moraliste, un économiste qui ne tiendrait pas compte du coulage n'est pas digne de dresser le budget d'une petite bourse... Le chaland du magasin coopératif se trouve donc tout à coup, sans s'être privé de rien et sans avoir pris aucune peine, possesseur d'une somme relativement importante. Il peut la réclamer, c'est son droit ; s'il est sage, il la laissera à la société coopérative à titre de commandite. Il a mille bonnes raisons pour le faire : d'abord c'est, comme on dit, de l'argent trouvé, de l'argent qui ne lui a rien coûté à gagner ;

On sait que les sociétés distributives peuvent soit retenir une partie des bénéfices qu'elles réalisent, soit en répartir la totalité entre les acheteurs. Au point de vue mutualiste, la première combinaison est, certes, préférable; car elle assure l'accumulation des fonds, avec lesquels seront acquis, dans la suite, les instruments de production, et ouverts les ateliers coopératifs.

Ainsi, par la constitution de sociétés de consommation sera accaparée l'industrie commerciale, les détaillants et les gros commerçants éliminés successivement. Alors pourra être entreprise ou poursuivie, si elle est déjà commencée, — car, ainsi que nous l'avons dit, elle peut être simultanée à celle de l'industrie commerciale, — la conquête de l'industrie manufacturière. Dans ce but, on créera des sociétés de production, dépendantes de sociétés de consommation, qui les commanditeront, et seront pour leurs produits un débouché naturel (1). Ou bien ce seront des patrons qui attribueront à leurs ouvriers une part dans leurs bénéfices, qui, par là, les initieront au maniement des affaires, aux mille détails,

ensuite, il n'a pas même besoin, pour le placer, de faire une démarche. Cela compte aussi parmi les motifs qui déterminent cette cause si mobile qu'on appelle la volonté humaine. — Jules Simon : Le Travail.

(1) Il va de soi que des associations de production pourront également se fonder avec des fonds avancés par des sociétés de crédit, des banques populaires. Mais celles-là mêmes devront avoir soin de se mettre en rapport avec des sociétés de consommation qui leur assurent l'écoulement de leurs produits et suppriment ainsi, pour elles, les risques commerciaux.

à la fois insignifiants et capitaux, que comporte la technique d'une entreprise industrielle ou commerciale, et leur fourniront, peu à peu, par l'amasement des dividendes qui leur seront comptés, les capitaux, dont ils paieront le rachat de leur usine ou de leur mine.

Aussi bien, c'est de ce point de vue que nous constatons avec satisfaction les progrès de la participation aux bénéfices. Nous considérons celle-ci comme un heureux moyen de transition entre le régime capitaliste présent et l'organisation coopérative de demain, comme un ingénieux procédé, par lequel les patrons peuvent préparer la réintégration de leurs ouvriers en la possession de leurs outils et, de la sorte, s'éliminer eux-mêmes. Certains capitalistes, d'esprit ouvert et de cœur généreux, l'ont pratiquée, comme Godin à Guise, M^{mes} Boucicaut et Leclaire à Paris, Laroche-Joubert à Angoulême. Les expériences, qu'ils ont poursuivies avec un plein succès, prouvent en faveur de la facilité de son application (1). Nous sommes donc délibérément avec les promoteurs de cette institution, qu'un économiste libéral, fantaisiste parfois, a dédaigneusement qualifiée de « condiment du salariat ». Au demeurant, l'autorité de Bæhmert et de M. Ch. Robert compense bien la verve

(1) Nous ne citons que les principaux, parmi les nombreux patrons de France et de l'étranger, qui ont appliqué, dans leurs établissements, la participation aux bénéfices. Les exemples, mentionnés au texte, sont importants sous ce rapport que la combinaison adoptée fut un acheminement à la coopération.

rare de M. P. Leroy-Beaulieu, et, certes, on démontrerait sans peine que la conviction qui s'obstine triomphe aisément de l'ironie qui s'interrompt. Quoi qu'il en soit, au reste, nous ajouterons que peu importe le rapport plus ou moins compréhensif, sous lequel on envisage la participation aux bénéfices ; qu'elle soit conçue comme une fin ou seulement comme un moyen, cela ne nous paraît pas d'appréciable conséquence. Au demeurant, ce qui est essentiel, c'est qu'elle tend à accroître l'épargne, la richesse de la classe ouvrière (1), et aussi à familiariser cette dernière avec les comptes de doit et avoir, les conditions d'achat et de vente, les états différents du marché, en un mot, à faire son éducation économique, actuellement si rudimentaire ; aussi bien, tenons-nous ce résultat pour très heureux au point de vue coopératif.

Donc, avec des sociétés de production, constituées comme il vient d'être dit, nous attaquerons l'industrie manufacturière capitaliste. Celle-ci, à la vérité, sera d'autant plus facile à vaincre, que les sociétés de consommation, s'étant multipliées, ayant absorbé, en elles, la population entière du pays, seront, à leur gré, les maîtresses du marché, feront, en s'entendant, la loi à la production, en sorte que, pour ruiner les entreprises

(1) Il est assez curieux de constater que les économistes qui repoussent la participation aux bénéfices, comme comportant des risques de perte, que les ouvriers trop dénués ne peuvent assumer, ne voient pas ou refusent de voir que cet arrangement est le seul propre à permettre au prolétariat de les courir un jour.

privées, il leur suffira de ne rien leur acheter, de les boycotter (1), pour employer l'expression américaine. Ainsi frappées d'interdiction, ces dernières mourront de consommation, et, alors, nous le répétons, les sociétés de production, que les associations distributives auront comme lancées contre elles, devront se dissoudre, ou plutôt se résoudre dans le sein des groupes coopératifs, d'où elles sont sorties, tout armées pour la lutte. Car — nous revenons encore sur ce que nous avons dit — nous craindrions de voir, par ces associations, devenues rapidement très puissantes, renaître l'organisation capitaliste avec ses syndicats de patrons, ses trusts, élevant ou abaissant les prix à leur gré, imposant, aux consommateurs, les conditions les plus arbitraires.

Nous n'ignorons pas les objections que l'on se plaît à formuler contre la viabilité, pour ainsi parler, de ces sociétés de consommation, dont nous faisons la base de

(1) La grève des consommateurs est facile. Elle n'implique nullement la cessation du travail de l'estomac, mais seulement l'alimentation de celui-ci par des produits fournis par d'autres que ces braves exploités, dont tout l'art consiste à acheter un, et à vendre trois ce qui vaut deux. Ce qu'un seul ne saurait faire, l'association fournit à plusieurs le moyen de le réaliser par la coopération de consommation, qui garantit à ses participants la qualité et la quantité des produits livrés à meilleur compte et leur remet néanmoins, à la fin de l'année ou du semestre, une ristourne que le commerçant aurait soigneusement gardée pour lui et les siens. Ceci, tout en allégeant le fardeau de l'exploité, a, de plus, l'avantage de trancher dans sa fleur le recrutement de l'exploiteur, pour lequel la grève des consommateurs est purement et simplement la mort sans phrases. — Congrès coopératif de Grenoble, 1884. Disc. du président.

notre système. On a prétendu, on prétend — malgré des exemples décisifs, dont on dit, il est vrai, que ce sont des exceptions — qu'elles ne feront pas leurs affaires, parce que, dans le commerce, il importe d'être habile, de se dépenser en démarches, en intrigues, en artifices de toutes sortes et que les gérants d'une coopérative, n'étant stimulés ni par la crainte de la faillite, ni par l'appétit du lucre, ne se mettront pas en peine d'acquérir ces qualités d'entregent et de rouerie active, sans lesquelles une entreprise commerciale ne saurait prospérer. Nous répondrons que d'abord, en ce monde, l'intérêt, s'il est le principal, n'est pas le seul aiguillon, et qu'il faut bien compter pour quelque chose le sentiment du devoir, même en ce temps d'égoïsme impitoyable, — et qu'on nous passe le mot, il a acquis droit de cité, — de sordide rosserie. Au reste, est-il bien sûr que les gérants d'une société de consommation ne soient aucunement intéressés à sa prospérité ? Est-ce qu'ils ne participent pas, comme les autres sociétaires, aux bénéfices qu'elle réalise ? Et alors, ne feront-ils pas en sorte que les dividendes annuels soient aussi gros que possible ? Et puis, ces associations, par l'économie de tous les frais de publicité, auxquels sont tenus les marchands, par la suppression ou, tout au moins, la réduction des risques de perte, que ceux-ci assument, ne se trouvent-elles pas dans des conditions singulièrement favorables de développement et de réussite ?

Mais on ne nous tient pas quitte : on nous menace de

la concurrence ; on avance que nos sociétés vont se faire la guerre entre elles. A coup sûr, on n'y songe pas. En effet, imagine-t-on qu'à côté d'une société distributive, s'en constitue une seconde, offrant de plus réels avantages, vendant à meilleur compte : croyez-vous que ces deux associations vont se livrer à une compétition imbécile, nuisible, funeste à l'une et à l'autre ? Elles vont se réunir, s'absorber l'une l'autre, et la rivalité, l'hostilité, que vous annonciez, se tournera simplement en fusion bienfaisante. « Quelle erreur », écrit, avec son ordinaire élévation de vues et son habituel maîtrise, M. J. Simon, dans ce livre si attachant, si riche d'observations, si généreux de pensée qu'est le *Travail*, quelle erreur de nous parler de « concurrence à nous qui ne naissons que pour l'intérêt général et ne pouvons prospérer que par lui. » Mais est-ce la concurrence des marchands, que l'on nous fait entrevoir ? Comment la craindrions-nous ? Nous livrons nos denrées à des prix inférieurs aux leurs. Ils ne peuvent, sans se ruiner, abaisser leurs prix au niveau des nôtres. L'expérience, d'ailleurs, leurs réclamations, établissent, suffisamment, que, loin qu'ils soient un danger pour nous, c'est nous qui en sommes un, et un sérieux, pour eux.

Au reste, nous convenons que les sociétés de consommation, pour subsister, se développer, prospérer, doivent satisfaire à certaines conditions capitales (1).

(1) Rappelons, à ce propos, les trois séries de préceptes du

C'est ainsi qu'elles devront disposer d'un fonds de roulement assez considérable pour pouvoir acheter en gros et profiter des occasions favorables, faire comme on dit de bons marchés ; avoir soin de mettre à leur tête des gérants intelligents, laborieux, actifs, connaissant le commerce, capables d'acheter à des prix avantageux et, enfin, et surtout, ne livrer à leurs adhérents que des denrées d'une qualité irréprochable. Sous ce rapport, en effet, il est essentiel qu'elles se montrent d'une sincérité, d'une délicatesse méticuleuse : car cette

catéchisme coopératif : quatre préceptes commerciaux : 1° ne pas vendre à crédit (afin d'obliger les sociétaires à des habitudes de régularité et d'économie) ; 2° ne pas vendre au plus bas prix afin de réaliser des bénéfices, dont on constituera un fonds de réserve ; 3° ne pas vendre au public (afin d'être exempté de la patente) ; 4° aller assidument au magasin ; — quatre préceptes financiers : 1° constituer un fonds de réserve ; 2° distribuer le boni au prorata des achats ; 3° payer un intérêt au capital ; 4° limiter le nombre de voix de chaque actionnaire.

(M. P. Leroy Beaulieu prétend qu'en excluant ainsi le capital du partage des bénéfices, les coopérateurs se coupent les ailes. Comment cela ? Oui, ils se coupent les ailes — et encore — s'ils doivent faire appel aux capitaux étrangers ; mais ne pourront-ils s'en passer, grâce au fonds de réserve qu'ils se seront constitué, qui grossira rapidement, et avec lequel ils pourront entreprendre des œuvres nouvelles, de plus en plus importantes. Et puis l'honorable économiste pense-t-il sérieusement que, par ce temps d'argent à bon marché, beaucoup de capitalistes ne seront pas heureux de placer leurs fonds dans une entreprise collective, qui prospère, dirigée par des hommes qui ont fait leurs preuves de prévoyance, d'intelligence, de valeur commerciale et industrielle.)

Enfin, quatre préceptes moraux : 1° faire participer les employés aux bénéfices ; 2° provoquer des rapports fréquents entre sociétaires ; 3° adhérer à l'Union coopérative ; 4° ne pas favoriser les consommations immorales. — Almanach de la coopération, 95.

bonne qualité des marchandises, cette absence de fraude, de sophistication sont leur principale raison d'être.

Par ces pratiques loyales, par l'estime qu'elles sauront en retirer, elles accroîtront incessamment le nombre de leurs membres, se multiplieront et bientôt embrasseront, dans un vaste réseau, le pays tout entier. Et, de la sorte, s'accomplira la rénovation sociale, sans ébranlement, sans secousse, par le seul effort des individus, se perfectionnant, se moralisant, acquérant un plus vif sentiment de leur dignité par plus d'indépendance, plus d'autonomie, et ayant mis aux pieds cet égoïsme dissolvant, qui est la plaie hideuse de notre époque troublée.

Certes nous ne voudrions pas que l'on conclût, que, séduit par *Mon Utopie* de M. Secrétan, nous avons entrepris l'œuvre vaine de fixer notre rêve, indifférent, par ailleurs, à ce qui est, aux préjugés tenaces, aux établissements fondés depuis longtemps et solidement assis, à toutes les difficultés d'application du système que nous avons adopté. Aussi bien, allons-nous nous efforcer d'établir que si nous avons formulé un idéal, cet idéal est rien moins que chimérique ; la preuve en est qu'il est réalisé chez un peuple, qui ne se paie pas d'imaginations, qui est le plus positif, le plus terre à terre des peuples, nous avons nommé le peuple anglais. Nous nous emploierons donc à persuader, dans le chapitre suivant, « qu'il ne s'agit point ici de songeries « sentimentales, mais de prévisions, qui ont un caractère

« rigoureusement scientifique et qui, si elles n'ont pas
« un caractère de certitude, — qui pourrait se flatter,
« dans le domaine des sciences, de prévoir l'avenir avec
« certitude ? — constituent, du moins, l'hypothèse la
« plus rationnelle, qu'il nous soit permis de former sur
« l'état actuel de la science. » (Gide : *l'Avenir de la
coopération. Rev. socialiste*, 1888, t. I.)

CHAPITRE V

HISTORIQUE DE LA COOPÉRATION

Nous croyons à l'avenir de la coopération pour cette raison théorique qu'elle implique une organisation de la mutualité, une application de l'association, que nous avons observée comme fait général du monde physique et du monde social : instinctive et contrainte dans celui-là, voulue et sentie dans celui-ci. Mais nous y croyons aussi pour ce motif expérimental, plus concret, et, partant, pour certains esprits, plus décisif, que le mouvement coopératif a pris, dans la seconde moitié de ce siècle, une singulière extension. Sans doute on discerne en celui-ci « deux courants, qui correspondent à deux tendances « éternellement en conflit dans la nature humaine : « l'une plutôt positive, et qui poursuit dans la coopération des avantages immédiatement réalisables ; « l'autre plutôt idéaliste, et qui cherche, dans la coopération, moins ce qu'elle peut nous donner que ce

« qu'elle peut nous promettre » (1). Sans doute ce mouvement a suivi, dans les divers pays qui y sont entraînés, des directions différentes, n'aboutissant que fort indirectement à l'idéal que nous avons décrit. Mais il nous suffit, d'une part, que le sentiment de la solidarité se développe par la pratique des sociétés mutuelles, quel que soit d'ailleurs le but que l'on poursuive par elles ; d'autre part, que, dans un pays, dans le pays, où il est le plus accentué et qui, nous le répétons, a, entre tous, le mépris des conceptions *a priori*, il se soit produit exactement dans le sens que nous entendons. A coup sûr on ne peut raisonnablement pas taxer de poème, de rêve creux, un système dont le septième de la population anglaise a fait une matérialité, une réalité puissante ; ne serait-ce pas plutôt le cas de dire que l'étoile sur laquelle, selon M. Gide, des millions d'hommes ont levé les yeux pour chercher le mot de l'énigme sociale, est descendue des cieux lointains, où elle brillait solitaire.

Nous nous proposons donc, dans ce chapitre, de montrer, par l'examen rapide du mouvement coopératif en Europe et aux États-Unis, que les faits, loin de contrarier notre thèse, en attestent plutôt la possibilité, la valeur pratique. Car, en fin de compte, les divergences, les échecs actuels importent médiocrement au regard de l'énormité de l'œuvre et, comme l'écrit M. Secrétan, dans *Les Droits de l'humanité*, « au lieu de flotter sans cesse entre l'enivrement et le découragement, si nous

(1) Gide : L'Avenir de la Coopération.

« savions être équitables envers nous-mêmes, nous
« serions plus frappés du succès de quatre ou cinq
« grandes associations bien conçues et bien dirigées,
« que de la chute de cinq cents autres embarquées à la
« légère et victimes de leur imprévoyance. »

L'étude qui va suivre sera sommaire, ne devant être qu'une illustration de notre théorie.

SECTION I

Le mouvement coopératif en Angleterre

Ce qui caractérise ce mouvement, c'est la foi de ceux qui en sont les promoteurs en son efficacité à transformer l'ordre social actuel par l'amélioration des conditions matérielles et morales de la vie, la suppression du salariat, l'élimination des intermédiaires et l'extinction du paupérisme. Trois causes ont contribué à lui donner l'intensité particulière qu'il a aujourd'hui : l'excellence des règles posées et suivies par les équitables Pionniers de Rochdale, l'importance intelligemment attachée à l'instruction et à l'éducation coopératives de la classe ouvrière, enfin la puissante organisation des sociétés de consommation.

C'est Owen qui, le premier, en Angleterre, sans connaître la théorie des quatre mouvements de Fourier, a montré dans l'association un principe assez fécond, assez actif pour faire un jour, sans bataille et sans péril, par la persuasion et par l'attrait, une révolution économique et sociale.

Les essais, qu'il tenta à New-Lamark, ne furent pas heureux. On dut, à la vérité, en rabattre de l'enthousiasme, auquel on s'était abandonné. Les quelques sociétés de production (1), fondées par le généreux novateur, ne tardèrent pas à se dissoudre, à bout, qu'elles étaient, de ressources. Cependant l'idée survécut aux réalisations malencontreuses qui en avaient été entreprises. Elle se manifesta sous une forme nouvelle : une société de consommation se constitua à Rochdale. L'histoire en a été trop souvent écrite pour que nous y revenions. On sait le développement qu'a pris cette association, qui servit de modèle à la plupart de celles qui se fondèrent dans la suite. Elle témoigne de la vertu sociale de la coopération, et suffirait, à elle seule, à l'établir contre ceux qui en doutent. Il est faux de ne voir, en cette société, qu'une entreprise commerciale, qui a prospéré ; car le but qu'ont poursuivi et atteint ses fondateurs

(1) On ne doit pas oublier que les sociétés de production, pour être la forme supérieure de la coopération, sont aussi celles qui comportent, chez leurs membres, une éducation économique plus complète, un esprit de discipline plus ferme, des connaissances techniques plus précises, bref, un ensemble de qualités que les ouvriers n'acquièrent que peu à peu.

dépassait singulièrement cette vue, étroitement pratique, qui se borne à une question d'épicerie à bon marché. L'œuvre des disciples d'Owen, de ces pionniers de Rochdale, si nobles, si grands par ce profond esprit de justice dont ils furent animés, elle était le pas initial vers une transformation économique, qui se poursuit méthodiquement, avec la régularité sûre de ce qui est fatal.

La législation, en vigueur à cette époque où se dessina le mouvement coopératif, n'était pas favorable aux associations mutuelles. Les actionnaires d'une entreprise collective, industrielle ou commerciale, assumaient une responsabilité illimitée. On ne pouvait fonder une société, quelle qu'elle soit, sans y être autorisé par un acte du Parlement ou une lettre de franchise royale. Une loi sur les sociétés par actions vint supprimer ces formalités. Cependant, des restrictions gênantes subsistaient : c'est ainsi que des dispositions formelles déterminaient le mode de placement des deniers communs (1), les buts divers qu'une association pouvait se proposer, le maximum de livres sterling jusqu'à concurrence duquel on pouvait participer à l'œuvre collective. Cette législation fut modifiée par une loi de 1862, qui, par la liberté, qu'elle consacra, et le principe de la respon-

(1) Les sociétés coopératives, à cette époque, ne pouvaient vendre qu'à leurs adhérents ; leurs fonds devaient être placés en fonds d'État ou confiés aux caisses d'épargne. — C'était interdire l'emploi des bonis à des œuvres d'enseignement et de prévoyance, les prêts aux sociétés amies, dont l'existence peut momentanément se trouver menacées. — D'après Schultze-Gævernitz. Rev. d'éc. polit., 1891.

sabilité limitée, qu'elle reconnut, favorisa l'essor des sociétés coopératives. C'est à cette date, en définitive, que remonte le mouvement associationniste, qui, aujourd'hui, se poursuit si largement en Angleterre, pour le plus grand bien de la classe ouvrière.

Les coopérateurs, alors, exultent de ces générations spontanées d'associations mutuelles. Holyoake, le plus ancien et le plus enthousiaste des membres de la société de Rochdale, célèbre, sur le mode lyrique, les rives du Rock, — tel le poète latin celles du Tibre, — et proclame que, comme Rome jadis, la coopération fera la conquête du monde. Mais, au reste, voici entrer en scène les socialistes chrétiens, qui, par la prédication de la morale évangélique et la propagation de l'esprit de solidarité, donnèrent au mouvement une impulsion décisive et cette direction, où il s'est maintenu, vers une transformation sociale complète par l'association et la mutualité. C'est par eux que fut fondée, en 1850, *la société pour l'avancement des associations d'ouvriers*, qui avait pour but la création de coopératives industrielles conformes à l'idéal d'Owen et de son disciple Ludlow, idéal qui consistait à concentrer toutes les industries sous la direction de sociétés mutuelles et, toute concurrence étant ainsi supprimée, à fixer conventionnellement le prix des différents produits. La plupart de ces tentatives échouèrent. Cependant les sociétés de consommation, fondées sur le modèle de Rochdale, prospéraient et se multipliaient, particularité qui, au demeurant attestait l'inexpérience

des ouvriers, leur incapacité à diriger des associations industrielles, exigeant une discipline, une abnégation, et des connaissances, qu'ils n'avaient pas encore et ne pouvaient acquérir qu'à la longue, par une lente préparation, comme par des étapes successives.

Si, dès que fut promulguée la loi de 1862, concernant les *Industrial and Provident Societies*, celles-ci tardèrent à se répandre, cette lenteur de diffusion s'explique par la guerre de Sécession, qui, éclatant soudain en Amérique, d'où les manufactures anglaises tiraient leur coton, fut la cause d'une profonde perturbation industrielle et commerciale. Au reste, cette crise terrible, de laquelle l'industrie anglaise sortit, sinon ruinée, du moins gravement compromise, attesta les mérites de la coopération, par les services rendus aux classes ouvrières, que le resserrement des affaires et la fermeture des usines avaient acculées au chômage.

Mais, à partir de 1864, les progrès du mutualisme furent rapides ; ils s'affirmèrent, tout d'abord, par la fondation de la *Wholesale de Manchester*. Le développement des sociétés de consommation avait excité la jalousie des intermédiaires, qui, dès lors, menèrent, contre l'institution nouvelle, une véhémence campagne, à ce point qu'ils menacèrent les négociants en gros de les quitter, s'ils continuaient à vendre aux coopérateurs. D'autre part, les petites sociétés éprouvaient certaines difficultés à faire leurs achats et à suivre la fluctuation des prix sur le marché.

Les circonstances étaient donc particulièrement favorables à la constitution d'un magasin de gros. La question fut soulevée. Les partisans de l'idée firent valoir que les sociétés, en achetant directement aux producteurs, se procureraient des marchandises à meilleur compte et de qualité supérieure ; que leurs dividendes croitraient des économies ainsi réalisées sur les achats ; que, grâce à cette combinaison, les coopératives de création récente pourraient être mises aussitôt sur le même pied que les anciennes et, conséquemment, vendre à des conditions aussi avantageuses, qu'enfin les sociétés ne seraient plus tenues de faire des commandes considérables pour obtenir les plus fortes remises possibles et que, de la sorte, disparaîtrait la cause de l'inégalité des dividendes entre les grandes et les petites associations, celles-là pouvant acheter à des prix plus bas que celles-ci et, ainsi, réduisant leurs frais.

Donc, après les sociétés de consommation, qui soustraient les ouvriers au parasitisme des petits détaillants, la Wholesale de Manchester (1) nous apparaît comme

(1) Elle a pris un essor vraiment inouï ; le chiffre de ses affaires est supérieur à celui du Louvre et du Bon Marché, regardés pourtant comme les plus grands établissements du monde. Elle n'est pas seulement un acheteur en gros d'épicerie, d'étoffes, de vêtements, un grand chef d'industrie, employant dans ses ateliers plus de 2.000 ouvriers, un riche armateur, dont la flotte va chercher, dans les pays de production, les denrées dont elle a besoin, c'est encore un puissant banquier, qui a des succursales à Rochdale, à Leicester, à Newcastle, à Londres, et est en compte courant avec les principales banques du pays.

un ingénieux arrangement pour les affranchir du despotisme des gros commerçants : c'est une formidable association, non d'individus, mais de collectivités, de coopératives de consommation, qui s'approvisionnent, dans ses immenses magasins, de tout ce qui leur est nécessaire.

En 1868, une seconde Wholesale s'est fondée à Glasgow. Les deux magasins de gros entretiennent entre eux des relations commerciales. Outre leurs principaux dépôts, ils ont aujourd'hui onze dépôts accessoires pour la vente et cinq pour les achats. Ils produisent eux-mêmes une partie des denrées qu'ils écoulent. Ils ont des fabriques de vêtements, de souliers, de biscuits, de draps, etc... La plupart de leurs achats sont faits par quantités considérables et chez les producteurs eux-mêmes. Ils ont cinq bateaux à vapeur pour leur commerce d'outre-mer et possèdent des succursales d'achat à Hambourg, New-York et Copenhague. « La maison-mère de la Wholesale-Society à Manchester, dit Schultze-Gœvernitz, a des dimensions colossales ; elle comprend tout un quartier : d'immenses bureaux et magasins, pourvus de toutes les innovations modernes, auxquels se rattache un comptoir de banque, dont les affaires sont très étendues, une grande salle de réunion, etc. Les marchandises en magasin, réparties en trois sections, — alimentation, vêtements et ustensiles de ménage, — ne sont que des échantillons, d'après lesquels les représentants des sociétés de consommation, disper-

sées dans le pays, font leurs commandes, et ces échantillons occupent à eux seuls des locaux d'une étendue à laquelle n'atteignent pas même ceux des plus grandes maisons de commerce ; ils sont pourtant la propriété de sociétés dont les membres sont, en grande majorité, exempts de l'impôt sur le revenu, attendu que leur revenu n'atteint pas la minime limite légale. »

Dès la fondation de la Wholesale de Manchester, les coopérateurs anglais avaient senti le besoin de s'entendre sur une ligne de conduite commune ; ils avaient compris l'importance d'une direction unique, où convergeraient les efforts individuels. C'est alors que furent institués ces congrès annuels qui se réunissent le Lundi de la Pentecôte et s'ouvrent par des sermons et des cantiques. Le but de ces assemblées périodiques est principalement la propagation de l'idée coopérative, assurée en outre, depuis 1870, par la publication d'un journal, les *Coopérative News*.

Dans ces dernières années, le mouvement coopératif, en Angleterre, s'est poursuivi avec une rare intensité. Ce qui est remarquable, c'est que les sociétaires sont entretenus dans la foi en la coopération. Les chefs du parti, comme Vansittart Neale et Holyoake, s'efforcent de communiquer à leurs disciples, aux nouvelles couches, l'enthousiasme qui les anime, de montrer aux classes travailleuses, dans le régime solidariste, l'émancipation et la dignité morale. Pour convaincre les ouvriers de l'excellence de ce système, on use même d'un

procédé, ingénieux certes, mais, à coup sûr, parfaitement de goût anglais, par son caractère ultra-pratique ; les prospectus des coopératives de consommation portent comme réponses à la question : « Pourquoi suis-je membre de la société ? 1° parce que celui qui est derrière le comptoir me sert, et non un autre qui veut me tromper ; 2° parce que je ne peux pas permettre que cet autre devienne riche à mes dépens ; 3° parce que je touche un dividende ; 4° parce que je puis utiliser la salle de lecture, la bibliothèque, entendre des conférences, prendre part à des jeux, à des fêtes, à des pique-niques et que, par là, j'ai une vie gaie.

Le mouvement coopératif anglais, sur lequel nous n'insisterons pas, parce que nous ne faisons pas une étude descriptive, si l'on peut dire, de la coopération, mais qu'il nous suffira de caractériser, est des plus curieux. Sous l'active influence de Vansittart Neale, de Holyoake et Ludlow, il a nettement pris la direction conforme à l'idéal que nous poursuivons : il a traversé les trois phases successives, que nous avons indiquées plus haut : les coopératives anglaises, après avoir éliminé les petits détaillants, se sont fédérées en Wholesales puissantes, qui ont forcé les gros négociants à disparaître ; ces Wholesales enfin, par l'acquisition d'instruments de production et l'ouverture d'ateliers coopératifs, ont entrepris la conquête des industries manufacturière et agricole, et il ne paraît pas contestable qu'elle ne soit, un jour, consommée.

Comme l'éminent professeur de la faculté de Montpellier, Vansittart Neale et Holyoake voient dans la coopération, sinon le terme, — car il n'y a pas de terme en ce perpétuel devenir de toutes choses, — du moins la plus prochaine étape de l'évolution sociale. Il est vrai qu'ils la considèrent comme une application du christianisme à la vie économique des peuples. Certes, loin de nous la pensée de contester que le mutualisme n'implique pas, de la part de ceux qui le pratiquent, les vertus, qu'enseigne l'Évangile. Il s'entend, assurément, qu'un État de bons, de vrais chrétiens se transformerait aisément en une vaste association de sociétés coopératives, dont les membres pratiqueraient avec une sorte de joie stoïque le renoncement à soi, l'abnégation, le sacrifice de soi à la collectivité. Alors il serait vrai de dire que, « comme au grand festin de la Bible, la table est mise pour toute espèce d'hôtes ». Mais ce point de vue est un peu étroit, le christianisme n'étant pas la seule doctrine qui comporte l'altruisme et, conséquemment, il est faux, parce que exagéré, de prétendre que la coopération, dont il est le fondement moral, en soit l'application. En dernière analyse, le solidarisme est la mise en pratique de toute religion, de toute philosophie, de toute morale, qui enseigne la dépendance matérielle et spirituelle des hommes entre eux, la fraternité et l'amour.

Les résultats de la coopération en Angleterre sont, à coup sûr, merveilleux (1) et véritablement encoura-

(1) Dans un avenir prochain, les coopérateurs anglais seront les

geants. Les sceptiques diront bien que cette extension prodigieuse s'explique par des causes particulières : le développement exceptionnel de la grande industrie, cet esprit de discipline et ce sentiment de solidarité, dont sont pénétrées les classes laborieuses, la cherté des vivres et l'avilissement des salaires, déterminés par le blocus continental et poussant les travailleurs manuels, si nombreux outre-Manche, à se soustraire à ces difficiles conditions d'existence. Néanmoins, lorsqu'on songe que, dans le laps, relativement fort court, d'une trentaine d'années, le sixième de la population anglaise s'est affilié à des sociétés coopératives ; que, grâce à celles-ci,

maîtres du marché : leur nombre en effet augmente chaque jour, englobant bourgeois et ouvriers. Sans nul doute, le commerce individuel ne pourra résister à ce mouvement, qui se poursuit avec la régularité invincible de ce qui doit être.

Contrairement à ce que pense M. Treinerel, en une thèse documentée sur les sociétés coopératives de consommation, nous estimons que l'exemple de l'Angleterre est salutaire à suivre. Car il n'y a pas de bonne raison à ce que les autres peuples ne réussissent pas là où ont réussi les Anglais. D'autre part, il est faux de conclure, de ce que la Wholesale de Manchester refuse d'intéresser ses ouvriers aux bénéfices de ses entreprises, que la coopération ne saurait résoudre le problème social, et que l'expérience le démontre. Car, d'abord, nous pourrions faire observer que la Wholesale de Glasgow accorde à ses employés une part dans ses profits annuels, et qu'ensuite la coopération de consommation doit fatalement aboutir à la production collective. Peut-on, en effet, sérieusement penser que les ouvriers, enrichis par l'épargne, cultivés par l'étude, possédant désormais des notions de commerce et d'industrie, façonnés à la solidarité par l'association, s'arrêteront en si belle voie et renonceront à l'émancipation complète, qu'un dernier effort, non pas même le plus pénible, leur assurerait. Selon nous, la suppression du salariat est au terme de ce lent procès comme une conséquence inévitable.

le sort de la classe ouvrière s'est très sensiblement amélioré, dans un pays où le paupérisme a comme sa terre d'élection ; que chaque jour s'accroît le nombre des associations, qui, elles-mêmes, s'étendent, élargissent leur sphère d'action, s'enrichissent par l'accumulation de leurs gains, exproprient, peu à peu, les industriels et produisent pour leur propre compte ; lorsque l'on songe, disons-nous, à ces progrès inouïs, ne se croit-on pas autorisé à répéter avec Stuart Mill, dont l'attestation est particulièrement importante (1), pour émaner d'un esprit de complexion scientifique et réaliste : « Il est possible que, par la coopération, nous trouvions, et, « peut-être, dans un avenir, moins éloigné qu'on le croit, « le moyen d'arriver à un changement social, qui « alliera la liberté et l'indépendance de l'individu aux « avantages moraux, intellectuels et économiques de la « production en commun. Sans violence, ni spoliation, « sans même amener de troubles subits dans les habitudes existantes, les meilleurs désirs des esprits démocratiques se verront réalisés, du moins sur le terrain de la production, en effectuant le partage de la « société en membres actifs et en membres paresseux, et « en faisant disparaître les différences sociales, à l'exception de celles qui ont été honnêtement méritées par « des services et des efforts personnels. »

(1) Il n'est pas indifférent de faire remarquer que, quand le grand penseur écrivait les lignes reproduites au texte, le mouvement coopératif se dessinait seulement, et était loin d'avoir pris l'ampleur, qui nous émerveille aujourd'hui.

SECTION II

Le mouvement coopératif en France

Il se distingue du mouvement coopératif anglais par les moyens qui furent mis en œuvre, et non par la fin poursuivie, qui est encore l'émancipation de la classe ouvrière par une organisation industrielle, assurant au travailleur manuel la possession de ses outils et une rémunération plus équitable de ses services. Ce qui, aussi, doit être noté, ce sont les arrêts, les reculs même, qui, en coupant la continuité, malgré les efforts déployés pour lui donner cette impulsion ininterrompue, qui le marque dans les pays voisins. Au reste, les insuccès auxquels on se heurta, s'expliquent par cette raison banale, que l'on a, comme dit l'autre, mis la charrue devant les bœufs. Ne s'est-on pas, en effet, avisé de créer des sociétés de production, avant que les ouvriers n'aient acquis, par la pratique des associations de consommation, cet ensemble de qualités (1) sans lesquelles l'application du régime mutualiste n'est qu'une ridicule chimère ?

(1) On peut dire de l'association de production ce que Montesquieu disait de l'État populaire : la force des lois ne lui suffit pas pour se maintenir, il lui faut un ressort de plus, qui est la vertu.
— J. Simon.

Faut-il d'ailleurs s'étonner que l'on ait procédé de la sorte, si l'on réfléchit que c'est un saint-simonien, Buchez, qui, le premier en France, prôna la coopération, écrivant, dans l'*Européen*, en 1831, que l'association ouvrière de production n'a aucun des inconvénients de l'ancienne corporation, qu'elle seule peut soustraire la population ouvrière à la prépondérance tyrannique du capital et lui permettre d'entrer en concurrence avec la grande industrie. C'est, au reste, au cours de cette campagne, qu'il mena avec un incomparable talent, que se fonda, à Paris, la première en date de nos sociétés de production, une association de bijoutiers en doré, qui subsiste encore aujourd'hui.

Dans les années qui suivirent, l'idée coopérative fut activement propagée par le journal l'*Atelier*, puis par la *Phalange* que dirigeaient des disciples de Fourier (1), enfin par la brochure de Louis Blanc sur l'organisation du travail, où l'ardent polémiste, écrivain de tempérament, lumineux et entraînant, s'efforçait d'inspirer aux ouvriers le désir, la passion, l'enthousiasme de l'association. Le terrain était préparé pour des tentatives

(1) La théorie des quatre mouvements, qui est le premier ouvrage de Fourier, contient sur l'efficacité de l'association comme principal remède des maux produits par la concurrence une foule de vues pleines de sagacité et de profondeur, dont on ne saurait sans ingratitude, méconnaître l'influence.... Ce qu'il est grand temps de dire, pour rendre hommage à la vérité, c'est que seuls Saint-Simon et Fourier, dans un temps où l'on regardait l'immobilité comme la suprême sagesse, ont découvert que l'association qui avait fait la révolution politique ferait un jour une révolution sociale. — J. Simon: Le Travail.

d'application pratique. 1848, éclatant soudain, fournit l'occasion de les entreprendre. On croyait alors à une rénovation sociale prochaine, et chaque penseur, porté par sa chimère, mettait au jour un système de gouvernement. Il semblait que le cœur dût avoir plus de part que la raison dans le gouvernement des affaires humaines. Ce fut l'époque des illusions, des enivrements que la brutalité des faits devait bientôt dissiper, contrarier douloureusement. De nombreuses sociétés de production se constituèrent. Par un décret du 5 juillet, l'Assemblée Constituante mit à la disposition du gouvernement un crédit de trois millions de francs, destiné à les soutenir. Cette somme leur fut remise comme avance remboursable et passible d'un intérêt annuel de 3 0 0 jusqu'à concurrence de 25.000 fr. : au-dessus de ce chiffre, l'intérêt montait à 5 0/0. A coups sûr, cette subvention eût été, pour des associations fortement organisées et expérimentées, une aide puissante. Mais c'était peut-être un encouragement dangereux pour des travailleurs mal préparés aux difficultés sans nombre, aux privations et aux déboires, que connaissent la plupart des sociétés de production à leur début.

Le coup d'État de décembre, l'avènement du Second Empire, malgré les inclinations démocratiques de Napoléon III, suspendirent, durant onze années, le développement de la coopération, dans notre pays. Sous prétexte de faire rembourser les avances, consenties trois ans auparavant, on mit la main sur la caisse des sociétés sub-

ventionnées ; quant aux autres, on en vint aisément à bout par la terreur et par la force. C'est seulement vers 1863 que l'empereur, quelque peu affranchi de l'influence de son entourage et se plaisant à revenir aux opinions qu'il avait caressées dans sa jeunesse rêveuse d'humanité et de bonheur universel, prit l'initiative de la création de deux sociétés de crédit au travail. On essaya donc de la coopération *fara da se*. Un certain réveil de l'esprit public se manifestait. Quelques associations se fondèrent ; mais les banques commanditaires, auxquelles on négligeait de rembourser les avances qu'elles faisaient, durent bientôt déposer leur bilan, entraînant, dans leur chute, les coopératives, qui s'appuyaient sur elles. Ainsi, une seconde fois, les tentatives mutualistes échouaient dans notre pays. Toutefois des sociétés de consommation, créées à cette époque, prospérèrent ; plusieurs même se sont maintenues jusqu'à nos jours.

Les coopérateurs cependant ne se tenaient point pour battus. Il n'y a que la foi qui sauve, dit-on. Les échecs subis leur avaient révélé les obstacles à éviter. La foi les sauva donc.

Le pays venait de traverser une crise terrible. La guerre civile avait ajouté ses horreurs aux maux de l'invasion étrangère. Le parti socialiste, décimé par les fusillades et les déportations, tempérant ses doctrines, consentant aux concessions, revint à la vieille doctrine mutualiste que Saint-Simon et Fourier avaient fixée, et, quand se réunirent les congrès ouvriers de Paris et de Lyon, en 1876

et en 1877, il se prononça nettement en faveur de l'association coopérative comme unique moyen d'affranchissement du travail et d'extinction du paupérisme. Cette alliance du coopératisme et du socialisme, assez naturelle, si l'on songe que les deux systèmes ont la même origine, se rompit en 1878 lors du Congrès de Marseille, où se reconstitua le parti collectiviste sous la direction de M. J. Guesde.

A coup sûr, jusqu'en 1885, la recrudescence du mouvement coopératif, encore que certaine, avait été des plus timides. Mais, à cette date, une impulsion nouvelle se fit sentir de la province, de Nîmes principalement, où deux hommes d'initiative et de générosité, Auguste Fabre et de Boyve, fondèrent deux associations de consommation, la Solidarité et l'Abeille qui, s'unissant à la Renaissance, constituée dans la suite, formèrent la Société d'Économie populaire. Bientôt même ils conçurent le dessein de grouper les sociétés coopératives de France en une vaste fédération, organisée sur le modèle de celle qui existe en Angleterre.

L'idée fut formulée et approuvée le 27 juillet 1885 dans une réunion, où 85 associations furent représentées. On convint aussi, en cette assemblée, qu'un congrès se tiendrait annuellement (1), où seraient discutés les intérêts des coopérateurs et développés les avantages et le

(1) Des Congrès se réunirent en 1886 à Lyon, en 1887 à Tours, en 1889 à Paris, en 1890 à Marseille, en 1891 à Paris, en 1893 à Grenoble.

but de la coopération. Des publications périodiques (1), des conférences régulières furent destinées à propager la doctrine. Ce déploiement d'activité s'est traduit à Paris par la fondation d'un magasin de gros (2), où s'approvisionnent les sociétés fédérées, et la création d'un comité central, qui est une sorte de conseil de gouvernement.

Ce comité a pour objet l'étude de toutes les questions, concernant la coopération. C'est ainsi qu'il doit se tenir au courant des mesures législatives, administratives et fiscales, qui peuvent intervenir, afin d'en renseigner les sociétés adhérentes, rechercher la nature et l'étendue des droits de ces dernières, s'efforcer, autant qu'il se peut, soit par voie de pétitionnement, soit par voie d'interprétation

(1) Les coopératistes ont, en France, trois organes périodiques : la Fédération nationale, journal officiel du comité central et du magasin de gros ; l'Émancipation, fondée à Nîmes en 1880 par M. de Boyves ; les Coopérateurs français, dirigé par M. Fongerousse. On peut y ajouter le Bulletin de la participation aux bénéfices, de M. Ch. Robert.

(2) En 1885, en même temps que se fondait la fédération des coopératives françaises, un délégué de Troyes émit l'idée (au premier congrès de Paris) qu'une Wholesale, une coopérative en gros se chargeant des achats pour les répartir entre les sociétés adhérentes, constituait l'élément primordial du progrès de la coopération. Ainsi fut fait. La Wholesale apparut sous la forme juridique de la loi de 1867. Elle compte pour actionnaires et adhérents des sociétés au lieu de personnes physiques. Les sociétés actionnaires doivent souscrire 3 actions de 100 francs par centaines de membres, les sociétés adhérentes sont dispensées de tout versement préalable. Président, conseil, directeur-gérant, employés au nombre de 14, bureaux de la rue de Nesle, magasins et entrepôt du 203 de la rue de Paris à Charenton, voitures et chevaux pour le transport à domicile, tout surgit comme par enchantement. — Du Marousssem : La Question ouvrière.

judiciaire, à provoquer le redressement méthodique des défauts que présente notre législation, jusqu'ici si peu favorable au régime coopératif. N'est-ce pas à lui qu'il appartient de mener campagne en faveur du mutualisme, en suscitant des écrivains et des orateurs qui répandent la théorie, en encourageant à la fondation de sociétés nouvelles ? Son action bienfaisante doit encore s'exercer par des avis aux associations fédérées, qui feront sagement de lui soumettre leurs statuts, afin que, par l'identité des conseils donnés, la direction du mouvement soit une, et d'autant plus sûre, vers un but déterminé. Car il n'a jamais importé, comme à l'heure présente, de renverser bien des notions fausses de la coopération, où se gaspillent les efforts des bonnes volontés et où, conséquemment, s'attarde le développement du système. Ne paraît-il pas que l'influence du comité central doive se faire sentir dans ce sens ? Et puis n'est-il pas, ce comité, comme le centre normal, autour duquel les forces coopératives, venant s'agglomérer, se trouveront naturellement en formation de lutte, pour ainsi parler, contre les intermédiaires, qui prétendent ne pas se laisser éliminer sans résistance.

Quoi qu'il en soit, on s'est efforcé, dans ces dernières années, d'organiser la coopération, selon un plan préconçu, en vue d'une fin précise. L'ardeur des promoteurs du mouvement est, d'ailleurs, récompensée ; le nombre des coopératives de consommation — on en compte aujourd'hui 1050 — s'accroît, en effet, chaque

année. Mais au reste, par la diffusion de l'esprit de solidarité, par l'intelligence que l'isolement est funeste, les adhésions à l'Union coopérative se multiplient (1) : les affaires de la Wholesale de Paris, qui, certes, n'a pas l'importance qu'elle pourrait, qu'elle devrait avoir, se développent peu à peu : c'est ainsi que le chiffre de ses opérations a monté de 1.720.000 francs en 1890 à 2.400.000 francs en 1892. Bref, le mouvement coopératif semble devoir prendre, dans notre pays, cette ampleur, qui le caractérise, en Angleterre, depuis plusieurs années déjà.

Aussi bien, afin de favoriser ce développement, est-il indispensable que notre législation sur « les sociétés à capital variable » soit modifiée. Assurément certaines velléités de réforme se sont manifestées, traduites en propositions de loi. Mais, jusqu'à ce jour, aucun résultat positif n'est encore sorti des délibérations et des votes du Parlement. En sorte que les associations coopératives sont obligées ou de se constituer sous la forme de sociétés civiles, — modalité fort incommode, pour ces raisons diverses que, d'abord, les sociétés civiles n'ont pas la personnalité morale, qu'elles se dissolvent par la mort de l'un des associés, que, de plus, les sociétaires répondent sur la totalité de leurs biens des engagements de la collectivité, — ou de se conformer aux dispositions de la loi de 1867, et, alors, ce sont d'autres restrictions qui viennent entraver les progrès du coopératisme :

(1) En sept ans le nombre des sociétés adhérentes à la Fédération a triplé : il dépassait 150 en 1894.

d'une part, en effet, les titres et les coupures des titres des sociétés, constituées selon cette loi, ne peuvent être d'une valeur inférieure à 50 francs ; d'autre part, le capital social ne peut excéder 200.000 francs. Il semble donc que le législateur du Second Empire se soit, comme le dit M. Waldeck-Rousseau, *également défié des sociétés entre ouvriers, qu'elles soient élémentaires ou qu'elles soient puissantes*. Mais, en outre, les formalités, que comporte la constitution d'une société, viennent encore ajouter leurs complications sans fin, qui découragent les meilleures volontés. Est-il, en effet, facile, à des ouvriers qui n'ont d'autres ressources que leur salaire quotidien, de payer le coût d'un acte notarié, de verser, sur le champ, le quart du capital souscrit, de faire les frais de la publicité exigée par la loi ? Subordonner à ces déboursés préalables la fondation d'une société coopérative, c'est presque la rendre impossible.

D'après le projet de réforme, en souffrance dans les archives du Parlement, — projet que dominent ces idées générales : faciliter la constitution des sociétés coopératives, les mettre à la portée de chacun, si minimes que soient ses ressources, en assurer le fonctionnement et la durée, — la rédaction d'un acte notarié serait simplement facultative ; on substituerait, aux annonces par les journaux et des affiches, le dépôt des statuts au greffe du tribunal (justice de paix pour les sociétés de consommation, tribunal de commerce pour les associations de production) ; le prix des actions ne pourrait être

inférieur à 20 francs, ni supérieur à 100 ; les sociétés auraient la faculté de s'adjoindre des membres non actionnaires, sous la dénomination d'adhérents, qui n'auraient à payer qu'un droit d'entrée de 2 francs ; aucune limite ne serait fixée au capital social ; aucun sociétaire ne pourrait posséder une part supérieure à 500 francs ; les privilèges relatifs à l'exemption de l'impôt des patentes, des taxes sur le revenu, les boissons, le transfert des actions, des droits de timbre seraient consacrés.

Cet exposé sommaire de la loi proposée atteste que le législateur apprécie enfin les avantages du mutualisme et que, désormais, il prétend en favoriser l'extension. Ainsi donc, dans un temps, qui est proche, — car la loi nouvelle peut être considérée comme acquise, — il n'existera plus aucun obstacle juridique au développement de la coopération dans notre pays et nous ne doutons pas que « cet enfant, qui est encore au berceau, qui, ayant
« peine à bégayer et agiter ses petits membres, nourrit
« dans son cœur plus gros que sa tête les plus vastes
« ambitions ; à qui il ne suffit pas d'être quelque chose,
« et qui veut être tout. » Nous ne doutons pas, disons-nous, quoi qu'en ait M. P. Leroy-Beaulieu, que ce petit être balbutiant et marchant à peine ne croisse rapidement en taille et en vigueur, au point de devenir comme le bon géant, qui rétablira la justice dans nos sociétés barbares.

Ce qui est incontestable, dès maintenant, c'est que la

base d'un régime coopératif, la coopération de consommation, est aujourd'hui, en France, comme le dit M. Gide, « solidement assise, qu'elle dispose de capitaux relativement considérables, qu'elle tend à se développer rapidement depuis quelques années. » Si tous les coopérateurs français ne sont pas actuellement animés du même esprit (1), si certains d'entre eux se montrent indifférents aux idées de réforme sociale et se préoccupent avant tout de la vente à bon marché, ne sommes-nous pas en droit d'espérer que ces divergences, en somme peu profondes et plus théoriques que pratiques, ne se résolvent peu à peu ? À mesure que l'on se rendra compte des bienfaits de la coopération, à mesure que se perfectionnera le mécanisme des associations de consommation et que, par leur organisation, chaque jour meilleure, se créera un fondement solide, sur lequel élever l'édifice nouveau, on en viendra, petit à petit, à la

(1) Il y a actuellement en France deux partis coopératistes nettement tranchés, que l'on pourrait appeler : l'un le coopératisme conservateur, l'autre le coopératisme socialiste. Le remarquable discours, de pensée si haute et de forme si brillante, que M. Gide prononça en 1889 au Congrès de Paris, fut la cause du schisme, si l'on peut dire. MM. Brelay et Fougrousse trouvèrent que le chef de l'École de Nîmes allait trop loin et jugèrent son programme chimérique et dangereux. M. Brelay compara même, non sans humour, l'éminent professeur de Montpellier, à un pompier qui, pour éteindre un incendie, commence par mettre le feu aux pompes. M. Fougrousse, plus sérieux, s'efforça de démontrer qu'il serait absurde que les sociétés de consommation commanditassent des sociétés de production, qu'il était préférable que celles-ci restassent indépendantes et que celles-là affectassent leurs bonis à des œuvres de prévoyance.

suite des théoriciens du coopérastisme, à croire à sa possibilité, à l'éventualité d'une transformation sociale.

Notre pays, au reste, n'est-il pas celui des innovations hardies ? N'a-t-il pas cru, à une certaine époque, à une révolution économique et sociale par l'association ? Pourquoi abjurerait-il cette foi, alors que, partout, l'association commence à tenir ses promesses ? Assurément il n'y a là qu'un abandon momentané de l'idéal mutualiste, abandon qui s'explique par les déceptions éprouvées et aussi, et peut-être surtout, par les applications pratiques que l'on tente derechef, mais, cette fois, avec plus d'expérience et de méthode. On est tout à l'organisation en ce moment : plus tard, quand cette organisation sera complète, sans doute partira-t-on d'elle pour voir au delà, s'élever plus haut vers d'autres formes sociales (1).

SECTION III

Le mouvement coopératif en Allemagne

L'Angleterre a eu l'initiative des réalisations coopératives, parce que la grande industrie y est particulière-

(1) Notre confiance en l'avenir de la coopération, en France, est justifiée par cet aveu d'un adversaire M. du Maroussem. « Mais il « n'en demeure pas moins évident que, sur tous les points de notre territoire, partant des régions les plus opposées, germant de la « solidarité révolutionnaire, des égoïsmes des classes moyennes,

ment développée, que les classes ouvrières y ont à un haut degré cet esprit de discipline et ce sens de la solidarité, sans lesquels une association ne saurait se maintenir ; que, d'autre part, la cherté des denrées et l'avilissement des salaires, conséquences du Blocus continental, ont poussé, au commencement de ce siècle, les ouvriers anglais à améliorer leurs conditions de vie. Mais qui ne sait qu'Albion ne fait rien pour l'humanité, qu'elle est dépourvue de cette faculté de diffusion, de ce génie d'expansion qui est la marque de notre pays, à ce point qu'il n'est pas d'idée qui n'ait passé par ces cerveaux français, qui n'ait été, pour ainsi parler, clarifiée par eux avant de se répandre dans le monde. Il en fut ainsi de l'idée coopérative, qui a eu, chez nous, la fortune que nous venons de dire avant de franchir le Rhin et d'être adoptée par les Allemands. Elle fut spécialement recueillie, chez eux, par un homme de rare complexion mentale, joignant au génie théorique celui de l'application pratique, Schultze-Delitsch. L'Allemagne se débattait alors dans la pire anarchie : les besoins se tournaient, pour s'y satisfaire, les souffrances, pour s'y apaiser, soit vers les formes vieilles du moyen âge, soit vers les *civitas soli* des idéologues. Schultze-Delitsch, avec un instinct sûr, éclairé, d'ailleurs, par l'étude et l'observation,

« de l'habileté savante, de l'oligarchie des riches, la coopération s'avance à pas de géant. Rien ne sert de signaler les échecs, la mauvaise gestion et l'instabilité des coopératives ouvrières, l'inexpérience et le peu de sympathie des classes moyennes : la marche en avant continue, s'accroît... »

discerna les modes économiques, qui convenaient à son pays selon ses traditions et ses tendances. Ainsi, tandis qu'en Angleterre les premières sociétés étaient sorties des efforts populaires, qu'en France elles avaient eu une origine gouvernementale et officielle, en Allemagne elles procédaient d'une conception théorique, elles surgissaient de la science, de la spéculation dont, encore une fois, elles attestaient la particulière aptitude à se concréter dans les faits, dans les réalités de la politique et de la vie sociale.

Le mouvement coopératif allemand, par cela qu'un seul homme en a été le principal promoteur, présente, dans sa marche, une régularité frappante qui révèle la réalisation d'une théorie, d'un plan logique. Ce qui est remarquable, en outre, dans la conception coopérative allemande, quoi qu'on en puisse penser, d'après les formes qui dominent actuellement, c'est qu'elle tend à rendre le travailleur propriétaire des moyens de production et à éliminer les intermédiaires. Or comment atteindre ce but ? Comment procurer à l'ouvrier le crédit, le capital qui lui manque pour acquérir, pour racheter ses outils. Les voilà, ces salariés, sans fonds, sans garanties, qui inspirent la confiance ; parmi eux, il en est de fort adroits, de laborieux, d'intelligents : leur main experte façonne la matière avec art, la transforme au point qu'elle disparaît dans l'objet fabriqué, lui crée une valeur nouvelle et, pourtant, personne ne leur avancera le moindre sou, parce qu'ils n'ont d'autres gages à offrir

que leur adresse, leur labeur, et que c'est chose fragile comme leur vie, exposée à tous les accidents, aux maladies, à la mort. Mais ces ouvriers, groupez-les, liez-les les uns aux autres par des engagements réciproques, invitez-les à répondre chacun pour tous et tous pour chacun, et voilà que leur travail qui, tout à l'heure, quand ils étaient isolés, ne constituait qu'une sûreté insuffisante, devient, par leur solidarité, une garantie sûre, base d'un crédit facile et solide.

C'est ainsi que se formèrent les sociétés de crédit, dans lesquelles on a tort de voir des institutions ayant exclusivement pour but de défendre les petits commerçants et les ouvriers aisés contre la concentration, la centralisation, si l'on aime mieux, du commerce et de l'industrie. Nous ne prétendons pas que telles n'aient pas été, dans une certaine mesure, les conséquences de leur création ; mais nous maintenons que, dans la pensée de leur fondateur, elles ont toujours eu pour but d'émanciper le prolétariat en lui facilitant l'accès du capital par l'épargne et le crédit (1).

Au reste, les banques populaires (système Schultze-

(1) La tendance générale qui se dégage des travaux du Congrès tenu à Munich en 1892 est l'extension de l'activité sociale à la création de sociétés coopératives de consommation et de production. *L'instrument créé par Schultze-Delitsch, la société de crédit, doit être, dans la pensée de ses disciples, un instrument de régénération sociale* ; il ne doit pas être un aboutissement, mais une étape d'un progrès indéfini, la base solide sur laquelle on s'appuiera pour accroître, dans tous les sens, l'influence de l'esprit d'association et multiplier les entreprises qui en découlent. — L'Émancipation, 15 mars 93, p. 41.

Delitsch et système Raffeissen), si elles sont de beaucoup les plus nombreuses en Allemagne, — on en compte aujourd'hui 4.400, — ne sont pas les seules associations coopératives. A côté d'elles, on trouve des sociétés de consommation, dont nos voisins d'outre-Rhin sont loin de méconnaître les multiples mérites : réduction des dépenses domestiques, pratique aisée de l'épargne, importance du capital appréciée par les classes qui l'attaquent actuellement, initiation de celles-ci aux entreprises industrielles et commerciales. Aussi bien l'Allemagne possède-t-elle actuellement 2.483 sociétés de distribution, réparties, assez inégalement, sur la surface de l'empire. Ce qui est digne de remarque, c'est que ces sociétés, pour la moitié environ, se composent de petits agriculteurs qui s'efforcent, par leur union, de se ménager les avantages de la grande culture : achats en gros d'engrais, usage des machines simplifiant la main-d'œuvre, vente en commun des produits, permettant de se passer des intermédiaires.

Le grand agitateur Lassale fut, avec Schultze-Delitsch, l'initiateur de la coopération de consommation outre-Rhin. Il en propagea l'idée par sa parole éloquente. Il sollicita même pour les sociétés, qui se fondaient, l'appui de l'État, conséquent ainsi avec lui-même, avec sa conscience collectiviste, mais par là se séparant de Schultze-Delitsch, qui ne comptait, pour assurer la réalisation de ses vues, que sur l'initiative privée et les efforts individuels. « N'attendez rien que de vous-mêmes,

« disait-il aux ouvriers, travaillez ; ouvrez et suivez des
« cours pour perfectionner votre instruction ; économi-
« sez, mettez votre épargne en commun ; achetez en
« commun au prix du gros vos denrées de consumma-
« tion et vos matières premières ; faites-vous crédit les
« uns aux autres par l'institution de banques popu-
« laires, et quand, par l'accumulation et la mise en com-
« mun de toutes vos petites épargnes, vous aurez réussi
« à réunir une somme un peu considérable, fondez des
« ateliers coopératifs, des sociétés coopératives de pro-
« duction, qui vous permettent d'être à la fois ouvriers
« et patrons. Avec le bénéfice de vos premières opéra-
« tions, vous pourrez faire de nouvelles tentatives,
« étendre le cercle de vos affaires et ainsi, peu à peu,
« insensiblement, vous arriverez à substituer le régime
« de l'atelier coopératif à celui de l'industrie actuelle. »

A la vérité, si le mouvement coopératif allemand est aujourd'hui de si particulière importance, cela s'explique par le milieu singulièrement favorable où il fut provoqué, milieu préparé par les anciennes corporations d'artisans, qui y avaient perpétué l'esprit d'association.

On serait tenté de croire, sur l'extension qu'a prise cette forme de coopératives, que les applications mutualistes ont commencé par la création de sociétés de crédit. Or, avant que Schultze-Delitsch ne fonde la première banque populaire, en 1850, il existait depuis six ans, en Saxe et en Brunswick, un assez grand nombre d'associations pour l'achat des matières premières. Ces sociétés d'approvi

sionnement végétèrent, il est vrai, tandis que les associations de crédit, à peine créées, se développèrent rapidement. Sans doute cette institution était mieux appropriée au tempérament, aux habitudes, aux besoins de la nation allemande : elle fut donc promptement populaire ; on s'aperçut, alors, que par une organisation bien entendue, le travail pouvait se procurer facilement le crédit qui lui est indispensable. Mais, au reste, d'autres formes de la coopération surgirent ; des associations agricoles, des sociétés de construction, des syndicats de consommateurs se constituèrent, ces derniers sur le modèle des groupes anglais, dont ils approchent par le nombre et la prospérité. Quant aux coopératives de production, nous reconnaissons volontiers qu'elles sont encore rares dans l'empire allemand ; cependant le peu qu'on y rencontre, fonctionnent régulièrement, de façon satisfaisante.

Nous croyons donc être fondé à dire que la coopération, en Allemagne, malgré les apparences, suivant les intentions de ceux qui l'ont préconisée et la pratiquent actuellement, a nettement pris la direction du but, que nous poursuivons, c'est-à-dire l'élimination graduelle des intermédiaires et la réintégration de l'ouvrier en la possession de ses outils. A quoi bon, en effet, ces sociétés de crédit, de consommation, de production, de magasinage, de construction, si ce n'est à supprimer le banquier, le négociant, le détaillant, le patron, le propriétaire, tous les intermédiaires, tous les parasites, qui ne produisent pas et vivent aux dépens

des consommateurs en augmentant considérablement les frais de circulation et de répartition des richesses ? On peut remarquer la tendance des syndicats d'approvisionnement allemands à servir de base, comme en Angleterre, à l'édifice coopératif tout entier, à acquérir des instruments de travail et à produire pour leur propre compte. Quant aux sociétés de crédit, si elles permettent au petit commerce et à la petite industrie de se maintenir contre les grands magasins et les grandes usines, il faut aussi considérer qu'elles facilitent, par les commandités qu'elles consentent, la constitution des sociétés distributives et des coopératives industrielles. En définitive, il nous paraît impossible de tirer un argument, contre le système que nous avons adopté, de la voie dans laquelle s'est engagé le coopératisme allemand ; car si ses moyens diffèrent, l'idéal que son promoteur Schultz-Delisch lui a fait entrevoir est le même que le nôtre. N'a-t-on pas dit que tous les chemins menaient à Rome ?

SECTION IV

Le mouvement coopératif en Italie

Les préoccupations politiques, le souci de l'indépendance nationale à conquérir empêchèrent, d'abord, les Italiens de s'intéresser aux réalisations coopératives que

tentaient les autres pays, et plus encore, de les entreprendre chez eux. Mais, vers 1860, alors que l'ouvrier isolé, livré sans défense à la tyrannie du capital et aux exigences des intermédiaires, n'avait d'autre asile pour s'y soigner, malade, ou vivre ses vieux jours que l'hôpital ou le dépôt de mendicité, des hommes d'initiative et d'âme généreuse fondèrent un certain nombre de sociétés de secours mutuels (1), forme primitive de la coopération en Italie. Il est vrai que ces associations, par les buts multiples, qu'elles se proposèrent et ne purent atteindre à cause de la modicité de leurs ressources, trompèrent les espérances qu'elles avaient fait naître.

Quoi qu'il en soit, l'idée mutualiste avait pris possession des esprits. L'attention était attirée sur ces institutions, qui prospéraient à l'étranger. On songea alors, non plus seulement à protéger l'ouvrier contre des maux éventuels, les accidents, la maladie, la vieillesse, mais à leur assurer, par l'association, des avantages positifs, une vie matérielle plus aisée, la facilité de l'épargne, la propriété de leurs outils, en un mot, la liberté économique. Des sociétés de crédit furent fondées sur le modèle de celles qui existaient en Allemagne, avec, cependant, certaines modifications, que nous indiquerons rapidement. C'est ainsi que, tandis que les coopérateurs alle-

(1) La plupart de ces sociétés, peu à peu, en vinrent à faire des prêts sur l'honneur à leurs membres, soit directement en employant les fonds disponibles du patrimoine social, soit indirectement en créant une caisse spéciale de prêts. — Meneghelli. *Rev. d'éc. pol.*, 93.

mands avaient posé et appliqué le principe de la responsabilité illimitée des sociétaires. Le professeur Luzzatti, le Schultze-Delitsch de l'Italie, maintint avec énergie contre Vigano, autre partisan distingué de la coopération, le principe de la responsabilité limitée, comme plus conforme à l'égalité, qui est de l'essence du régime. Il pensait, en outre, non sans raison, que cette détermination de l'engagement des actionnaires serait particulièrement favorable à la création de banques populaires et, par là, à la vulgarisation de l'idée coopérative. L'expérience prouva qu'il avait vu juste. Les coopératives de crédit eurent une fortune rapide. Beaucoup même prirent un essor prodigieux. Il est vrai que certaines, ne se conformant pas aux conseils de Luzzatti, dégénérèrent bientôt en établissements de crédit ordinaires, avec les inconvénients que ceux-ci comportent ; le but que l'on avait d'abord poursuivi, c'est-à-dire le crédit à bon compte et sans garantie, fut donc abandonné ; on se livra alors à la spéculation, on employa les fonds sociaux à des entreprises aléatoires, afin de pouvoir verser aux actionnaires des dividendes de plus en plus considérables. Ces sociétés, néanmoins, malgré les déviations où elles furent entraînées, ont sensiblement amélioré les conditions de l'économie nationale, en Italie : elles contribuèrent à démocratiser le crédit et, « grâce à la simplification de leur mécanisme, à en étendre les bienfaits à des régions, qu'on y aurait cru réfractaires » (1).

(1) Meneghelli. *Rev. d'éc. pol.*, 93.

A côté de ces banques populaires, de nouvelles sociétés se constituèrent exclusivement composées d'ouvriers, et, pour cela, dites Banques ouvrières, plus modestes, par conséquent, que les précédentes, qui comprenaient des actionnaires bourgeois, admettant le principe de la responsabilité illimitée et, par là nettement différentes des associations dues à l'initiative de Luzzatti, en un mot, merveilleusement appropriées aux habitudes et aux besoins des travailleurs, auxquels elles rendirent et rendent encore de grands services.

Pendant un homme de beaucoup de science et de grand dévouement, le docteur Wollenborg, constatant l'état lamentable de l'agriculture, les difficultés qu'avaient les paysans à se procurer du crédit, songea à importer, à acclimater, pour ainsi parler, en Italie, le système des banques Raffeissen, dont l'utilité était surabondamment prouvée par la faveur particulière dont il jouissait en Allemagne. Par cette initiative intelligente, par les établissements de crédit mutuel, qui la signalèrent, l'industrie agricole fut revivifiée soudain. Certes le docteur Wollenborg eut, pour réaliser son idée, bien des obstacles à vaincre. Il eut à lutter contre l'esprit de routine, la défiance instinctive et l'espèce de fatalisme de ces populations rurales de l'Italie, qui acceptent, avec une résignation facile, le sort qui leur est imparti, les vexations du gouvernement et l'insolence brutale des riches. Peu à peu, néanmoins, par les avantages qu'elles trouvèrent à cette institution, avec cette facilité de revirement or-

dinaire aux paysans d'abord sceptiques, ombrageux, et puis bande moutonnaire, quand l'événement leur démontre l'inanité de leurs appréhensions, les classes rurales adoptèrent l'idée du docteur Wollenborg et, en peu de temps, sur tous les points de la péninsule, de nombreuses sociétés de crédit surgirent, attestant aux travailleurs italiens, par les avantages multiples qu'elles présentent, que l'association est le grand agent de leur émancipation, doublant ainsi, d'un enseignement moral, les services matériels qu'elles rendent.

D'autre part la cherté des vivres, résultant de la multiplication excessive des intermédiaires, provoqua la création de sociétés de consommation. Malgré les difficultés qu'elles durent traverser, les vexations du fisc, la dispersion, l'indiscipline et le dénuement des populations ouvrières, elles se développèrent assez vite et même prospérèrent, là surtout où s'étaient formées des agglomérations de salariés, vivant de la même vie, dans les mêmes conditions de travail et de paye. Quant aux associations de production, on n'en trouve que quelques-unes en Italie. Elles exigent, en effet, comme nous l'avons dit plus haut, des qualités d'ordre et de savoir technique, qui manquent encore aux ouvriers d'outre-monts.

Quoi qu'il en soit, de ces différentes manifestations de la coopération, en Italie, se dégage, en dernière analyse, une direction unique, absolument conforme à l'idéal que nous nous sommes fait. Sans doute, au début

du mouvement, l'association fut considérée plutôt comme un moyen propre à améliorer la condition matérielle des individus que comme le principe d'une transformation industrielle et commerciale. C'est ainsi que d'abord furent créées des sociétés de secours mutuel et des banques populaires, afin d'assurer aux classes pauvres une vie paisible à l'abri des maladies, une vieillesse défendue contre le besoin, et des capitaux pour féconder leur travail. Mais bientôt on s'éleva à des vues plus générales ; on regarda au delà de ce but immédiat, que s'étaient proposé les premiers coopérateurs. On prétendit simplifier le mécanisme économique par la suppression des rouages inutiles, c'est-à-dire l'élimination des intermédiaires. On fonda donc des sociétés de consommation, qui, d'une part, vivement combattues, d'autre part, vaillamment défendues, se développèrent dans la lutte. A la vérité, si les théoriciens de valeur ne manquent pas en Italie, ce qui lui fait défaut, c'est un corps de coopérateurs modestes, intelligents, pratiques, comme il en existe en Angleterre, qui sachent diriger les associations vers l'idéal de transformation sociale formulé par les doctrinaires. Néanmoins, malgré les erreurs de la première heure, malgré les fausses directions, où l'on s'est parfois engagé, malgré de nombreuses imperfections et même le défaut d'unité actuel du mouvement, on doit reconnaître, comme l'écrit Meneghelli, qu'une place importante se prépare pour la coopération en Italie (1).

(1) M. Meneghelli, pour fonder son assertion, donne, entre autres

Au reste, la vitalité, l'intensité de l'action mutualiste fut attestée par les quatre congrès qui se tinrent à Milan dans ces dernières années. Assurément, si les résolutions qui furent votées dans ces réunions demeurèrent lettre morte, on ne doit pas oublier que de telles manifestations, à défaut de résultats immédiats, tangibles, agissent sur les esprits, ouvrent la voie, préparent l'avenir.

SECTION V

Le mouvement coopératif en Belgique

Bien que l'esprit d'association fut assez vivant en Belgique, le mouvement coopératif y est de date récente.

raisons, la suivante : « Nos prolétaires sont déjà convaincus du
« vide des promesses des politiciens et de l'impuissance de nos
« législateurs à améliorer leur condition. Seules les fructueuses
« expériences de l'économie appliquée, venant de l'initiative
« individuelle, pourraient donc les préserver ou les tenir éloignés
« des dangereuses aspirations à de soudains changements sociaux
« qui détruisent et ruinent, sans rien créer, et les engager, avec
« sérénité, confiance, à tenter par eux-mêmes (c'est-à-dire par la
« coopération) leur propre relèvement moral et économique. —
« Meneghelli : Le Mouvement coopératif en Italie. Rev. d'éc.
« pol., 1893. »

Il se produisit d'abord sous la forme de Banques Populaires, créées sur l'initiative de M. d'Andrimont, disciple de Schultze-Delitsch. C'est à Liège que fut fondée la première société de crédit ; promptement on en apprécia l'utilité, par les grands services qu'elle rendit, notamment aux artisans. Aussi eut-elle de multiples imitations. Mais on ne s'en tint pas là. Vers 1864, des membres de la société de secours mutuel de Liège s'employèrent à obtenir, et obtinrent, en effet, d'un certain nombre de commerçants, des réductions sur le prix des marchandises qu'ils leur achetaient. Bientôt, avec les gains ainsi réalisés et amassés, on put ouvrir un magasin d'épicerie. Ce fut la première société de consommation, organisée sur le modèle de celle de Rochdale. D'autres surgirent peu à peu, qui la copièrent dans tous les détails de sa constitution et de son fonctionnement. Il est vrai que les coopérateurs s'efforçaient, activant la propagande par des publications périodiques, par des conférences, où se rencontraient bourgeois et ouvriers, tous animés du même sentiment de ferveur solidariste. Cette campagne méthodique aboutit également à la création de sociétés d'alimentation, dont de généreux philanthropes empruntèrent l'idée et l'organisation pratique à l'association de ce genre, qui fonctionne si heureusement à Grenoble.

Néanmoins, tout d'abord, les progrès de la coopération en Belgique furent lents, jusqu'au jour où les socialistes, prenant la direction du mouvement, l'accéléchèrent, l'amplifièrent singulièrement. « De ce qui précède, dit

« M. Lagasse (1), il appert que le mouvement coopé-
« ratif n'était guère accentué dans notre pays, quand
« quelques boulangeries coopératives se sont formées
« sous les plis du drapeau rouge. »

La plus importante des sociétés coopératives, qui sont sorties de l'agitation collectiviste, est le Vooruit, qui compte aujourd'hui plus de 10.000 adhérents, auxquels il vend du pain, des vêtements, des produits pharmaceutiques, ouvre des salles de lecture et de récréation. Les bénéfices réalisés sont pour une partie affectés à la propagande socialiste (2) : l'autre partie est distribuée aux sociétaires (3).

Ce qui est remarquable dans cette seconde phase, dans cette phase très active, très militante du coopératisme belge, c'est le caractère nettement réformateur qu'il a pris et qu'affirment ceux qui en sont les initiateurs : « Nos sociétés coopératives, disait César de Paepe
« au Congrès international de Paris, n'ont pas eu pour
« but de réaliser des bénéfices pour quelques individus,
« mais de développer entre leurs membres les senti-

(1) Lagasse : Les Sociétés coopératives, p. 63.

(2) Cette répartition faite, la société a encore 10.000 f. de boni annuel.

(3) Bien que les coopérateurs belges affectent à la propagande collectiviste une partie des bénéfices que leurs associations réalisent, nous ne les estimons pas dangereux ; le coopératisme, qui se les est acquis, saura les retenir par les solides avantages qu'il présente. Ils hésiteront, ce nous semble, en gens pratiques qu'ils sont, à lâcher la proie pour l'ombre, la réalité coopérative pour la chimère socialiste.

« ments de solidarité. Malgré leurs buts très complexes,
« elles cherchent à réaliser cet état de choses, où la pro-
« duction aboutira à la consommation. La production se
« fera avec méthode ; les besoins seront connus par un
« bureau de statistique. Il s'agit de supprimer cette
« grande opulence, qui fait un si triste contraste avec la
« misère. »

Au même Congrès de Paris, un autre coopérateur belge faisait ressortir, en des termes un peu déclamatoires, le côté social, solidariste de la coopération en Belgique, le but nettement mutualiste qu'elle vise, la transformation industrielle et commerciale qu'elle prépare. « Une transformation, qui s'esquisse déjà, sortira
« graduellement du stade actuel, avec une rigoureuse
« logique, comme du bouton la fleur.... C'est un fait.
« Le nombre de ceux qui pensent autrement diminue
« chaque jour.... Rien de plus séduisant, à première vue,
« que l'individualisme. D'autre part, c'est une longue pé-
« nétration, fort abstraite, que nécessite la conception
« d'une société si différente de la nôtre, qui la contient
« pourtant en germe..... Des hommes très intelligents
« n'ont pas eu le temps de faire ces études et, le leurre
« de l'individualisme aidant, qui voile subtilement, du
« nom de liberté, une exploitation affreuse et de concur-
« rence féconde, une meurtrière anarchie, ils croient que
« nos institutions sont le moins mauvaises possible.
« Mais quand une société s'immobilise-t-elle ? Toutes les
« formes, qui se sont succédées à travers les âges, s'en

« gendrent naturellement les unes les autres et, selon
« les lois de la vie, il en sera toujours ainsi. Chaque
« forme sort de la précédente comme une fille plus belle
« qui tue sa mère en naissant. »

Ainsi donc, les coopérateurs belges nourrissent l'espoir que, de l'état social actuel, sortira une organisation nouvelle, qui aura pour base la coopération. Cette disposition morale est empreinte dans les résolutions suivantes, qu'ils tentèrent de faire approuver par le Congrès de Paris :

« Le but des sociétés coopératives doit être de travailler à l'amélioration de l'état social, dans son ensemble et, en particulier, de concourir à l'émancipation de la classe ouvrière.

« Le Congrès reconnaissant que les sociétés coopératives ont pour but :

« L'amélioration du sort des ménages ouvriers par l'achat en gros et la répartition des marchandises de première nécessité et surtout de première qualité, qui doivent apporter un bien-être immédiat dans leur intérieur ;

« Qu'une fois que la grande masse des travailleurs aura la consommation à son service, elle aura acquis, par ce fait, l'outillage de production, qui n'est que le complément de la consommation.

« Pour ces motifs :

« Le Congrès invite tous les travailleurs à se joindre aux sociétés coopératives de consommation qui

« ont un but unique : l'émancipation économique et sociale. »

Le mouvement coopératif belge se poursuit donc, comme il appert des lignes précédentes, dans le sens de l'idéal que nous avons formulé. Il n'en est encore, il est vrai, qu'au premier stade de la transformation sociale : l'accaparement de l'industrie commerciale ; mais, dans cette mesure, il a pris un développement assurément inouï (1). Ce qui a sans doute contribué à lui donner cette ampleur, c'est l'émulation dont se sont pris les catholiques belges, qui, ne voulant pas moins faire pour le peuple que les collectivistes, ont fondé une société rivale du Vooruit, le Volksbelang, laquelle, en peu de temps, atteint au même niveau de prospérité et de puissance que l'œuvre socialiste. Nous ferons observer, en passant, que le Volksbelang est plutôt un économat qu'une société coopérative ; quoi qu'il en soit, de cette rivalité résultent une activité prodigieuse, un essor régulier de la coopération, qui sont du meilleur augure, et autorisent tous les espoirs.

SECTION VI

Le mouvement coopératif aux États-Unis

Dans ce pays du prodigieux et du démesuré, où les nouveautés de tous genres ont pu se déployer selon

(1) L'intensité du mouvement coopératif, en Belgique, est telle

leur pleine virtualité, n'ayant pas contre elles, pour entraver leur développement, la ténacité des préjugés et des établissements anciens, où les tentatives les plus hardies ont été exercées, où les systèmes sociaux, construits de toutes pièces dans l'imagination rêveuse de penseurs candides, furent éprouvés, où les transformations économiques du continent européen se sont traduites par un complet bouleversement des conditions de la vie, des fortunes colossales contrastant scandaleusement avec le modique salaire des ouvriers, plus payés cependant que les nôtres, dans un tel milieu d'initiative si ardente, d'activité si fiévreuse, la coopération devait prendre une extension particulière (1).

que, dans ces cinq dernières années, les diverses associations qui y contribuent (Maison du Peuple de Bruxelles, Vooruit de Gand, Werker d'Anvers, Ruche Viervétoise, Populaire et Prolétaire de Flandre et de Vallonie), ont vu quadrupler le nombre de leurs adhérents.

(1) L'excès de la production et de la spéculation a produit dans ces dernières années, aux États-Unis, plus encore qu'en Europe, cet étrange phénomène économique, que l'on désigne sous le nom assez barbare de surproduction. La diffusion de la grande industrie et du commerce international a créé, entre toutes les grandes nations civilisées, une extrême rivalité, par suite de laquelle chacune s'efforce de produire et d'exporter le plus possible ; la spéculation, et d'autres entraînements artificiels et maladifs de notre civilisation moderne, ont fait augmenter encore plus cette production qui est aujourd'hui dévoyée et effrénée. Et l'on en est venu à ce point que les produits obtenus se sont trouvés excéder de beaucoup, sinon les besoins réels, du moins les capacités économiques des populations. De là une exubérance de l'offre, qui a fait baisser tous les prix, qui a arrêté nombre d'industries, qui a privé de travail nombre d'ouvriers et qui, en somme, a jeté une telle perturbation dans la condition des classes productrices, que la baisse des prix elle-même n'a pu permettre l'écoulement des marchandises, la capacité des consommateurs ayant été di-

D'ailleurs elle trouva le terrain préparé, des groupes tout formés, pouvant facilement se changer en sociétés de secours mutuels, de construction, de consommation, de production. Pour des raisons nombreuses, à cause de la puissance de l'argent, devenu, surcette terre de compétition acharnée, la divinité complaisante, qui se livre aux forts, aux habiles du dur combat pour la vie, à cause aussi de leur condition meilleure que celle des travailleurs européens leur permettant de se réunir, de se solidariser et surtout de trouver, parmi eux, les fonds nécessaires aux œuvres collectives, les salariés des États-Unis, dès que furent passés les temps héroïques, si l'on peut dire, de l'organisation industrielle et de l'application du machinisme, sentirent le besoin et bientôt réalisèrent le projet de s'associer, non pas précisément pour opposer à l'action, incontestablement vexatoire et tyrannique, des classes possédantes, une résistance directe, mais, plutôt, pour assurer la protection de leurs intérêts communs et poursuivre l'amélioration progressive de leur sort. C'est alors que se formèrent « ces immenses associations, qui s'étendent sur toute la surface des États de l'Union, et qui sont divisées en innombrables sections et associations locales, et qui comprennent soit des corporations d'un seul métier, soit des classes

minuée dans la même proportion que les prix. En sorte que l'insuffisance de la consommation s'est jointe à la surproduction pour déterminer la permanence de cet état de choses qu'on appelle : une dépression industrielle. — Ugo Rabbeno : Le Mouvement coopératif aux États-Unis. Rev. d'éc. polit., 1887.

« entières de personnes ayant quelques liens communs.
« Ces organisations ne se proposent pas un seul but, ni
« même certains buts déterminés, mais, d'une façon gé-
« nérale, la défense de tous les intérêts communs à leurs
« membres, l'amélioration de leur genre de vie et la
« protection de leurs droits par le moyen d'une action
« collective, et aussi, suivant les circonstances, la créa-
« tion de certaines institutions de prévoyance, qui leur
« paraissent présenter le plus d'avantages » (1). C'est
donc sur la forte base de ces « organisations », pour em-
ployer le terme anglais, que s'est édifiée l'œuvre coopé-
rative aux États-Unis.

Les premières sociétés coopératives qui se fondèrent eurent pour but de procurer à leurs membres les fonds, dont ils pouvaient avoir besoin, pour l'achat d'une maison. Ceci est assez particulier qu'aux États-Unis le goût de la propriété, le désir de posséder un *home*, où l'on vivra avec sa famille, soit à ce point intense que la coopération fut appliquée d'abord à le satisfaire. Ces *Cooperatives Banks*, au reste, par les avantages qu'elles présentent, sont devenues rapidement populaires ; elles contribuèrent ainsi grandement à la propagation de l'idée mutualiste, qui bientôt se manifesta sous des formes nouvelles de sociétés, sociétés de consommation et sociétés de production, ces dernières très nombreuses et très prospères.

(1) Ugo Rabbeno : *id. cit.* — La plus importante de ces associations et la plus fameuse est celle des Chevaliers du Travail.

Les conditions économiques générales, le bien-être relatif des classes laborieuses, la facilité de l'existence matérielle par les produits d'un sol, vierge encore, d'une fécondité rare, la variété et l'abondance des denrées, d'autre part, l'esprit aventureux des Américains, leur passion de la spéculation, et leur dédain pour les gains modestes, retardèrent, aux États-Unis, le développement des sociétés de consommation, lui imprimèrent une allure capricieuse, avec des temps d'arrêt, des reculs même, entravant, de la façon la plus fâcheuse, les progrès de l'institution.

Ajoutons que, dans ces immenses cités du Nouveau-Monde, il n'était pas peu difficile de grouper, autour d'un magasin général, des associés, disséminés ici et là, séparés par de grandes distances ; que le Yankee est égoïste, parfaitement incapable de subordonner son intérêt particulier à un intérêt général, qu'il est impatient de recueillir les bénéfices de l'entreprise, à laquelle il participe, et avide d'y prélever la plus grosse part.

Pour ces diverses raisons, les sociétés de consommation, tout d'abord et d'une manière générale, ne convenaient pas au milieu, auquel on prétendait les adapter. Il est vrai que, dans certains centres, pour des causes particulières : la mauvaise qualité des marchandises vendues par les détaillants, l'endettement de la plupart des consommateurs par les achats à crédit, elles rouvèrent de suite des conditions éminemment favora-

bles (1). Aussi bien, celles qui se fondèrent de la sorte, dispersées sur tout le territoire de l'Union, eurent-elles une rapide fortune, qui se maintient actuellement.

A diverses reprises, de puissantes « organisations », comme la *New England fariners and Mechanics Association*, la *Workingmen's protective Union*, la *Patrons of Husbandry*, les *Sovereings of industry*, tentèrent de fonder des coopératives de consommation qui eussent embrassé la foule considérable de leurs membres, dont les multiples groupes étaient épars dans les différents États de l'Union. Mais ces entreprises n'aboutirent [pas ; ou, du moins, florissantes tant que subsistèrent les circonstances qui les avaient suscitées, elles périclitèrent rapidement, dès que celles-ci vinrent à manquer.

Nous reconnaissons donc, sans peine, que les sociétés de distribution n'ont pas pris, en Amérique, l'extension qui les signale en Europe. Néanmoins, l'idée coopérative se propage (2), chaque jour, aux États-Unis, pénétrant

(1) Au Texas, il existe, depuis plusieurs années, une grande association de consommation, composée uniquement de « Patrons », organisée d'après le système anglais et présentant une certaine ressemblance avec la *Wholesale de Manchester*, en ce sens qu'une bonne part des associés ne sont pas des individus, mais des sociétés ou « granges » dispersées sur tous les points du Texas et qui achètent leurs marchandises par l'intermédiaire d'une association centrale ayant son siège à Galveston..... Malgré les railleries faciles des marchands, les sociétés de consommation se multiplient aux États-Unis et l'on peut dire qu'elles sont poussées par un vent favorable. — Ugo Rabbeno : *id.* cité.

(2) Il existe, en effet, aux États-Unis, des sociétés de propagande coopératiste. C'est ainsi que la puissante association des Chevaliers du Travail, que la *Sociologic Society of America* se pro-

peu à peu les esprits de cette conviction que, par son application, une nouvelle organisation industrielle, plus favorable aux travailleurs, pourra être substituée au régime capitaliste actuel.

Cette faveur, dont jouit le coopératisme aux États-Unis, se manifeste par le succès réel des sociétés de production, qui se sont particulièrement multipliées dans ce pays, où la classe ouvrière est à la fois plus aisée et plus éclairée que partout ailleurs. Il est évident, toutefois, que la décadence rapide de la petite industrie, ruinée par la grande, rendit particulièrement difficile la diffusion des sociétés de production. Celles-ci, en effet, contraintes de satisfaire aux conditions des grosses entreprises, c'est-à-dire de disposer de capitaux considérables et d'employer un personnel très nombreux, devaient assurément s'y heurter aux plus sérieux obstacles.

Ce qui est digne de remarque : c'est que, tandis qu'en Europe, notamment en France, la production coopérative a rempli deux buts distincts : — d'une part, maintenu des artisans dans la catégorie des petits patrons ; d'autre part, élevé au rang de ces derniers des ouvriers salariés, — aux États-Unis, elle ne fut guère tentée que par

posent, entre autres buts, l'étude des lois relatives à l'organisation sociale et la vulgarisation des principes mutualistes dans la nation américaine. La Sociologic Society of America a même institué à New York une coopérative Board, où l'on peut se procurer tous les renseignements touchant la coopération. Elle publie, en outre, un journal, « la Coopérative New of America », consacré à la diffusion de l'idée coopérative.

des employés de la grande industrie. Il est donc rigoureusement vrai de dire qu'elle est spécialement considérée, outre-mer, comme un instrument d'émancipation des classes laborieuses. Cet idéal, au reste, est nettement formulé dans le programme de la grande association des Chevaliers du Travail, sous le patronage de laquelle de nombreuses sociétés de production ont été fondées.

« Nous déclarons, est-il dit, dans cette déclaration de principes, que nos vues sont :

« De considérer la valeur morale et industrielle, plutôt que la richesse, comme la véritable base de la grandeur d'un pays.

« D'assurer aux travailleurs la pleine jouissance des richesses qu'ils produisent..., ainsi que tous les bénéfices, plaisirs et récréations, que peut donner l'association. »

Et, pour atteindre ce but, les Chevaliers du Travail commencent par énumérer diverses mesures législatives à réclamer de l'État, telles que : création de bureaux de statistique du travail, assurances contre les accidents dans les usines, abolition du système d'entreprise dans les travaux de l'État ou des municipalités, prohibition de la main-d'œuvre étrangère, défense de faire travailler, dans les ateliers, les enfants au-dessous de 15 ans, etc. Le programme se clôt ainsi (1) :

« Pendant que nous présenterons les demandes ci-des-

(1) Gide : L'avenir de la Coopération. Rev. socialiste, 1888.

« sus aux gouvernants, nous essaierons de réunir nos
« propres efforts pour établir des institutions coopéra-
« tives, qui, grâce à l'introduction d'un nouveau sys-
« tème industriel, nous permettront d'arriver à l'aboli-
« tion du salariat. »

Au demeurant, cette profession de foi n'est point restée platonique : les membres de la grande association américaine se sont employés très activement à la traduire dans les faits par la création de nombreuses sociétés de production qui, toutes, sont animées de cet esprit de réformation sociale, que respire le programme, reproduit plus haut.

Les États-Unis ont donc fait l'épreuve des diverses formes de coopération : l'expérience est concluante, quoi qu'il semble. Assurément, dans un pays de la sorte, doué de ressources inouïes, neuf, sans passé qui gêne l'avenir et étouffe, dans l'étreinte de traditions surannées, les progrès en leur germe, où le commerce et l'industrie, par leur prospérité invraisemblable, ont enrichi, en peu de temps, toutes les classes de la société, on pouvait raisonnablement compter sur un développement régulier, normal, de l'institution nouvelle. Mais, si l'on songe à la différence des époques où furent fondées les nombreuses coopératives qui existent aujourd'hui aux États-Unis, à la multiplicité de leurs origines, à la variété des milieux d'où elles surgirent, aux vicissitudes, aux commotions politiques qui troublèrent si profondément, vers 1860, les États de l'Union, on ne s'étonnera plus

de l'allure discontinue, dérégulée, capricieuse, qui signale le mouvement coopératif en Amérique, de l'aspect hétérogène, protéiforme, qu'il revêt, comme une conséquence de l'extrême diversité des lieux auxquels il dut s'approprier.

Mais ce qui est essentiel, ce qui tourne en argument pour les tenants de l'école de Nîmes, c'est la fortune particulière des sociétés de consommation et de celles de production : c'est aussi le chemin qu'a fait l'idée coopérative dans les cerveaux américains, convaincus enfin, par l'expérience, de l'efficacité de ces combinaisons nouvelles. Nous ne doutons pas que, maintenant, le mouvement coopératif aux États-Unis, les difficultés de l'adaptation première aux différents milieux où il s'est produit étant désormais vaincues, ne suive une direction plus rectiligne, ne s'achemine plus méthodiquement vers un but mieux défini. Et, sur ce point, sur l'avenir de la coopération américaine, nous partageons pleinement l'espoir, fort de l'étude des faits et de leur vue scientifique, que nourrit M. Ugo Rabbeno, dans un savant article de la *Revue d'économie politique*, auquel nous avons beaucoup emprunté.

Quelle conclusion se dégage donc de cet examen rapide de la coopération, dans les différents pays où elle est pratiquée, si ce n'est que les coopérateurs anglais, français, belges, italiens, allemands, américains, ont un même idéal auquel ils croient ardemment et qu'ils pour-

suivent avec la force de la passion, idéal qui ne tend à rien moins qu'à supprimer les intermédiaires, à réintégrer l'ouvrier en la possession de ses outils, à simplifier, en un mot, le mécanisme économique dont le fonctionnement actuel est si dispendieux par les déperditions de forces, qui en sont la conséquence inévitable. Devant l'expérience concluante que la France et l'étranger ont tentée, on ne peut, de bonne foi, taxer de chimère un système que recommandait déjà l'autorité de ses auteurs : l'épreuve pratique qui en a été faite, qui en est faite chaque jour, atteste suffisamment, aux esprits les plus positifs, que le régime coopératif n'est pas une théorie en l'air, mais une organisation bien réelle et bien vivante. Quand, en effet, dans le court laps de cinquante ans, une institution a eu la fortune singulière qui le marque, on peut affirmer, sans trop de présomption, que l'avenir lui appartient.

CHAPITRE VI

DES CAUSES QUI, DANS LES DIVERS PAYS, RALENTISSENT LE MOUVEMENT COOPÉRATIF

Et d'abord s'étonner de leur existence serait naïf, témoignerait d'une étrange ignorance de l'histoire, des conditions dans lesquelles s'effectue une rénovation sociale. On conçoit aisément que, lorsqu'il s'agit de remplacer un établissement économique, de fondation déjà lointaine, par une organisation nouvelle, cela ne puisse être l'œuvre d'un jour, qu'il y faut une préparation longue, des tâtonnements dans l'inconnu, des élans soudains aussitôt suivis de reculs, des enthousiasmes bientôt glacés de déboires, et nous ne parlerons pas des préjugés si profondément enracinés que, pour les ébranler, il n'est pas de trop des opinions audacieuses, des théories subversives s'infiltrant peu à peu dans les esprits et les captant enfin, ni des intérêts menacés, qui, s'érigeant en principes et disposant des puissances sociales, se

défendent aussi âprement par la discussion doctrinale que par la violence légale. Ne nous abusons donc pas : une société ne se transforme pas ainsi, sans patience, sans action progressive, sans le secours du temps, qui travaille toujours pour les œuvres d'équité, comme s'il était le mystérieux artisan de cette justice immanente, qui vient à son jour et à son heure.

Aussi bien, averti des difficultés qui entravent tout mouvement de réforme, sachant les obstacles multiples qui empêchent les changements les plus nécessaires, nous sommes plutôt surpris du développement qu'a pris la coopération, en Europe et en Amérique, que de ses insuccès, des tentatives avortées ici et là (1). Les causes de ces échecs, nous croyons devoir les analyser, les reconnaître, afin de les supprimer, s'il est possible, et, par là, favoriser un développement, trop paresseux, à notre gré, hâter une évolution, bienfaisante aux classes laborieuses, à la société tout entière, par les convulsions, qu'elle peut prévenir, par cette terrible guerre des pauvres contre les riches, qu'elle conjurera, par le salut même de notre civilisation, qui pourra trouver, dans un état de solidarité et de justice, le renouveau,

(1) Des succès éclatants et durables démontrent la possibilité du travail coopératif. Si l'on pouvait et si l'on daignait y réfléchir, on comprendrait qu'une transformation si considérable, qui n'a pas pour objet la matière inerte, mais l'activité des hommes, leurs habitudes, leur intelligence et leur volonté, ne saurait s'accomplir que lentement, au prix de beaucoup d'essais et d'efforts, en sorte qu'un succès unique prouve infiniment plus que mille revers. — Secrétan : Les Droits de l'humanité.

dont elle a besoin, la source de Jouvence, où elle puisera une vigueur nouvelle et rajeunira sont front vieilli, ridé par l'amertume des jours et le souci des insondables problèmes.

On peut ranger sous les trois chefs suivants : matériels, intellectuels, moraux, les différents obstacles qui ont retardé le mouvement coopératif à l'étranger et en France.

En premier lieu donc, les causes qui ont gêné l'extension du mutualisme ont été matérielles. Les ouvriers, en effet, ne disposaient pas des capitaux nécessaires pour engager la lutte contre les intermédiaires et les producteurs. Il était indispensable qu'ils s'enrichissent par l'épargne et il fallait trouver un procédé, qui la facilitât, qui n'obligeât pas l'ouvrier à se hausser, chaque jour, à l'héroïsme, qui lui permit, pour employer l'expression humoristique de M. Gide, d'économiser sans douleur. Car il est pénible, et il y faut de l'héroïsme, de s'imposer des privations quotidiennes en vue d'une entreprise, lointaine encore. Ce sacrifice du présent à l'avenir, ce détachement absolu impliquent une force de caractère peu commune, dont, certes, les classes laborieuses ne sont pas dépourvues, mais qui, le plus souvent, succombe à l'appétit des jouissances immédiates, des plaisirs indifférés ; et qu'ici celui-là, qui est exempt de l'humaine faiblesse, vienne jeter la première pierre !

À l'heure actuelle, l'expédient est trouvé : on peut devenir riche pendant son sommeil ; l'épargne se fait auto-

matiquement par le jeu des sociétés de consommation. L'ouvrier, désormais, peut être à la fois plus prodigue et plus économe : il ne peut dépenser sans épargner. La classe pauvre dispose, donc, d'un merveilleux instrument d'enrichissement et d'émancipation ; il n'est pas douteux qu'elle s'en serve. Il ne faut point la mal juger tant qu'on lui fasse l'injure de penser qu'elle méconnaîtra ce moyen et négligera d'y recourir.

Ce qui est essentiel, c'est que les travailleurs ne puissent compter, pour fonder des associations coopératives, que sur les fonds qu'ils recueilleront parmi eux. On a pu remarquer, en effet, que les capitaux qui leur étaient fournis par l'État ou dont les gratifiait la générosité des particuliers, étaient rapidement dissipés sans profit (1). Nous avons dit ce qu'il advint des sociétés de production, qui surgirent dans l'enthousiasme mutualiste de 1848 et furent subventionnées par le gouvernement provisoire, ainsi que de celles qui se constituèrent, sous le second Empire, avec la commandite, presque gratuite, de deux banques populaires, que ruina bientôt cette malencontreuse combinaison.

Si en Angleterre, en Allemagne, aux États-Unis la coopération se signale par un développement plus suivi,

(1) Il convient aussi de faire observer que l'ouvrier, sociétaire d'une coopérative qui s'est faite elle-même, pour ainsi parler, qui a grandi sans aide, prospéré par les seules qualités de ses membres, trouve, dans sa position, le plus puissant encouragement : il sent toute sa responsabilité, qu'il dépend de lui seul et, dès lors, son activité et son travail assurent son avenir.

plus un et plus rapide qu'en France, cela ne saurait s'expliquer que par la situation particulière des classes ouvrières qui, pour des raisons différentes selon l'un ou l'autre de ces trois pays, disposaient des fonds suffisants pour entreprendre la conquête des diverses industries. On s'en va répétant que l'argent est le nerf de la guerre. Nous dirons que l'argent est le nerf de la coopération. Or les moyens de s'en procurer ne sont pas tellement nombreux que l'on n'ait que l'embarras du choix ; au reste nous les avons déjà indiqués : constituer des sociétés de consommation, comme ont fait les ouvriers anglais, ou des sociétés de crédit comme ont fait les ouvriers allemands, des sociétés de crédit, ajouterons-nous, destinées à devenir peu à peu des sociétés de consommation, car nous rappellerons que ce sont des associations de ce genre, qui doivent former la base large et puissante de l'édifice coopératif.

Le manque de capitaux ne saurait donc être, aujourd'hui, considéré comme un obstacle sérieux au développement de la coopération. Ceux qui persistent à en faire un argument contre la thèse de l'école de Nîmes ne remarquent pas, sans doute, qu'ils raisonnent à côté, comme si les coopérateurs préconisaient la création de sociétés de production, avant que, par les associations de consommation, les travailleurs manuels aient amélioré leur condition matérielle au point de pouvoir désormais épargner facilement, se constituer un petit pécule et s'affranchir, ainsi, de la sujétion des patrons.

Il importe de commencer par le commencement, encore que cela soit bien un peu prud'hommes que et, donc, prôner toutes les combinaisons propres à faciliter l'enrichissement des classes laborieuses, les économats, les caisses d'épargne, les institutions de prévoyance, la participation aux bénéfices, les coopératives de crédit et de consommation, etc. ; alors, ce but atteint, des réserves ayant été accumulées, l'accaparement successif des industries commerciale, manufacturière, agricole, pourra être méthodiquement poursuivi, la lutte engagée avec la certitude de la victoire, d'autant plus que les consommateurs, par la force de leur union, seront maîtres du marché.

On se passera, de la sorte, de l'intervention de l'État, pour laquelle Lassalle se prononçait, avec l'autorité de son beau talent, et de l'assistance privée, inspirée de la fraternité évangélique, dont Mgr Ketteler fut le vaillant partisan. Ce n'est pas, en définitive, que nous repoussions absolument ces deux combinaisons : nous y recourrions au besoin, comme pis-aller. Mais nous estimons — et, sous ce rapport, nous sommes avec les libéraux — que rien de solide, rien de durable ne peut se fonder dans une société, qui n'ait son principe, son substrat dans l'individu. Cela seul résiste à l'action du temps, des influences diverses, qui s'exercent dans un milieu social, qui procède de la spontanéité personnelle, de la volonté humaine, du moi de chacun. Vous n'avez rien fait, quand vous avez subventionné une association coopérative, si vous n'avez pas suscité, en ses membres, le

sens de l'épargne, et ce sens ne peut guère naître que de l'économie pratiquée ; or est-ce provoquer l'ouvrier à cette vertu que de lui garantir les avantages qu'elle procure ? A quoi bon, dira-t-il, m'affilier à un groupe, épargner pour devenir patron à mon tour, si une Providence veille sur moi et m'en fournit les moyens ?

Or il est certain que, par la pratique de la coopération de consommation, les travailleurs manuels acquerront ce goût, qui assurera leur affranchissement économique, comme, d'ailleurs, les capacités administratives et commerciales, qui leur sont indispensables, pour entreprendre eux-mêmes la production des denrées nécessaires à la vie.

Et, ainsi, sera supprimée la seconde cause des échecs de la coopération, le défaut de qualités intellectuelles, d'aptitudes spéciales, de mérites techniques chez les salariés.

Au reste, il est remarquable comme tout se correspond, est harmonieux dans l'évolution humaine. En effet, tandis qu'il s'affirme, actuellement, une tendance, un courant vers le coopératisme, c'est-à-dire vers un régime, sous lequel l'ouvrier affranchi sera maître de ses destinées, dirigera la production, aura droit à l'intégralité des produits de son travail, l'instruction se répand dans les foules par la diffusion de l'enseignement, la lecture des journaux, l'activité intellectuelle, plus intense, créant une ambiance, dont se pénètrent les esprits les plus réfractaires. Donc, de plus en plus,

les classes inférieures s'éclairent, s'élèvent par la culture de l'intelligence et, chaque jour, deviennent plus aptes à la gestion industrielle et commerciale (1).

(1) Il faut reconnaître qu'en France on a négligé l'instruction coopérative proprement dite, l'enseignement inspiré de l'esprit mutualiste. Il n'y a guère que le groupe de Nîmes qui en aie eu souci, avec une juste appréciation de son importance. Il convient, en effet, de considérer que l'ampleur du mouvement coopératif anglais s'explique par la propagande, la diffusion méthodique de la conception coopératiste. Les Anglais se sont dit que les idées mènent le monde, et ils ont semé des idées, certains de récolter des faits. Leurs sociétés s'occupent, de la façon la plus sérieuse, de l'éducation de leurs membres ; elle semblent craindre que les nouvelles générations, plus individualistes, plus jalouses d'une indépendance faussement comprise, ne les désertent et, donc, elles s'efforcent de leur inspirer l'enthousiasme du but qu'elles poursuivent : « Nous savons tous qu'il y a, parmi nous, des hommes « dont toute la vie a été au service de leur idéal. Nous avons de « bons motifs d'admettre que l'enthousiasme, bien loin d'être « fantastique et peu pratique, est, de toutes les choses de ce « monde, celle qui a le plus de succès ; il est la plus pratique : « s'il n'est pas le directeur, il est la force motrice. » Ainsi s'exprimait, en 1880, à Plymouth, M^{lle} Sharp, coopératiste ardente : il n'est pas de coopératiste anglais, vraiment digne de ce nom, qui n'eût tenu le même langage, parce qu'il n'en est pas qui n'ait à cœur de propager, de communiquer, de susciter la foi en la coopération. C'est dans cette vue que les chefs du parti, on peut dire les apôtres de cette religion nouvelle, multiplient les congrès et les conférences, répondent, prodiguent les brochures, les périodiques de toutes sortes. « La nécessité, continue M^{lle} Sharp, a « conduit beaucoup de vieux sociétaires à étudier la nature de la « coopération, mais le gain, qui en résulte, engagea beaucoup « de jeunes gens à s'en préoccuper d'autant moins. Mais si les « jeunes ne saisissent pas l'importance et le but que suit le mouvement, où prendrons-nous à l'avenir nos chefs ? A notre avis, « il serait profitable à chaque société de sacrifier au moins « 2 1/2 0/0 de son bénéfice pour l'enseignement. Si elles ont du « succès sans cela, cela vient de ce que l'ancienne génération vit « encore ; mais quand celle-ci ne gèrera plus les affaires, les « sociétés courront de grands risques. » Ces appréhensions,

Aussi bien, l'intervention de l'État, en vue de dispenser, aux travailleurs manuels, l'instruction dont ils ont besoin, est-elle pleinement justifiée ? Nous reconnaissons que, chez nous, il a été beaucoup fait à cet égard. On a institué des cours gratuits, multiplié les écoles professionnelles, montré, en un mot, un souci réel de donner aux cerveaux populaires le pain de l'esprit, non moins nécessaire que celui du corps. Au demeurant, on n'a fait ainsi qu'œuvre de justice. Car il appartient à l'État d'assurer à tous une part de ce patrimoine intellectuel, que chaque génération transmet à celle qui la suit. Il y a là une propriété commune à laquelle chacun a droit, et la société faillirait à ses devoirs envers ceux qui la composent, si elle négligeait de leur en garantir indistinctement la jouissance. En mettant, par la gratuité,

certes, nous semblent mal fondées. Est-ce que, en effet, la coopération, par la faveur même dont elle jouit en Angleterre, ne se recommande pas d'elle-même aux générations qui montent ? Les faits sont-ils donc moins éloquentes que les homélies des ouvertures de Congrès ? Est-ce que les témoignages, qui se voient des yeux, qui se touchent des mains, ne sont pas plus frappants, aux esprits positifs de nos voisins d'outre-Manche, que les apologies solennelles des apôtres du mouvement ? Nous le pensons. Mais, à tout prendre, on serait mal venu à ne pas souscrire aux bibliothèques, aux salles de lecture que les sociétés anglaises ouvrent à leurs membres, aux spectacles, aux réunions de toutes sortes qu'elles organisent : car ce sont là d'excellents moyens d'éducation. « Le mouvement, dit le professeur Stuart de Cambridge, ne peut pas reposer sur l'intelligence de quelques-uns, mais son succès dépendra des masses qui, si elles sont ignorantes, ne pourront, à aucun égard, juger des avantages de telle ou telle entreprise industrielle. Les pionniers du mouvement coopératif n'ont donc pas seulement à créer des capitaux, mais à répandre l'éducation parmi les sociétaires. » Il serait bon que les coopérateurs français méditassent ces judicieuses observations.

l'instruction à la portée des plus pauvres, le législateur français a obéi aux considérations qui précèdent, et, de la sorte, il a rendu possibles tous les progrès, quoi qu'on en dise, quels que soient d'ailleurs les faits actuels, qui semblent condamner la vulgarisation du savoir par le dépeuplement des campagnes, l'abandon des métiers manuels, les ambitions surchauffées, la science mal assimilée façonnant des déclassés et des révoltés; selon nous, il faut voir là une crise d'où nous sortirons et qui se résoudra dans la coopération, devenue de pratique facile par le développement de la mentalité des classes inférieures.

Mais les lumières ne suffisent pas : qu'importe que les ouvriers soient instruits, s'ils manquent de cet esprit de discipline, de ce sentiment de respect pour les autorités, qu'ils ont constituées, de cette confiance réciproque, de cette abnégation, sans lesquelles une association, quelque but qu'elle se propose, est impossible. Les ouvriers ne doivent pas oublier qu'une société ne peut se maintenir que par la subordination volontaire de ses membres aux règles qu'ils se sont données, par le sacrifice de leur intérêt personnel à l'intérêt général, par un sens très vif de la solidarité qui les unit. Ces qualités (1), nous l'avouons, sont assez rares dans la

(1) Quel a été, jusqu'ici, en France, le plus grand obstacle au succès des associations de travailleurs ? C'est le défaut de discipline et surtout de science. Il faut, pour réussir, une société d'ouvriers honnêtes, patients et dévoués à l'œuvre. Il faut aussi à cette société une tête, qui en prenne la direction. — Vacherot.

population ouvrière française. Nos prolétaires sont un peu individualistes ; ils aiment à ne relever que d'eux. Ils n'ont de goût pour aucun joug, quel qu'il soit, même celui qu'ils ont d'abord librement accepté. Faites-les entrer dans une association coopérative, ils seront bientôt jaloux des gérants, qu'ils auront eux-mêmes nommés ; ils se montreront défiants à leur égard, obéiront en rechignant aux ordres qui leur seront donnés. Sans doute, l'ouvrier français est avisé, industrieux, possédant un véritable sens artistique, qui fait sa supériorité dans les articles de luxe ; mais il est de nature ombreuse à l'endroit de son patron, d'un supérieur, quel qu'il soit, très indépendant de caractère et fier d'humeur. La Révolution n'a pas peu contribué à former cet esprit individualiste, qui peut être funeste par l'élément dissolvant qu'il comporte. Mais nous ne désespérons pas de voir la socialité se développer dans les masses laborieuses, la solidarité, si généralement enseignée aujourd'hui, devenir un sentiment commun et redonner à notre société disjointe cette cohésion bienfaisante, qui se manifeste en vie active et féconde.

Il est certain que, sous le rapport des qualités qu'exige l'association, les Allemands et les Anglais sont mieux doués que nous. Leurs ouvriers, avec une ardeur singulière à s'instruire, ont, au plus haut degré, l'instinct demutualité. Cela tient, sans doute, à ce que les groupements, qui s'étaient constitués, chez eux, au moyen âge, se sont maintenus, alors qu'en France ils

ont été dissous par une révolution, qui, comme l'a dit Royer-Collard, n'a laissé debout que des individus. Et, ainsi, se sont conservées, parmi ces peuples, les vertus qu'implique l'association : un certain oubli de soi, l'effacement de la personnalité, la dépendance consentie. Aussi bien, grâce à ces dispositions morales, à cet état d'âme (1), pour nous servir d'un mot en vogue, les salariés d'Angleterre et d'Allemagne s'acheminent-ils graduellement vers la suppression du salariat et leur complète émancipation. Ce goût de l'ordre, cette discipline sont une des causes certaines des progrès de la coopération dans ces deux pays. Et aussi, par la confiance que les travailleurs manuels y ont les uns dans les autres, ils peuvent prendre dans leurs rangs, et non emprunter aux classes aisées, les comptables, les administrateurs, les directeurs de leurs entreprises et, à mieux connaître, de la sorte, les personnes qui en sont l'objet, leurs choix peuvent être plus sûrs. D'autre part, de ce qu'ils ont cette conduite ordonnée, sage, généreuse, de ce qu'ils trouvent parmi eux les éléments de leur affranchissement et de leur élévation sociale, ils prennent une plus pleine conscience de leur dignité et, par là, se fortifie leur moralité, s'accroît leur prestige.

(1) Ce qui a fait le succès des sociétés de consommation, en Angleterre, c'est, il faut le dire, le bon sens et l'esprit pratique de l'ouvrier anglais, qui commence toujours comme le politique, par l'œuvre la moins difficile. Notre génie à nous est tout différent. Il aime à s'attaquer aux œuvres qui offrent, tout à la fois, plus d'intérêt et plus de difficultés. — Vacherot.

Mais ces causes, manque de capitaux, défaut d'éducation de la classe ouvrière, etc., qui ont ralenti la marche du coopératisme, lui étaient comme intérieures : il était, si l'on peut dire, faible de complexion, mal armé pour la lutte. D'autres obstacles ont surgi devant lui, extérieurs ceux-là, mais aussi peu redoutables et dont il peut également triompher. Et d'abord les progrès de la coopération ont excité la jalousie des commerçants.

« Les boutiquiers, dit M. Brelay, sont furieux contre ces établissements (les sociétés de consommation) qui leur enlèvent une partie notable de leur clientèle, font connaître leurs bénéfices vrais ou occultes, emploient, à moins de frais qu'eux, leurs meilleurs moyens d'action, et les menacent sérieusement pour l'avenir dans leur rôle d'intermédiaires. » Voici donc les marchands menant, contre les coopérateurs, une campagne acharnée, s'efforçant de gagner à leur cause les pouvoirs publics, y trouvant, au reste, des défenseurs assez aveuglés par la passion pour ne plus voir justement les choses. Tel M. Georges Berry se faisant, en 1893, au conseil municipal de Paris, l'organe des commerçants et formulant le vœu qui suit :

« Considérant que la plupart des sociétés coopératives, créées dans le but d'être utiles à l'ouvrier, sont, pour la plupart, de véritables sociétés d'exploitation, émet le vœu que la chambre place ces sociétés sous le droit commun. »

Le droit commun, c'est la suppression des privilèges

fiscaux, qui sont reconnus aux sociétés coopératives. Le vœu a été pris en considération. Il faut souhaiter que ce soit là la seule attention qu'on lui accorde (1).

M. Gide eut l'occasion d'éprouver personnellement l'hostilité des commerçants, à Montpellier, où il devait faire, certain jour, une conférence pour aider à la fondation d'une société de consommation. Les bouchers et les épiciers de la ville firent venir, en le payant fort cher, un avocat de la Cour d'assises de Paris, qui parla contre la coopération ; la vieille cité languedocienne fut en effervescence durant un mois.

Certes, si les marchands n'étaient pas, pour la plupart, des Bouvard et Pécuchet, dépourvus de philosophie, ils s'agiteraient moins ; ils ne s'efforceraient pas puérilement d'inventer mille faux griefs pour détourner les ouvriers d'une institution, dont les avantages sont prouvés ; ils se diraient qu'en « économie politique, comme « ailleurs, tout progrès se paie et que toute transition « ne laisse pas que d'être douloureuse », et, sagement,

(1) A une industrie qui concentre les capitaux, emploie les machines, divise à l'infini le travail, il faut un commerce puissant, capable de lui ouvrir de larges débouchés. Réduire le nombre des intermédiaires, entrer en relations directes avec la consommation, abaisser au minimum le prix du service commercial, qui, sans ces conditions, deviendrait parasitaire, tel est le but ; l'atteindre, c'est satisfaire l'intérêt de tous : producteurs et consommateurs. Si respectables que soient, à certains égards, les plaintes du petit commerce, *elles ne sauraient être écoutées*, car il n'est aucunement nécessaire que la France paie les fonctions économiques plus cher qu'elles ne valent. — 25 février 1893. Le Monde économique.

ils se résigneraient à une évolution, contre laquelle ils ne peuvent rien ; mais, au reste, accepter ce qui est fatal, c'est peut-être trop demander à des hommes !

Enfin, il est un dernier obstacle qui entrave le développement du coopératisme, c'est le collectivisme. Les socialistes, en effet, ne voient pas d'un œil favorable les progrès de la coopération. Loin d'encourager les ouvriers à s'associer en vue de consommer ou de produire, ils les en dissuadent, leur représentant que cette combinaison est un dernier piège des capitalistes qui, menacés dans leurs richesses, s'ingénient aux moyens de comprimer la révolution imminente. De ces insinuations résulte une division fâcheuse de théoriciens assez faits pour s'entendre, au moins provisoirement. Le coopératisme et le socialisme ont, en effet, une origine commune, étant sortis l'un et l'autre de l'associationnisme d'Owen en Angleterre et de celui de Fourier en France. A la vérité, de bonne heure, ils manifestèrent chacun une tendance propre, l'un plus attaché à la liberté, l'autre s'appuyant sur le dogme de l'État-Providence ; celui-ci plus pacifique parce qu'évolutionniste, celui-là plus combatif parce que révolutionnaire. Néanmoins, malgré ces divergences fondamentales, jusqu'au Congrès de Marseille, coopérateurs et socialistes français demeurèrent unis. A cette date, par l'intransigeance de M. Jules Guesde, jeune alors et, comme tel, partisan inflexible du bloc, du tout ou rien, une scission se produisit, que, toutefois, certains collectivistes, notamment le distingué

auteur du *Socialisme intégral*, M. Benoist Malon, n'approuvèrent pas, sachant l'œuvre commune, l'œuvre de rénovation sociale, que les uns et les autres poursuivent (1). Cette similitude de but, au reste, n'a pas échappé, ni aux socialistes anglais, qui ont largement contribué à la diffusion des idées de Vansittart Neale, ni aux collectivistes belges, dont les chefs, César de Poepe (2) et Anaseele, — celui-ci directeur du *Vooruit*, organe commun des coopérateurs et des collectivistes, — ont été les promoteurs du mouvement coopératif en Belgique, ni enfin aux socialistes allemands, que Bebel et Liebknecht poussent très franchement dans la voie de l'association (3).

(1) Les coopérateurs, a-t-il dit, marchent avec les socialistes de vieille roche : ils exercent une action connexe. Loin d'être des ennemis, comme d'aucuns l'ont dit, les socialistes et les coopérateurs doivent donc être des alliés.

(2) Les lignes qui suivent, empruntées à un article de la Revue socialiste, justifient notre assertion. « Au sein du mouvement ouvrier contemporain, le trade-unionisme, le coopératisme, le mutualisme, l'interventionnisme, le collectivisme, le communisme, au lieu de nous apparaître comme autant de mouvements ou de conceptions antagoniques, sont, à nos yeux, des tentatives de réalisation, de plus en plus complète, d'une même idée : l'association, la solidarité, la socialisation. Autant d'étapes vers cet idéal : chacun pour tous, tous pour chacun. » — César de Poepe.

(3) Cependant il a été déclaré au dernier congrès socialiste, tenu à Berlin en 1893, que : « le parti socialiste ne peut approuver la fondation de sociétés coopératives que là où elles ont pour but d'assurer l'existence sociale des ouvriers sans travail par suite de leur participation à une lutte économique ou politique ou là où elles servent à faciliter l'agitation ; que, dans les autres circonstances, les compagnons auront à s'opposer à l'organisation des sociétés coopératives et, notamment, à com-

CONCLUSION

Nous avons, dans la première partie de cette étude, assez longuement insisté sur la tendance de la solidarité naturelle, qui unit, par mille rapports nécessaires, les éléments du monde physique, comme ceux du monde sociologique, à se transformer, dans l'humanité, où se connaît et se sent l'être universel, en solidarité morale, voulue et consciente. Nous avons dit comment le régime coopératif n'était que l'application du principe de mutualité, la systématisation de l'état de dépendance réciproque, dans lequel se trouvent spontanément les forces économiques. Nous avons, enfin, par un examen sommaire du mouvement coopératif en Europe et en Amérique, comme, aussi, par l'analyse des causes qui ont pu le ralentir, montré la possibilité pratique du système que préconise l'école de Nîmes. Qu'il nous soit permis, maintenant, en manière de conclusion, d'exprimer notre foi dans ce régime, d'en affirmer la réalisation graduelle dans un avenir, qui n'est pas indéterminé, quoique prétendent les partisans de l'orthodoxie, trop satisfaits, à notre gré, de ce qui est, ne rêvant d'autre transformation que celle qui résultera de la fatalité im-

« battre l'idée que la coopération est à même d'améliorer la situation des ouvriers en tant que classe, de supprimer ou seulement d'atténuer la lutte économique, dans laquelle les travailleurs sont engagés. »

manente, croyant à la liberté dans leurs discours et leurs écrits, du bout des lèvres, mais, au fond, déterministes et n'ayant pas assez d'anathèmes lorsqu'un esprit ouvert et novateur conçoit un changement de l'ordre actuel, par l'action de la volonté humaine.

Nous croyons, donc, à l'avenir de la coopération, parce qu'elle nous apparaît comme conforme à cette loi d'association, dont nous avons constaté l'universalité dans la nature et dans l'humanité. M. Izoulet (1) l'a signalé, en un livre, de style brillant et de pensée neuve, qui a fait un certain bruit : tout, dans l'univers, est association, depuis le caillou qui gît sur le chemin, jusqu'aux sociétés d'hommes qui se disputent les parties habitables de notre planète : les cristaux, qui se forment en figures géométriques, aux nuances multicolores, sont des composés de molécules, qui eux-mêmes ne sont pas des éléments simples. Nos organes, les tissus qui les constituent, sont des groupements de cellules. Si l'on parcourt les solitudes verdoyantes de l'Amérique du Sud ou de l'Afrique centrale, ne voit-on pas errer, en troupes galopantes, des bandes de chevaux, de

(1) L'association mène à cette limite idéale d'en haut, à cette fournaise de vie et d'âme, qu'on appelle Être suprême ou Dieu... c'est le degré d'association qui échelonne les mondes et étage les créations en de magnifiques hiérarchies intarissablement.

Le Cosmos est un système d'astres. Le Zoon est un système de cellules. Le Polis est un système d'individus. La cellule elle-même est un système d'éléments et l'univers, en son entier, n'est évidemment pas une collection d'épisodes, pour parler comme le vieil Aristote, mais un tout bien lié, un système total, un poème, une grande tragédie, comme a dit, de nos jours, Fauerbach. — Izoulet : La Cité moderne.

boeufs ou d'antilopes, vivant sous quel régime, nous ne le savons, monarchie ou république, peu importe, mais vivant en commun, broutant aux mêmes prairies, buvant aux mêmes sources, se défendant contre les mêmes ennemis. Il semble donc que la solidarité soit une règle inéluctable, à laquelle sont soumises toutes les forces de la vie, invinciblement attirées les unes vers les autres, pour s'unir, se grouper, et, à mesure qu'elles deviennent moins déterminées, plus volontaires, plus libres, s'associer dans la pleine conscience de leur dépendance réciproque (1).

Mais ne nous y trompons pas : de ce que, dans nos sociétés d'organisation capitalistique, nous avons vu en la seconde moitié de ce siècle, les fortunes se concentrer, se constituer en syndicats, en associations anonymes, qui, par la puissance de l'argent, dominent aujourd'hui le marché, il n'en faudrait pas conclure, avec certains économistes, que ce phénomène économique n'est qu'une manifestation du processus, que nous avons signalé, et, partant, le symptôme d'une transformation prochaine, d'un état social nouveau, où

(1) M. le docteur Pioger, dans un récent article de la Revue socialiste, exprime la même idée, bien qu'en des termes moins généraux : « Pour nous, écrit-il, le solidarisme n'est pas seulement « une doctrine, mais aussi, et surtout, une expression nécessaire « du progrès social, une tendance fatale de nos sociétés modernes, « encore si superficiellement et si arbitrairement organisées, à « passer d'un état incoordonné, instable, antinomique, à une cor-
« respondance plus adéquate, une solidarisation plus complète de
« leurs éléments, en un mot, à ce que nous appelons la socialisa-
« tion, laquelle est, pour une société, ce que l'organisation est
« pour l'organisme. » — Note de l'auteur.

les moyens de production et d'échange seraient le monopole de vastes entités, personnes morales puissantes, groupant, sous leur nom collectif, les capitaux, petits et gros. Et, d'abord, nous ferons observer que les faits n'autorisent pas cette induction, conséquemment précipitée. Il ne nous paraît pas, en effet, qu'actuellement les valeurs des compagnies industrielles et commerciales soient d'un accès facile aux bourses modestes. Et, d'ailleurs, le seraient-elles, que cette organisation sociale, avec ses actionnaires, d'une part, et ses salariés, de l'autre, ne nous semblerait pas répondre à la vraie loi de solidarité. Demandez donc, pour vous en convaincre, aux ouvriers de n'importe quelle grande exploitation minière, s'ils se sentent solidaires de l'entreprise, à laquelle ils collaborent, des hommes qui la dirigent, des capitalistes qui ont baillé les fonds et se partagent les bénéfices annuels ?

Le moyen, en effet, qu'ils se sentent intéressés à l'œuvre commune, eux qui, tout le jour, fouillent péniblement le sol, courbés dans les galeries sombres de la mine, pour en extraire le pain de l'industrie, le charbon aussi précieux que l'or, et, à ce dur labeur, dans la nuit et l'humidité, ne gagnent que juste assez pour vivre et faire vivre leur famille, tandis que des actionnaires, qu'ils ne connaissent pas, auxquels ils sont indifférents, prélèvent chaque année, sous forme de dividende, le plus clair des produits de leur travail. Dans cette anomalie de travailleurs employés à créer des richesses, qui doi-

vent profiter à des oisifs bien rentés, où pense-t-on trouver la trace d'une conformité d'intérêts, d'une solidarité véritable, d'une association? Il y faut voir bien plutôt une dissociation profonde, un antagonisme aigu. Mais s'il n'y a pas association entre ces actionnaires et ces ouvriers, du moins ceux-là, dira-t-on, sont associés entre eux? En aucune façon : ils se connaissent à peine ; la compagnie a émis des titres, ils les ont achetés, il s'est trouvé, de la sorte, qu'ils ont coopéré à une même entreprise, mais cela, sans intention, sans entente préalable, sans véritable concours, par une collaboration toute fortuite. Sans doute les ouvriers, eux, auront pu s'unir assez étroitement, former des sociétés de secours mutuels contre les accidents, le chômage, la maladie, la vieillesse. Mais, le plus souvent, ces groupements, abandonnés à eux-mêmes, en butte souvent à l'hostilité des patrons, seront bien imparfaits, bien rudimentaires.

Ainsi, donc, il ne nous semble pas que la société anonyme réalise l'idéal associationniste que nous poursuivons. Nous n'y trouvons pas cette coordination volontaire, ce partage de la bonne et de la mauvaise fortune, cette solidarité intime, cette subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général, cette conscience collective, qui caractérisent les sociétés coopératives. En dernière analyse, l'association de capitaux nous apparaît comme une union de forces matérielles, non comme une synthèse de forces morales, une concrétion, pour ainsi parler, d'éléments immatériels, de sentiments, de

volontés se fondant librement les unes dans les autres et poursuivant le même but.

Ce n'est pas à dire que les sociétés de ce genre n'aient aucune utilité. A part, évidemment, le prodigieux développement industriel qu'elles ont provoqué, n'ont-elles pas attesté la puissance du groupement, la vertu multiplicative et créatrice de l'association ? Sous ce rapport, elles ne sauraient nuire au mouvement mutualiste, que nous nous efforçons d'accélérer. Car tout ce qui rapproche, tout ce qui groupe les hommes, y est favorable.

Au demeurant, l'application générale du régime coopératif est affaire de volonté. Il est bien certain que, du jour où on en aura complètement apprécié les avantages, — et quoi de plus simple, par la publication régulière de tableaux statistiques, les congrès, les brochures, les journaux spéciaux, que de les faire ressortir ? — on s'y efforcera ardemment, avec la certitude du succès. Lorsqu'il s'agit d'organisation politique ou sociale, il n'est que de vouloir. L'homme n'a, en somme, que la destinée terrestre qu'il lui plaît de désirer. Il dépend de lui que ses conceptions, ses rêves de justice deviennent des réalités vivantes.

On ne saurait contester que l'idée de solidarité fait, peu à peu, son chemin, pénétrant lentement les esprits, luttant vaillamment contre cet individualisme de la pensée et du cœur, qui est la grande maladie morale de notre temps. Ce qui importe, c'est que, de plus en plus, les hommes aient conscience des mille liens qui les unissent,

de l'étroite dépendance où ils sont les uns des autres, que cette dépendance, par un effort de liberté, ils la veulent et la complètent en la tournant enfin en dépendance morale, aussi intime, aussi absolue que possible.

Les faits, d'ailleurs, ne sont-ils pas encourageants ? Le mouvement coopératif ne progresse-t-il pas dans tous les pays ? Les résultats obtenus n'invitent-ils pas les travailleurs à s'associer ? Les économistes les moins enthousiastes de la coopération ne sont-ils pas contraints de confesser l'extension prodigieuse qu'elle a prise ? Peut-être que, si M. Hubert-Valleroux écrivait aujourd'hui ce livre si documenté, si plein d'intérêt qu'il a publié, il y a dix ans, sur les sociétés coopératives, peut-être, disons-nous, que la vitalité nouvelle, qui les signale en France, depuis 1885, et la continuité de leurs succès, à l'étranger, lui inspireraient des conclusions moins réservées, moins froides, plus confiantes.

Sans doute, il ne faut pas se payer de chimères, poursuivre des transformations radicales comme en 1848, époque dont s'amuse aujourd'hui notre américanisme, pour les généreuses utopies qu'elle a caressées et les cités magiques qu'elle a bâties, dans l'enivrement des vastes espoirs ; mais il importe de dire, nettement, le but lointain vers lequel nous allons, sans dissimuler aucun des obstacles qui se dresseront sur notre chemin (1). Il est bon de susciter.

(1) Nous ne voulons dissimuler aucune difficulté..... nous dirons, si l'on veut, que l'argent, le crédit et les hommes nous manquent.

dans l'âme prolétarienne l'espérance qui console, et relève, et aide à supporter, avec plus de fermeté morale, les misères de la vie quotidienne, si, toutefois, on s'interdit de cacher aux ouvriers que la route sera longue et semée de traverses, encore qu'elle se fasse certainement et que, d'ailleurs, il ne dépend que d'eux de la parcourir vite.

Au reste, il appartient aux capitalistes de cœur ouvert d'achever l'éducation commencée de la classe ouvrière, de lui enseigner les moyens d'assurer son émancipation économique, de la lancer dans la voie mutualiste. Aussi bien, importe-t-il de combattre l'influence néfaste du collectivisme, que les travailleurs manuels ne sont que trop enclins à subir, de convaincre ceux-ci que leur intérêt bien entendu est de s'associer pour l'achat en

Que prouve cela ? Qu'il faut créer, au plus tôt, des hommes par l'instruction, des commerçants et des fabricants par l'enseignement professionnel et par l'enseignement de l'économie politique aux ouvriers adultes. Que prouve cela ? Qu'il y a encore des différences assez profondes d'habitudes et de culture intellectuelle entre les ouvriers et les patrons ; qu'il faut enseigner aux patrons la démocratie et aux ouvriers les affaires.

..... Du moment qu'une association réussit, — l'histoire de la Verrerie aux verriers de Rive-de-Gien est, à cet égard, du plus vif intérêt, — rien ne peut prouver qu'une association ne peut pas réussir. A vrai dire, c'est le début qui est difficile à cause de l'isolement et de l'inexpérience.... Ce n'est pas à nos adversaires à parler des obstacles que nous rencontrerons..... Répétons aux ouvriers la devise du mouvement coopératif, il suffit de vouloir, — de vouloir pour égaler les plus scrupuleux en probité, en exactitude, en bonne fabrication, en vente loyale. — Le Travail, J. Simon.

Ces fortes lignes ne sont pas d'un idéologue, je pense.

commun des objets de consommation et, même, leur production coopérative, de les persuader, enfin, que le régime solidariste n'est pas un leurre des bourgeois intéressés à les détourner d'un parti, qu'ils redoutent. Pour une telle tâche de propagande, d'apostolat, en quelque sorte, un dévouement absolu, une sincérité entière sont indispensables. La classe ouvrière sait discerner ces sentiments : elle n'est pas nécessairement haineuse ; elle ne demande qu'une assistance bienveillante, un peu de compassion pour la dureté de son sort, un peu d'amour qui la reconforte et lui permette de ne pas tout maudire.

On doit reconnaître que beaucoup des patrons actuels, par la sympathie qu'ils témoignent à leurs ouvriers, sympathie qui se traduit en œuvres, caisses de secours, économats, etc., s'efforcent de provoquer une détente dans les rapports entre employeurs et employés, et de différer, ainsi, le plus possible, l'exaspération dernière de la crise, qui sévit aujourd'hui dans le monde du travail. La plupart semblent enfin s'être rendu compte de leurs véritables intérêts, être arrivés à cette conviction qu'ils risquent de tout perdre en voulant tout garder. Aussi s'efforcent-ils, par les concessions qu'ils tentent, d'amener les travailleurs à cette conviction correspondante qu'ils perdraient tout en voulant tout prendre, qu'ils verraient se fondre entre leurs mains les richesses convoitées, qu'en partageant à l'excès le capital, on le stérilise, comme on tue un germe en le divisant. C'est

ainsi que plusieurs grands industriels français, dont nous avons déjà cité les noms, en appliquant, dans leurs établissements, la participation aux bénéfices, en initiant, de la sorte, leurs ouvriers à la pratique de la coopération et, conséquemment, aussi préparant, par là, leur propre élimination, ont regagné à la cause modérée du mutualisme un grand nombre d'ouvriers, qu'avaient séduits les exagérations du collectivisme.

Devant les expériences heureuses, qui se poursuivent sous nos yeux, devant ces sociétés de consommation, qui se multiplient, chaque jour, dans tous les pays, ces sociétés de crédit, qui fournissent aux ouvriers les capitaux, dont ils ont besoin, ces sociétés de production, qui prospèrent malgré l'hostilité et la concurrence déloyale des entreprises individuelles, n'est-on pas en droit, avec M. Guyau, de prévoir, le jour « où des associations
« de toutes sortes couvriront le globe, où tout, pour ainsi
« dire, se fera par association, où, dans le grand corps
« social, des groupes sans nombre, de l'aspect le plus
« divers, se formeront, se dissoudront avec une égale
« facilité, circuleront sans entraver en rien la circulation
« générale, » où, en un mot, la coopération aura conquis le monde (1).

Sans doute, il ne manque pas de gens et, parmi eux, des économistes de pensée et de talent, pour qui l'ordre

(1) Le christianisme a fait disparaître le servage; la coopération, à son tour, fera disparaître le salaire, qui, ne donnant à un homme que la somme strictement nécessaire à ses besoins, n'est pas ce qu'il doit recevoir dans une société chrétienne. — Chateaubriand.

actuel est à ce point satisfaisant qu'il suffirait de certaines corrections de détail, de légères retouches pour en faire la meilleure organisation qui puisse être, et, pour ceux-là, la coopération, appliquée dans une mesure raisonnable, réduite aux associations de consommation, réaliserait ce je ne sais quoi qui manque à la société présente. Nous nous permettons d'envier le contentement facile, l'optimisme serein de ces Pangloss de l'orthodoxie.

Mais si l'on sent l'inexprimable malaise dont est travaillée, en son fond, notre société craquante ; — si l'on songe à cette obscure prédestination, qui amène, après une forme sociale, une forme sociale nouvelle ; à cet irrésistible courant, dans lequel sont entraînés les institutions les plus anciennes, les établissements les plus vénérables ; à cette montée ardente de toutes choses, de tout ce qui s'ébauche dans la nature et dans l'histoire, objets inanimés, êtres quels qu'ils soient, créations imparfaites, œuvres inachevées, de je ne sais quel invisible et puissant ouvrier ; à cette aspiration universelle à plus de justice et de liberté dans la solidarité, — alors on devra convenir que notre organisation est rien moins que définitive, et qu'il s'agit de plus que de la replâtrer, pour ainsi parler, de restaurer sa façade en en conservant la charpente, la structure, l'armature intérieure. Et, comme nous l'avons dit, puisqu'aussi bien nous nous trouvons à un carrefour de la route, que, là, devant nous, deux portes nous sont ouvertes ou plutôt entre-bâillées, l'une portant « Coopéra-

tisme » et l'autre « Collectivisme et révolution », nous nous hâtons résolument vers la première, par laquelle, au prix de quelques efforts, nous atteindrons à ce régime d'associations libres, où se conciliera, en une synthèse féconde, ce qu'il y a d'individuel et ce qu'il y a de social dans la créature humaine ; à cet idéal coopératiste, que poursuit, sur les traces de penseurs tels que Secrétan, Guyau et Fouillée, la vaillante école de Nîmes.

BIBLIOGRAPHIE

- FOUILLÉE. — La Science sociale contemporaine.
DURKHEIM. — La Division du travail social.
SECRÉTAN. — Les Droits de l'humanité.
— Études sociales.
— Mon Utopie.
SCHMOLLER. — La Division du travail étudiée au point de vue historique. Rev. d'éc. pol., 1890.
IZOULET. — La Cité moderne.
ESPINAS. — Les Sociétés animales.
NOVICOW. — Les Gaspillages dans les Sociétés modernes.
G. DU GREEF. — Le Transformisme social.
LÉON BOURGEOIS. — Lettres sur la solidarité. Nouvelle Revue, 1895.
GIDE. — L'Avenir de la Coopération. Rev. social., 1888.
— La Coopération. Rev. d'éc. pol., 1889.
— La nouvelle École, dans quatre écoles économiques.
— L'idée de Solidarité. Rev. de sociol., 1893.

MILNE-EDWARDS. — Leçons sur la physiologie et l'anatomie comparées de l'homme et des animaux.

BENJAMIN RAMPAL. — Conférences de Schultze-De-litsch.

JULES SIMON. — Le Travail.

UGO RABBENO. — Le Mouvement coopératif aux États-Unis. Rev. d'éc. pol., 1887-1888.

GIDE. — Le Mouvement coopératif en France dans ces dix dernières années. Rev. d'éc. pol., 1894.

MENEGHELLI. — Le Mouvement coopératif en Italie. Rev. d'éc. pol., 1892.

BENOIT MALON. — Le Socialisme intégral. Le Mouvement coopératif en Allemagne. Rev. d'éc. pol., 1892.

SCHULTZE-GOEVERNITZ. — Le Mouvement coopératif en Angleterre. Rev. d'éc. pol., 1891.

HUBERT-VALLEROUX. — Les Sociétés coopératives.

CERNUSCHI. — L'Illusion des coopératives.

TRÉMEREL. — Les Sociétés de consommation en France et à l'étranger. Thèse, 1864.

PAUL LEROY-BEAULIEU. — La question ouvrière au XIX^e siècle.

STUART MILL. — Principes d'Économie politique.

CAUVÈS. — Cours d'Économie politique.

GIDE. — Traité élémentaire d'Économie politique.

BAUDRILLART. — Traité élémentaire d'Économie politique.

LOUIS BERTRAND. — La Coopération, ses avantages, son avenir.

CÉSAR DE POEPE. — Discours au Congrès international de Paris.

DUPONT WHITE. — Essai sur les relations du Capital avec le Travail.

SUMMER-MAINE. — L'ancien Droit.

Du MAROUSSEM. — La Question ouvrière.

DOUMER. — Rapport sur le projet de loi relatif aux Coopératives. J. off., fév. 1893.

SPENCER. — L'Individu contre l'État.

VILLERMÉ. — Les Associations ouvrières.

CH. LAVOLLÉE. — Les Associations ouvrières, Revue des Deux-Mondes avril 1886.

SCHOEFFLE. — La Quintessence du socialisme.

COURCELLE-DENEUIL. — Étude sur les associations ouvrières.

LE COMTE DE PARIS. — De la situation des ouvriers en Angleterre.

BRELAY. — Article : Coopération. Dict. d'écon. politique.

— Almanach de la coopération, 1895.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Du fondement philosophique de la coopération (L'évolution de la solidarité).	11
--	----

CHAPITRE PREMIER

De la solidarité coercitive dans la nature et dans l'humanité.	11
La coopération comme fait cosmologique, biologique, sociologique. — Critique de l'ordre social actuel. . . .	13

CHAPITRE II

De la solidarité libre et consciente	38
--	----

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE III

Le régime coopératif ou mutualiste	50
Des points par lesquels nous différons des collectivistes .	71

La question du libre-échange et de la protection résolue par le coopératisme.	79
---	----

CHAPITRE IV

Des voies et moyens par lesquels réaliser le coopératisme	84
---	----

CHAPITRE V

Examen sommaire du mouvement coopératif en France et à l'étranger	103
SECTION I. — Le mouvement coopératif en Angleterre. . . .	105
SECTION II. — Le mouvement coopératif en France	117
SECTION III. — Le mouvement coopératif en Allemagne . . .	128
SECTION IV. — Le mouvement coopératif en Italie	133
SECTION V. — Le mouvement coopératif en Belgique. . . .	141
SECTION VI. — Le mouvement coopératif aux États-Unis . .	146

CHAPITRE VI

Des causes qui, dans les divers pays ralentissent le mouvement coopératif.	157
CONCLUSION	173

TOURS. — IMPRIMERIE ROGER DUBOIS
